



DÉBATS

DE LA

LEGISLATURE

DE LA

PROVINCE DE QUÉBEC.

*Troisième session du cinquième parlement de la province de Québec,
ouverte le 27 mars et close le 10 juin 1884.*

PUBLIÉS PAR

ALPHONSE DESJARDINS.



QUÉBEC:
DE L'IMPRIMERIE DE L. J. DEMERS & FRÈRE,
Éditeurs-Propriétaires du "Canadien."

1884

328 714

102

Q3

1884

Eut

OL

Coal spec.

LEGISLATURE

DE LA

PROVINCE DE QUÉBEC.

Palais législatif, Québec, le 27 mars 1884.

Jeudi, le vingt-septième jour du mois de mars, dans la quarante-septième année du Règne de Notre Souveraine Dame Victoria, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, protectrice de la Foi, à la troisième session du cinquième parlement provincial de Québec, tel que continué par diverses prorogations jusqu'à ce jour :

A trois heures de l'après-midi, Son Honneur l'honorable Théodore Robitaille, lieutenant gouverneur de la province de Québec, **entre dans** la salle du Conseil législatif, accompagné des membres du cabinet provincial et d'un brillant état-major militaire, et s'assit dans le fauteuil sur le trône.

L'honorable président du Conseil législatif, s'adressant à S. S. Hatt, gentilhomme huissier de la Verge Noire, dit : Gentilhomme huissier de la Verge Noire, rendez-vous à la chambre d'Assemblée législative, et informez cette Chambre que c'est le plaisir de Son Honneur qu'elle se rende immédiatement auprès de lui dans la salle du Conseil législatif.

L'Assemblée législative s'étant conformée à cette invitation,

L'honorable président du Conseil dit :

Honorables messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Son Honneur le lieutenant gouverneur ne croit pas devoir déclarer les motifs qui lui ont fait convoquer la présente législature de la province

de Québec, avant qu'un président pour l'Assemblée législative n'ait été choisi suivant la loi ; mais demain, à trois heures de l'après-midi, Son Honneur expliquera les motifs de la convocation de la présente législature.

Après quoi, les membres de l'Assemblée législative étant retournés dans leur salle des délibérations, Son Honneur le lieutenant gouverneur se retire.

OUVERTURE
DE LA
SESSION LÉGISLATIVE
DE 1884.

DISCOURS PRONONCÉ PAR SON HONNEUR LE LIEU-
TENANT GOUVERNEUR

L'HONORABLE THEODORE ROBITAILLE

A L'OUVERTURE DE LA SESSION LÉGISLATIVE, LE 28 MARS 1884.

Palais législatif, Québec, le 28 mars 1884.

A trois heures de l'après-midi, Son Honneur entre dans la salle du Conseil législatif, accompagné des membres du cabinet provincial et d'un brillant état-major militaire.

A part les membres du Conseil, quelques personnes seulement assistent à la séance d'ouverture. Le Conseil législatif n'étant installé que temporairement dans une partie de l'édifice consacré à la bibliothèque, l'exiguïté du local ne permet pas l'assistance d'un auditoire nombreux.

L'honorable président du Conseil législatif:—
Gentilhomme huissier de la Verge Noire, rendez-vous à la chambre d'Assemblée législative et informez cette Chambre que c'est le plaisir de Son Honneur qu'elle se rende immédiatement auprès de lui dans la salle du Conseil législatif.

L'Assemblée législative étant à la barre du Conseil, l'honorable Jonathan Saxton Campbell Würtele dit :

“ Qu'il plaise à Votre Honneur, l'Assemblée législative m'a élu comme son président, bien que je ne sois que peu capable de remplir les devoirs importants qui me sont assignés. Si, dans l'exécution de ces devoirs, il m'arrive en aucun temps de tomber en erreur, je demande que la faute me soit imputée et non à l'Assemblée législative dont je suis le serviteur, et qui, par mon ministère, réclame, pour être en état de mieux remplir son devoir envers sa Souveraine et son pays, tous ses droits et privilèges incontestables, spécialement ceux de la liberté de la parole dans ses débats, le libre accès à la personne de Votre Honneur en tout temps convenable, et, de la part de Votre Honneur, l'interprétation la plus favorable de ses délibérations. ”

L'honorable président du Conseil législatif a alors dit :

Monsieur le président,

J'ai ordre de Son Honneur le lieutenant gouverneur de vous déclarer qu'il ne doute pas que ses procédés seront conduits avec sagesse, modération et prudence.

Son Honneur prononce le discours suivant :

Honorables messieurs du Conseil législatif ;

Messieurs de l'Assemblée législative :

Je suis heureux de vous voir réunis au siège du gouvernement. Je vous remercie de la ponctualité avec laquelle vous avez répondu à mon appel, et je vous souhaite cordialement la bienvenue.

Je vous ai convoqués pour l'expédition des affaires de la province plus tard que d'ordinaire. Ce fait est dû principalement à l'incendie du Palais législatif et à la nécessité de préparer des chambres temporaires convenables pour vos délibérations.

La population de cette province a été heureuse d'acclamer l'homme d'état distingué que Sa Majesté a choisi pour occuper l'éminente posi-

tion de gouverneur général du Canada, en remplacement du Marquis de Lorne, qui a laissé dans ce pays, et particulièrement dans cette province, ainsi que Sa Royale épouse, la Princesse Louise, d'ineffaçables souvenirs d'affection et d'estime.

Mon gouvernement, prenant en considération les sacrifices énormes que le peuple de cette province s'est imposés pour la construction de nos chemins de fer, et l'augmentation constante des diverses charges du service public, a cru qu'il était de son devoir de présenter au gouvernement fédéral certaines réclamations exposées dans un mémoire qui vous sera communiqué. Je suis heureux de vous annoncer que les négociations commencées à ce sujet entre les deux gouvernements ont fait des progrès satisfaisants, et je compte pouvoir vous en faire connaître le résultat de bonne heure pendant cette session.

Relativement aux doutes qui se sont élevés, l'an dernier, au sujet de la constitutionnalité de la loi des licences de Québec, je crois répondre au désir général du peuple de cette province en déclarant, que cette loi devra continuer à recevoir son exécution.

Le résultat des travaux de la commission chargée de la refonte des lois générales de la province et celui des opérations de la commission royale nommée pour s'enquérir de l'efficacité et de l'organisation des différentes branches du service public, seront soumis à votre approbation.

Vous aurez aussi à examiner certains projets de loi relatifs à l'agriculture, à la procédure civile, aux mines, aux asiles d'aliénés subventionnés par le gouvernement, à certaines classes d'interdits, et il vous sera également soumis des amendements aux lois de la chasse et de la pêche. Je ne doute pas que vous donnerez à ces importants sujets la sérieuse attention qu'ils méritent.

Messieurs de l'Assemblée législative ;

Les comptes publics pour la dernière année fiscale vous seront soumis, ainsi que les prévisions budgétaires pour l'année prochaine. En vous occupant de cette importante question des finances de la province, j'espère que vous n'oublierez pas que, pour rétablir l'équilibre entre nos recettes et nos dépenses, il faut adopter un vigoureux système d'éco-

nomie et de retranchement, dans toutes les branches du service public, et je suis convaincu que votre patriotisme vous engagera à seconder les efforts de mon gouvernement pour atteindre ce but.

Honorables messieurs du Conseil législatif ;

Messieurs de l'Assemblée législative ;

Je suis convaincu que, dans la discussion des graves intérêts qui vous sont confiés, et dans l'accomplissement de vos importants devoirs, vous apporterez tout le zèle, la sagesse et le dévouement dont vous êtes capables, ainsi que cet esprit de loyauté envers Sa Majesté qui a toujours distingué le peuple de ce pays, et que, avec l'aide de la divine Providence, vos travaux assureront à notre province un avenir de bonheur et de prospérité.

L'Assemblée législative s'étant retirée, la séance d'ouverture est levée.

CONSEIL LÉGISLATIF.

Séance du vendredi, le 28 mars 1884.

SOMMAIRE :—Les honorables messieurs Charles L. Champagne et François-Xavier Ovide Méthot, prennent leurs sièges après le cérémonial ordinaire.— Dépôt, par l'honorable M. Ross, d'un projet de loi concernant l'agriculture.— Propositions relatives au discours d'ouverture ; à l'impression de ce discours dans les deux langues, et à la nomination d'un comité pour prendre en considération les usages et coutumes du Conseil législatif.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à quatre heures et quarante minutes.

L'honorable Charles L. Champagne se présente à la barre de la Chambre et remet entre les mains du gentilhomme huissier de la Verge Noire, sa commission sous le grand sceau, l'appelant au Conseil législatif de la province de Québec.

Le gentilhomme huissier de la Verge Noire ayant remis cette commission entre les mains de l'honorable président, celui-ci dit :

Faites entrer l'honorable conseiller.

Alors le dit honorable Charles L. Champagne, accompagné des honorables messieurs Ross et Archambeault, s'avance près du bureau et l'honorable président ayant transmis la commission au greffier de cette Chambre, celui-ci en fait la lecture comme suit savoir :

CANADA,	}	THÉODORE ROBITAILLE.
Province de Québec,		
[L. S.]		

VICTORIA, par la grâce de DIEU, REINE du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A notre fidèle et bien-aimé l'honorable Charles L. Champagne,

SALUT :

SACHEZ que, tant comme marque de la foi et confiance spéciale que Nous avons montrées en vous, que dans le but d'obtenir de vous avis et assistance dans toutes les affaires graves et difficiles qui peuvent intéresser l'Etat et la défense de Notre province de Québec, Nous

avons jugé à propos de vous appeler au Conseil législatif de Notre province, et Nous vous y appelons pour le collège électoral de Mille-Isles, dans Notre dite province de Québec, en remplacement de l'honorable Alexandre Lacoste, qui s'est démis, et Nous enjoignons que vous, le dit honorable Charles L. Champagne, mettant de côté toutes difficultés et excuses quelconques, soyez et paraissiez pour les fins susdites dans le Conseil législatif de Notre dite province toutes les fois et en quelque lieu que Notre Législature ou parlement de Notre dite province peut y être convoqué ou tenu : et à ceci vous ne devez en aucune manière manquer.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes, et à icelles fait apposer le grand sceau de Notre dite province de Québec : témoin, Notre fidèle et bien-aimé l'honorable Théodore Robitaille, membre de notre conseil privé du Canada, lieutenant gouverneur de la province de Québec.

A Notre Hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite province, ce dixième jour de décembre, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-trois, et de Notre règne la quarante-septième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la couronne en chancellerie,
Québec.

Après quoi, le dit honorable Charles L. Champagne, prête devant le greffier de cette honorable Chambre en sa qualité de commissaire *per dedimus potestatem*, le serment requis et signe sa déclaration de qualification, puis s'avançant vers l'honorable président, celui-ci descend un degré, lui donne la main, et dit :

“ Je vous félicite de votre nomination, veuillez prendre un siège.”

L'honorable-François-Xavier-Ovide Méthot, se présente à la barre de la Chambre et remet entre les mains du gentilhomme hussier de la Verge Noire, sa commission sous le grand sceau, l'appelant au Conseil législatif de la province de Québec.

Le gentilhomme huissier de la Verge Noire ayant remis cette commission entre les mains de l'honorable président, celui-ci dit :

“ Faites entrer l'honorable conseiller. ”

Alors le dit honorable François-Xavier-Ovide Méthot, accompagné des honorables messieurs Ross et Laviolette, s'avance près de la table, et l'honorable président ayant transmis la commission au greffier de cette Chambre, celui-ci en fait la lecture comme suit, savoir :

CANADA, Province de Québec, [L. S.]	}	THÉODORE ROBITAILLE.
---	---	----------------------

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A notre fidèle et bien-aimé l'honorable François-Xavier-Ovide Méthot, de St-Pierre-les-Becquets.

SALUT :

SACHEZ que, tant comme marque de la foi et confiance spéciale que Nous avons montrées en vous, que dans le but d'obtenir de vous avis et assistance dans toutes les affaires graves et difficiles qui peuvent intéresser l'Etat et la défense de Notre province de Québec, Nous avons jugé à propos de vous appeler au Conseil législatif de Notre province; et Nous vous y appelons pour le collège électoral de La Vallière, dans Notre dite province de Québec, en remplacement de l'honorable Jean-Baptiste Proulx, décédé, et Nous enjoignons que vous, le dit honorable François-Xavier-Ovide Méthot, mettant de côté toutes difficultés et excuses quelconques, soyez et paraissiez pour les fins susdites dans le Conseil législatif de Notre dite province toutes les fois et en quelque lieu que Notre législature ou parlement de Notre dite province peut y être convoqué ou tenu : et à ceci vous ne devez en aucune manière manquer.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes, et à icelles fait apposer le grand sceau de Notre dite province de Québec : Témoïn, Notre fidèle et bien-aimé l'honorable Théodore Robitaille, membre de notre conseil privé du Canada, lieutenant gouverneur de la province de Québec.

A Notre Hôtel du gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans notre dite province, ce vingt-septième jour de mars dans l'année de Notre Seigneur. mil huit cent quatre-vingt-quatre, et de Notre règne la quarante-septième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la couronne en Chancellerie.

Après quoi, le dit honorable François-Xavier-Ovide Méthot, prête devant le greffier de cette honorable Chambre en sa qualité de commissaire *per dedimus potestatem*, le serment requis et signe sa déclaration de qualification, puis s'avançant vers l'honorable président, celui-ci descend un degré, lui donne la main, et dit :

“ Je vous félicite de votre nomination, veuillez prendre un siège.”

DÉPÔT D'UN PROJET DE LOI.

L'honorable M. **Ross**—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Conseil un projet de loi concernant l'agriculture.

Ce projet est adopté en première délibération *pro forma*.

M. le **Président**.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Conseil copie du discours d'ouverture de la présente session.

L'honorable M. **Ross**.—J'ai l'honneur de proposer que le discours de Son Honneur le lieutenant gouverneur soit imprimé dans les deux langues (française et anglaise) pour l'usage des membres.

J'ai l'honneur de proposer que le Conseil délibère lundi sur le discours d'ouverture.

J'ai l'honneur de proposer que tous les conseillers législatifs présents durant la présente session, composent un comité pour prendre en considération les usages et coutumes de ce Conseil, et les privilèges du parlement, et qu'il soit permis au dit comité de s'assembler dans cette salle, quand il le jugera nécessaire.

Ces diverses propositions sont adoptées.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du lundi, le 31 mars 1884.

SOMMAIRE :—Dépôt du rapport annuel du bibliothécaire.—Adresse de condoléance à l'occasion de la mort du prince Léopold : l'honorable M. Ross.—Ajournement par respect pour la mémoire des honorables MM. Proulx et Dostaler : Les honorables MM. Ross, Starnes et Rémillard.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

RAPPORT DU BIBLIOTHÉCAIRE.

M. le **Président**.—J'ai l'honneur de donner communication à la Chambre du rapport du conservateur de la bibliothèque.

A l'honorable Conseil législatif de la province de Québec,

Chaque année, lorsque la Législature entrait en session, le bibliothécaire avait la satisfaction d'annoncer une augmentation dans les richesses de votre bibliothèque. Le nombre des ouvrages grandissait toujours et déjà l'on comptait 30,000 volumes et brochures. C'était beaucoup si l'on considère l'époque peu éloignée de sa fondation. Aujourd'hui, j'ai le chagrin de constater la ruine presque totale de l'œuvre commencée et poursuivie avec tant de plaisir et de dévouement. L'incendie du 19 avril dernier a détruit votre bibliothèque et l'on a pu sauver à peine 4,500 volumes, formant des ouvrages complets. La hâte extraordinaire avec laquelle il fallait agir n'a guère permis de faire le triage des livres. Cependant l'importante collection américaine avait été sauvée, et l'on s'en réjouissait avec raison, quand l'on s'aperçut qu'il fallait en laisser brûler une partie considérable, en dehors sous les fenêtres dont il était devenu impossible de s'approcher.

La Législature avait dépensé, pour cette bibliothèque, la somme de 54,500 dollars.

A part les livres qui avaient été achetés, elle renfermait 6,000 volumes apportés du département de l'instruction publique, et 6,400 volumes et 700 cartes marines reçus en échange ou en don.

Je ne crois donc pas exagérer la valeur de cette bibliothèque en la portant à la somme de 76,000 dollars.

La valeur des livres sauvés du feu peut être de 15,000 dollars. Parmi ces derniers se trouvent 2,477 volumes dépareillés. La perte totale est donc de 60,000 dollars au moins.

La bibliothèque était assurée pour un montant de 32,000 piastres.

Le gouvernement et les compagnies d'assurance ont nommé, de concert, des arbitres pour évaluer les pertes.

A la demande de l'honorable secrétaire provincial et des arbitres, j'ai fait un relevé de ces pertes et une évaluation de la plupart des ouvrages, et après un travail assez long, j'ai pu montrer une liste de chiffres de 50 pages *foolscap*, et attester, *par serment*, une perte de 47,400 dollars.

J'aurais trouvé davantage, mais j'ai jugé ce montant plus que suffisant pour convaincre les compagnies d'assurance. Cette somme a cependant été réduite d'une dizaine de mille dollars par les arbitres. Il restait une marge assez large pour que les compagnies fussent mises en demeure de payer.

J'ignore ce qui a été fait depuis. J'ai remis en ordre ce qui a échappé à l'incendie. J'ai préparé un catalogue qui sera bientôt distribué et vous pourrez juger mieux de la valeur des livres qui vous restent.

Un certain nombre de volumes nouveaux ont cependant été placés sur les rayons, ce sont, surtout, les journaux de la chambre des Lords et de celle des Communes d'Angleterre, et des journaux, statuts, documents des chambres, donnés par l'honorable M. Caron, ministre de la milice, par l'honorable M. Joly, député de Lotbinière, et par le Parlement d'Ottawa.

Le tout respectueusement soumis,

L. PAMPHILE LEMAY,
C. B. L. Q.

ADRESSE DE CONDOLÉANCE A SA MAJESTÉ.

L'honorable M. **Ross**—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics*.—Honorables messieurs, chacun de nous se rappelle le dernier des fils de la reine Victoria, le prince Léopold, qui, en 1880, vint visiter le Canada, et en particulier notre capitale provinciale, et dont la figure, où la souffrance avait déjà posé son empreinte, rappelait ce type gracieux et sympathique de tous les membres de la famille royale.

Ce jeune prince si accompli, vient de mourir à Cannes, en France, où il s'était rendu pour rétablir sa santé. Ce décès vient ajouter encore au deuil touchant et prolongé de notre auguste souveraine en même temps qu'il brise à jamais le lien de profonde affection qui, depuis deux ans seulement, unissait l'existence du jeune prince à celle de la princesse Hélène de Waldeck, sa gracieuse épouse.

En présence du malheur qui frappe notre bien-aimée souveraine, il est de notre devoir de lui témoigner notre respect, et lui dire aussi tout l'attachement que nous portons aux membres de la famille royale chez qui elle a su développer elle-même les plus précieuses qualités de l'esprit et du cœur. Nous devons encore exprimer spécialement notre cordiale et profonde sympathie envers la noble duchesse d'Albany, si douloureusement frappée dans ses affections les plus chères, et lui dire les bons souvenirs qu'a laissés parmi nous le jeune prince que la mort vient d'enlever prématurément à son dévouement et à son affection.

Ne craignons pas, honorables messieurs, d'être prodigues en paroles de sympathie, n'hésitons pas à offrir nos condoléances à ceux que la divine Providence a appelés à gouverner les peuples. Eux aussi ont leur large part de chagrins et d'afflictions. Chateaubriand a dit : " On a vu des reines pleurer comme de simples femmes, et on s'est étonné de la quantité de larmes que contiennent les yeux des rois ! "

J'ai l'honneur de proposer, appuyé par l'honorable M. Laviolette, qu'une humble adresse soit présentée à Sa Majesté la Reine, dans les termes suivants :

A Sa Très Excellente Majesté la Reine,

Très Gracieuse Souveraine,

Nous, fidèles et loyaux sujets de Votre Majesté, les membres du Conseil législatif et de la province de Québec, en session législative, approchons humblement de Votre auguste personne, en lui renouvelant l'assurance de notre attachement dévoué, pour exprimer le profond chagrin avec lequel nous avons appris la grande perte qu'a éprouvée Votre Majesté par la mort si soudaine de Son Altesse Royale le Prince Léopold George-Duncan-Albert, duc d'Albany, et lui dire, tant en notre nom qu'au nom de la population de cette province, que nous nous associons de tout cœur à sa douleur et à son affliction, ainsi qu'à celle de Son Altesse Royale la duchesse d'Albany qui, elle aussi, est si douloureusement éprouvée.

Nous avons gardé le souvenir le plus vivace du séjour du regretté

prince Léopold dans notre province, où il a laissé partout sur son passage des traces de ses heureuses qualités de cœur et d'esprit ; et c'est là le gage le plus évident que nous puissions donner à Votre Majesté de la sincérité des sentiments que nous lui exprimons à son sujet.

Cette proposition est unanimement adoptée.

Il est ensuite ordonné, sur proposition de l'honorable M. Ross, appuyé par l'honorable M. Laviolette, que la dite adresse soit grossoyée, signée par le président et transmise à l'Assemblée législative, priant cette Chambre de l'adopter.

AJOURNEMENT PAR RESPECT POUR LA MÉMOIRE DE
MM. PROULX ET DOSTALER.

L'honorable M. **Ross**. — Avant de prendre en considération la réponse au discours du trône, il est de mon devoir de dire ici quelques mots de deux de nos honorables collègues que la mort vient d'enlever à leurs familles et au pays, et qui comptait dans cette Chambre autant d'amis qu'ils avaient de collègues.

L'honorable Pierre Eustache Dostaler, de même que l'honorable Jean-Baptiste Proulx, représentaient dans notre société le vieil honneur français, qui n'a pas dégénéré en s'alliant au génie particulier des races amies qui vivent en si bonne harmonie sur notre sol, et leurs noms étaient toujours et seront encore longtemps prononcés comme synonymes des mots de probité, de désintéressement et de vertus civiques ; avec des convictions politiques différentes, ils avaient également à cœur de bien servir leur pays. C'étaient pour nous, honorables messieurs, des figures aimées, de bons et fidèles amis, et leur bouche ne savait dire que la vérité. Sachons donc honorer leur mémoire d'un fidèle et durable souvenir.

Je propose que comme marque de respect pour la mémoire des honorables Jean-Baptiste-George Proulx et Pierre-Eustache Dostaler, cette Chambre s'ajourne maintenant.

L'honorable M. **Starnes**—*conseiller pour Salaberry*.—Je me joins avec empressement à l'honorable premier ministre dans le juste tribut d'éloges qu'il a donné à la mémoire des deux regrettés défunts. J'ai eu souvent occasion de différer d'opinion avec l'un et l'autre de ces messieurs, mais jemeplais à reconnaître encore aujourd'hui, comme je l'ai fait lorsqu'ils honoraient cette Chambre de leur présence, qu'ils ont toujours été guidés pour les meilleurs motifs et les vues les plus honorables. Je

puis dire avec raison, je crois, que leur vie se résume en ces trois mots. intégrité, désintéressement et patriotisme. Comme l'a si bien dit l'honorable premier ministre, leur perte sera vivement sentie par la Chambre qui les avait en haute estime pour leurs qualités et l'inaltérable aménité de leur caractère.

L'honorable M. **Rémillard**—*conseiller pour LaDurantaye*.—Honorables messieurs, je vous avoue que j'ai éprouvé une émotion toute particulière, lorsque j'ai entendu l'honorable premier ministre et mon honorable ami le conseiller pour Salaberry, faire l'éloge de mes deux regrettés collègues, MM. Proulx et Dostaler. L'un et l'autre appartenaient à ce que j'appellerai l'école honnête des deux grands partis qui se disputent le pouvoir dans notre pays. Le premier était libéral mais se faisait gloire d'être avant tout un honnête homme. Le second était conservateur, mais tenait par dessus tout à agir en honnête homme et avec le parti des honnêtes gens.

Je crois que tous nous regrettons vivement leur mort et que leur mémoire vivra longtemps.

La proposition de l'honorable M. Ross est adoptée.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du mardi, le 1er avril 1884.

SOMMAIRE :—Dépôt de pétitions.—Admission de l'honorable M. Masson, conseiller pour Lanaudière.—Adresse en réponse au discours du trône : les honorables MM. Hearn, Méthot, Gérin, Ross, Archambeault et Masson.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures et dix minutes.

DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau du Conseil :

De Sa Grandeur l'évêque de St-Hyacinthe et autres, demandant de l'aide pour le collège commercial de St-François-Xavier de St-Denis de Richelieu.

Des sœurs de l'asile de la Providence de Montréal, demandant la continuation de leur allocation ;

Des sœurs de l'asile de la Providence de Montréal, demandant la continuation de l'allocation qui leur est faite pour les salles de l'asile de St-Vincent de Paul ;

Du rév. A. Labelle et autres, demandant une loi pour constituer " La grande loterie nationale de Québec " ;

De Pierre Lambert et autres, demandant une loi pour annexer certain territoire de la paroisse de St-Damase, comté de St-Hyacinthe, à la paroisse de St-Jean-Baptiste, comté de Rouville ;

De Charles Thornton Bate et autres, demandant d'être constitué en corporation sous le nom de " Du Lièvre and Ottawa Rivers Transportation and Mining Company ;

Du ministre et des syndics de l'église de St-Jean, de la paroisse de St-Jean l'Evangeliste, dans la cité et le diocèse de Montréal, demandant la permission de faire un emprunt et d'hypothéquer certaines propriétés ;

Du bureau de direction de l'hôpital des femmes de Montréal, demandant de l'aide ;

Des contribuables du village de St-Jean-Baptiste, demandant à être constitués en ville ;

Des sœurs de l'asile de la Providence de Laprairie, demandant de l'aide :

De la compagnie de filature de Ste-Anne, Hochelaga, demandant une loi l'autorisant à consentir des hypothèques sur ses propriétés pour garantir certaines débentures déjà émises.

L'honorable L. F. Rodrigue Masson se présente à la barre de la Chambre et remet entre les mains du sergent d'armes, sa commission sous le grand sceau, l'appelant au Conseil législatif de la province de Québec.

Le sergent d'armes ayant remis cette commission entre les mains de l'honorable président, celui-ci dit :

Faites entrer l'honorable conseiller.

Alors le dit honorable L. F. Rodrigue Masson, accompagné des honorables messieurs Ross et Dionne, s'avance près de la table, et

l'honorable président ayant transmis la commission au greffier de cette Chambre, celui-ci en fait la lecture comme suit, savoir :

CANADA,	}	THÉODORE ROBITAILLE.
Province de Québec,		
[L. S.]		

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A notre fidèle et bien-aimé l'honorable Louis François-Rodrigue Masson, de Terrebonne.

SALUT :

SACHEZ que, tant comme marque de la foi et confiance spéciale que Nous avons montrées en vous, que dans le but d'obtenir de vous avis et assistance dans toutes les affaires graves et difficiles qui peuvent intéresser l'Etat et la défense de Notre province de Québec, Nous avons jugé à propos de vous appeler au Conseil législatif de Notre dite province, et Nous vous y appelons pour le collège électoral de Lanau-dièrre, dans notre dite province de Québec, en remplacement de l'honorable Eustache Dostaler, décédé, et Nous enjoignons que vous, le dit honorable Louis-François-Rodrigue Masson, mettant de côté toutes difficultés et excuses quelconques, soyez et paraissiez pour les fins susdites dans le Conseil législatif de Notre dite province toutes les fois et en quelque lieu que Notre Législature ou parlement de Notre dite province peut y être convoqué ou tenu : et à ceci vous ne devez en aucune manière manquer.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes, et à icelles fait apposer le grand sceau de Notre dite province de Québec : témoin, Notre fidèle et bien-aimé l'honorable Théodore Robitaille, membre de Notre conseil privé du Canada, lieutenant gouverneur de la province de Québec.

A Notre Hôtel du gouvernement en Notre cité de Québec, dans notre dite province, ce vingt-septième jour de mars, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-quatre, et de Notre règne la quarante-septième.

Par ordre,

L. H. HUOT,
Greffier de la couronne en chancellerie,
Québec.

Après quoi, le dit honorable L. F. Rodrigue Masson, prête devant le greffier de cette honorable Chambre, en sa qualité de commissaire *per dedimus potestatem*, le serment requis et signe sa déclaration de qualification, puis s'avançant vers l'honorable président, celui-ci descend un degré, lui donne la main et dit :

Je vous félicite de votre nomination, veuillez prendre un siège.

L'ADRESSE EN RÉPONSE AU DISCOURS DU TRÔNE.

L'ordre du jour appelle la délibération sur un projet d'adresse en réponse au discours du trône.

L'honorable M. **Hearn** — *conseiller pour Stadacona*. — Honorables messieurs, généralement, les honorables conseillers qui ont des devoirs à remplir tels que celui que j'ai accepté d'accomplir, expriment leurs regrets de ce que d'autres plus capables qu'eux n'aient pas été choisis pour cette tâche, et bien que, dans beaucoup de cas, leurs excuses, — particulièrement lorsque l'on songe à la modestie des honorables membres, — soient de bienséance, je doute que dans cette Chambre l'expression de tels regrets soit à propos.

L'harmonie, heureuse ou malheureuse, qui règne dans cette branche de la Législature, les sentiments sympathiques qui animent les honorables conseillers lorsqu'ils critiquent réciproquement leurs dires, et l'absence presque totale d'une divergence d'opinion qu'il y a ici quant à ce qui regarde le gouvernement et le pays, font que la tâche de proposer l'adresse en réponse au discours d'ouverture est d'une exécution facile.

La mention qui est faite dans l'adresse, de la nomination de Lord Lansdowne au poste élevé de gouverneur général du Canada, en est une, j'en suis certain, qui recevra l'approbation de tous les honorables membres de cette Chambre.

L'excellent discours prononcé par Son Excellence à Toronto, au banquet donné en son honneur et plusieurs autres de ses harangues qu'il a données depuis son arrivée au Canada, parlent hautement en sa faveur.

Et si l'on rapproche cela de sa longue expérience comme législateur dans la mère-patrie et de ses vieilles relations amicales avec les hommes d'état les mieux doués, les plus capables et les plus distingués de l'empire, on ne peut craindre qu'il ne travaille, dans la nouvelle sphère où il est placé, à promouvoir la prospérité du peuple libre et auto-

nome de ce vaste pays. Ses prédécesseurs, Lord Elgin, Lord Dufferin, et le marquis de Lorne, ont rempli, au Canada, les fonctions de leur poste élevé d'une manière vraiment impartiale et constitutionnelle.

En toutes occasions, même après leur départ, ils se sont toujours sincèrement intéressés à tout ce qui pouvait augmenter notre prospérité et assurer l'exercice des libertés reconnues aux Canadiens. Aussi, ils ont eu leur récompense—récompense qui n'est jamais refusée à ceux qui sont dévoués au peuple—qui est l'inaltérable reconnaissance et la loyauté du peuple, et je pourrais ajouter cette autre récompense de voir leurs services pratiquement appréciés par les autorités impériales.

Je crois que les meilleurs amis de Lord Lansdowne seront ceux qui s'efforceront de le faire agir de manière que, quand arrivera la fin de son terme d'office, il occupera dans l'opinion publique de ce pays une position semblable à celle des hommes distingués que je viens de nommer.

Son Honneur nous a parlé des démarches faites par le gouvernement auprès des autorités fédérales pour avoir une compensation pour les sacrifices énormes que la province a faits pour ses chemins de fer. Nous avons là des réclamations sérieuses à faire valoir. De plus, je crois que le gouvernement a le devoir d'insister pour obtenir une augmentation du subside *per capita*. A ce propos, je puis ajouter que nous pouvons avoir confiance dans l'avenir, car la province est heureusement représentée dans le cabinet fédéral par des hommes qui travailleront à tout risque dans ses intérêts.

Je félicite chaleureusement les honorables ministres sur l'attitude respectueuse mais ferme et sans équivoque qu'ils ont prise sur la question des licences. La province n'attendait pas moins du gouvernement et l'opinion publique a dû se sentir soulagée en apprenant cette bonne nouvelle.

C'est aussi avec beaucoup de plaisir que nous avons appris que le résultat des travaux de la commission chargée de la refonte des lois générales de la province allait nous être soumis à notre approbation.

Ces travaux sont fort importants comme chacun de nous le sait et c'est avec grande hâte que nous en attendons la fin, afin d'en bénéficier. Il en est de même des travaux de la commission chargée de s'enquérir de l'efficacité et de l'organisation des différentes branches du service public. Nous espérons que cette commission a réussi à améliorer notre service public tout en ne commettant aucune injustice toujours regret-

table. Je sais combien il est difficile de couper dans leurs racines des abus que tout le monde voudrait voir disparaître. Cependant avec du tact et de l'habileté, la chose est possible.

Son Honneur nous annonce que des projets de loi relatifs à l'agriculture, à la procédure civile, aux mines, aux asiles d'aliénés subventionnés par le gouvernement, ainsi qu'à différents autres sujets également importants, nous seront soumis pendant la session.

L'agriculture et les mines, voilà deux sujets qui doivent surtout solliciter et recevoir toute notre attention. Dans un jeune pays comme le nôtre, nous devons développer ces deux importantes industries et leur donner tout l'encouragement dont nous sommes capables, afin de leur faire prendre le plus grand essor possible.

Je crois que le gouvernement peut compter sur l'appui sincère de tous pour exécuter un programme d'une si grande utilité publique.

Son Honneur termine son discours en exprimant le vœu que dans la discussion des graves intérêts qui nous seront confiés, nous prierons la divine Providence de nous aider, et que sous son inspiration nos travaux assureront à notre province un avenir de bonheur et de prospérité. Tout le monde, j'en suis convaincu, s'associera avec Son Honneur dans ce vœu qu'il forme. Les gouvernants et les gouvernés, tous sans exception de parti, de race ou de croyances religieuses attendent avec anxiété l'aurore du jour béni dont parlait le Gladstone de l'Amérique britannique du nord, dans le grand et patriotique discours qu'il a prononcé dans la Chambre des communes du Canada le jour de la Saint-Patrick, ce jour glorieux quand le royaume de ce monde sera le royaume du Seigneur et que les nations ne s'entre déchireront plus, ni n'apprendront plus à faire la guerre, le jour où, dans les termes magnifiques dont s'est servi cet homme grand et bon, le chef de l'opposition dans la Chambre des communes du Canada, la loi humaine de l'égoïsme et de la haine sera remplacée par la loi de Dieu du sacrifice de soi même et de l'amour.

J'ai l'honneur de proposer, appuyé par l'honorable M. Méthot :

1. Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, pour le remercier de son gracieux discours, à l'ouverture de la troisième session du cinquième parlement de la province de Québec, et des souhaits cordiaux de bienvenue avec lesquels il nous accueille au siège du gouvernement, où il nous a appelés pour l'expédition des affaires de la province, et de plus pour assurer Son Honneur :

2. Que nous constatons avec plaisir avec Son Honneur, que la popu-

lation de cette province a été heureuse d'acclamer l'homme d'état distingué choisi par Sa Majesté pour occuper l'éminente position de gouverneur général du Canada, en remplacement du marquis de Lorne, qui a laissé dans ce pays, et particulièrement dans cette province, ainsi que Sa Royale épouse, la Princesse Louise, d'ineffaçables souvenirs d'affection et d'estime.

3. Que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, que le gouvernement, prenant en considération les sacrifices énormes que le peuple de cette province s'est imposés pour la construction de nos chemins de fer, et l'augmentation constante des diverses charges du service public, a cru qu'il était de son devoir de présenter au gouvernement fédéral certaines réclamations exposées dans un mémoire qui nous sera communiqué ;—que les négociations commencées à ce sujet entre les deux gouvernements ont fait des progrès satisfaisants, et que nous nous réjouissons d'apprendre que Son Honneur compte pouvoir nous en faire connaître le résultat de bonne heure pendant cette session.

4. Que nous sommes satisfaits d'apprendre de Son Honneur que, relativement aux doutes qui se sont élevés, l'an dernier, au sujet de la constitutionnalité de l'acte des licences de Québec, il a répondu au désir général du peuple de la province en déclarant que cette loi devra continuer à recevoir son exécution.

5. Que nous apprenons avec plaisir de Son Honneur, que le résultat des travaux de la commission chargée de la refonte des lois générales de la province et celui des opérations de la commission royale nommée pour s'enquérir de l'efficacité et de l'organisation des différentes branches du service public, seront soumis à notre approbation.

6. Que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, que des projets de loi relatifs à l'agriculture, à la procédure civile, aux mines, aux asiles d'aliénés subventionnés par le gouvernement, à certaine classe d'interdits, ainsi que des amendements aux lois de la chasse et de la pêche nous seront soumis, et assurons Son Honneur qu'ils recevront de notre part la sérieuse attention qu'ils méritent.

7. Que Son Honneur peut compter que, dans la discussion des graves intérêts qui nous seront confiés, et dans l'accomplissement de nos importants devoirs, nous apporterons tout le zèle, la sagesse et le dévouement dont nous sommes capables, ainsi que cet esprit de loyauté envers Sa Majesté qui a toujours distingué le peuple de ce pays, et nous espérons, avec l'aide de la divine providence, que nos travaux assureront à notre province un avenir de bonheur et de prospérité.

L'honorable M. **Méthot**—*conseiller pour La Vallière*.—Honorables messieurs, en me levant pour appuyer les résolutions proposées par l'honorable membre pour la division électorale de Stadacona, je crois devoir demander l'indulgence de cette honorable Chambre. L'honneur que l'on m'a fait en me choisissant pour appuyer les résolutions en est un dont j'apprécie toute l'importance, et dont je me sens bien peu digne. Mais comptant sur vos dispositions bienveillantes et sur l'excellence de la cause que j'ai à défendre, je vous prierai de m'accorder cette indulgence pendant quelques instants.

Son Honneur le lieutenant gouverneur dans le discours du trône prononcé à l'ouverture de cette session nous annonce plusieurs faits, d'une grande importance pour toute la puissance, mais spécialement pour la province de Québec.

L'arrivée parmi nous de notre nouveau gouverneur général, est parmi les faits, un de ceux dont nous devons nous réjouir à bon droit ; car Sa Majesté par le choix qu'elle a fait dans la personne du marquis de Lansdowne, homme d'une capacité, d'un mérite, d'un talent aussi universellement reconnus, a prouvé une fois de plus quelle grande sollicitude elle avait pour ses sujets d'outre-mer et aussi en quelle haute considération elle tenait sa colonie du Canada. Mais il y a dans le fait un trait caractéristique qui, se répétant pour la seconde fois, prend une signification tout à fait particulière et importante pour la province de Québec. Ce fait, honorables messieurs, c'est que Son Excellence le marquis de Lansdowne, tout comme Son Excellence le marquis de Lorne, notre regretté ancien gouverneur général, possède une connaissance approfondie de notre belle langue française ; et la parle avec une pureté de prononciation et d'accent bien rare chez des étrangers, et même, je dois le dire en toute humilité, assez rare parmi nous.

Ceux qui comme moi ont eu l'avantage de l'entendre ont dû se dire : il nous appréciera bien, car on ne peut acquérir cette perfection dans une langue étrangère, sans aimer le peuple qui la parle.

Le marquis de Lorne et sa royale épouse, ont dû en partie à ce fait la grande popularité dont ils ont joui dans le pays. Aussi nos sincères regrets les ont-ils accompagnés à leur départ. Les services marquants que le marquis de Lorne a rendus à notre pays à son retour en Angleterre, par les discours nombreux qu'il a prononcés ; les conférences importantes qu'il a données en faveur du Canada, sont de nature à augmenter encore tous sentiments de reconnaissance envers lui. Nous sommes certains que plus tard lorsqu'à son tour le marquis de Lans-

downe nous laissera pour retourner en Angleterre, nous compterons un ami et un défenseur de plus dans la mère-patrie.

Le second fait que nous trouvons dans le discours du trône, est l'annonce des négociations qui ont été entamées avec le gouvernement fédéral au sujet des réclamations de la province de Québec. Nous ne pouvons que nous réjouir, honorables messieurs, d'apprendre que ces négociations ont fait des progrès satisfaisants.

Les immenses sacrifices que la province de Québec s'est imposés avec tant d'abnégation pour le développement de nos voies ferrées; sacrifices dont le gouvernement de la puissance profite pour une part, nous donnent incontestablement le droit de réclamer son aide dans les circonstances difficiles que nous traversons. Et cela d'autant plus que ce que nous réclamons n'est pas une faveur particulière mais simplement une faible part des argents dépensés, et se dépensant tous les jours par le gouvernement fédéral pour construire les chemins de fer dans les provinces sœurs.

En effet, honorables messieurs, est-il juste que tandis que le gouvernement fédéral verse à pleine main ses millions dans la province de Manitoba, de la Colombie britannique et du Nord-Ouest, pour la construction de cette grande artère du commerce, qui s'appelle le chemin de fer du Pacifique; et qu'il accorde des subsides considérables aux chemins de fer qui, dans la province d'Ontario, se trouvent par leur situation à former partie de cette ligne, est-il juste, dis-je, et équitable que la province de Québec construise à ses propres frais des lignes considérables, qui, elles aussi, forment des sections tout aussi importantes de cette grande voie ferrée.

Est-ce parce que nous avons été les premiers à mettre l'épaule à la roue, et à travailler à construire les grandes lignes de communication, qui doivent former le lien entre les diverses provinces et faire de la Puissance du Canada, un pays uni et prospère? Est-ce donc à dire que c'est parce que les lignes sont construites et que nous les avons faites sans le secours de personne, est-ce, dis-je, pour cela que nous n'aurions plus le droit de réclamer?

Serait-ce une faveur que nous demanderions, et non notre part, la légitime revendication du droit de partager dans la distribution des millions, que le gouvernement fédéral dépense tous les ans pour la construction des chemins de fer. Ce droit nous l'avons indubitablement, et nous n'y avons jamais renoncé. Les gouvernements qui ont précédé

celui que préside en ce moment l'honorable membre pour la division de Chaouinigan ont d'année en année révendiqué ce droit. Aussi le gouvernement fédéral en nous accordant ce que nous demandons ne fera-t-il que nous rendre justice.

Quant aux autres réclamations que nous avons devant le gouvernement fédéral elles sont toutes aussi justes. Car si c'est un fait que nos dépenses augmentent tous les jours, n'est-il pas aussi vrai que cette augmentation vient surtout de l'accroissement de notre population, et des dépenses encourues pour encourager le défrichement de nos terres incultes. Mais, honorables messieurs, qui profite pour une large part des revenus qui découlent de ces deux sources ? N'est-ce pas le gouvernement fédéral qui par ses impôts douaniers et ses droits d'accise prélève tous les jours des revenus de plus en plus considérables en proportion de l'accroissement de la consommation et de l'extension du commerce. Et bien, honorables messieurs, c'est suivant moi celui qui retire les bénéfices qui doit payer les frais, et comme le gouvernement d'Ottawa retire une partie de ses bénéfices il est juste qu'il contribue pour sa part dans les dépenses à faire. C'est pourquoi nous sommes heureux d'apprendre par les paroles qui sont tombées de la bouche de Son Honneur le lieutenant gouverneur que nos efforts sont enfin couronnés par un commencement de succès, et que les négociations entamées à ce sujet par le présent gouvernement ont fait des progrès satisfaisants.

La déclaration que comporte le troisième paragraphe du discours du trône nous prouve que dans le malheureux conflit d'autorité qui est survenu entre le gouvernement fédéral et les différents gouvernements locaux au sujet des lois des licences, la présente administration ne néglige rien pour faire prévaloir les droits de cette province, et nous devons être heureux de voir que tant que le différend ne sera pas réglé par les autorités compétentes, l'acte de licence de Québec recevra sa complète exécution.

Le paragraphe suivant nous parle de la codification de nos lois ; cette codification est bien importante, car un bon nombre de nos statuts ont été rédigés, on dirait, bien plus pour embrouiller nos lois que pour les éclaircir, je parle en ce moment comme représentant de la classe agricole, à laquelle je me fais honneur d'appartenir, et non dans les sens des avocats, si nombreux dans les deux Chambres. Je sais bien que plus nos lois sont embrouillées plus les avocats en profitent. Mais ce que je voudrais, moi, c'est un recueil de nos lois si clair, si lucide, que tout le

monde pourrait le comprendre. J'espère donc que nos codificateurs réussiront à faire honneur à leur tâche, et que n'en déplaie aux avocats, le résultat de leurs travaux sera une grande diminution dans le nombre des procès.

Outre ces mesures principales, nous voyons aussi qu'il nous sera présenté plusieurs projets de loi ayant trait à l'agriculture, à la procédure civile, aux mines et à plusieurs autres sujets d'une importance relative.

Nous devons, honorables messieurs, nous montrer fiers des progrès qui se sont réalisés dans l'agriculture de cette province depuis un certain nombre d'années. Le vieil esprit de routine que l'on nous a si souvent reproché, disparaît de plus en plus du sein de nos populations agricoles. On se met à essayer des procédés nouveaux, et lorsqu'ils réussissent on n'a plus honte de les employer.

Les succès obtenus par certaines industries agricoles ont puissamment contribué à ce résultat. Les cultivateurs, voyant les profits considérables réalisés par ceux qui étaient les patrons de ces établissements, ont voulu en fonder de semblables dans leur canton respectif. De là, la nécessité d'améliorer leur système.

Aussi les a-t-on vu apporter plus de soin à l'amélioration de leurs races d'animaux, semer plus de plantes fourragères et de légumes, et adopter des instruments aratoires perfectionnés. Il est de notre devoir d'aider à tous ces progrès. Les lois que nous avons sur ce sujet nous ont rendu d'importants services ; mais nul doute qu'elles ne puissent être encore perfectionnées. Des abus se sont introduits peu à peu, et je ne crains pas de le dire, une bonne partie de l'argent que nous avons dépensé tous les ans, pour favoriser notre agriculture, n'a pas réalisé tout le bien que nous étions en droit d'en attendre. J'ajouterai même que beaucoup de cet argent a été tout à fait détourné de sa destination, et a plus servi à faire mousser la popularité de monsieur un tel ou un tel, qu'à favoriser les intérêts bien entendus du cultivateur ou du colon. Il faut espérer que les lois que nous promulguons cette année auront l'effet de faire cesser tous les abus.

La question des finances de cette province est de celle qui, avant toute autre, doit attirer notre sérieuse attention. C'est avec un extrême plaisir que j'ai entendu Son Honneur inviter l'Assemblée législative à apporter dans le règlement de cette importante question, toute la sagesse et l'économie dont ils sont capables. Le gouvernement du jour a une grande, mais bien pénible tâche à remplir ; il lui va falloir économiser

non seulement sur les choses qui ne sont qu'utiles ou agréables, mais il lui faudra retrancher même sur le nécessaire.

Il aimerait sans doute à venir en aide, à la formation ou au maintien de bien des établissements d'industrie et de bienfaisance ; à donner des subsides considérables à des chemins entrepris dans le but de favoriser l'établissement de nos terres neuves ; ou de venir en aide à certaines parties du pays qui ont été bien négligées jusqu'à présent. Mais à toutes les demandes qui lui seront faites, il lui faudra le plus souvent répondre par des refus. Cette tâche est difficile, désagréable, et pour la remplir, il faut plus que de l'énergie, il faut du patriotisme. Mais nous avons confiance dans ceux qui nous gouvernent en ce moment, et nous sommes certains qu'ils se montreront à la hauteur de leur position, et sauront mener à bonne fin, la tâche importante qui leur incombe en cette circonstance.

Sous le bénéfice de ces quelques remarques, j'ai l'honneur d'appuyer les résolutions qui sont maintenant devant cette Chambre.

L'honorable M. **Gérin** — *conseiller pour Kennébec*. — Honorables messieurs, avant de procéder davantage dans la délibération de l'adresse, j'aimerais que l'honorable premier ministre nous ferait connaître les explications ministérielles qu'il doit avoir à nous donner sur les changements qui ont eu lieu depuis la dernière session. Cette demande n'a rien qui doive surprendre. L'usage parlementaire l'a consacrée depuis de longues années.

L'honorable M. **Ross** — *conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics*. — Honorables messieurs, la question que me pose l'honorable conseiller pour Kennébec, comme il l'a dit, n'a rien qui doive me surprendre, et la preuve que je le pensais ainsi, c'est que je m'y attendais. Voici ce que j'ai à répondre à mon honorable ami.

L'honorable J. A. Mousseau, en présence des divisions qu'il y avait dans le parti conservateur, et désespérant de ne pouvoir rallier les principaux éléments du parti et faire cesser la désunion, a fini par donner sa démission. L'honorable M. Masson a été d'abord appelé à former l'administration, mais il s'est refusé à la tâche, pour des raisons complètement étrangères à la politique. J'ai eu l'honneur d'être appelé à succéder à l'honorable M. Masson, j'ai accepté la tâche de premier ministre et de former un cabinet. Mes collègues sont les honorables messieurs L. O. Taillon, procureur général, J. G. Robertson, trésorier,

W. W. Lynch, commissaire des terres de la couronne, Jean Blanchet, secrétaire de la province et E. J. Flynn, commissaire des chemins de fer. J'ai pris moi-même la direction du ministère de l'agriculture et des travaux publics.

Ce gouvernement s'est ainsi formé dans les rangs du parti conservateur, et il entend conduire les affaires de la province conformément aux principes de ce parti.

Rétablir l'équilibre dans nos finances sera l'un des principaux objets de sa politique.

L'honorable M. **Gérin** — *conseiller pour Kennelco*. — Je remercie l'honorable premier ministre de s'être rendu à ma demande. Mais je regrette que ce qu'il nous a dit ne nous renseigne guère sur les événements qui ont amené la formation du cabinet actuel. Je sais qu'on ne doit pas discuter des explications du genre de celles qu'on s'est efforcé de nous donner, aussi je m'en tiendrai à cette observation pour le moment, me réservant le droit de prendre plus tard la parole, si je le juge à propos.

L'honorable M. **Archambeault** — *conseiller pour Repentigny*. — Honorables messieurs, l'honorable premier ministre vient de nous expliquer comment le gouvernement Mousseau est sorti du pouvoir et comment le sien y est entré. Ces explications ne s'accordent pas avec l'opinion que la presse a concouru à former dans le public au sujet de la démission de l'ancien premier ministre. Cependant je ne veux pas m'appesantir sur ce fait. Je veux en traiter un autre beaucoup plus important suivant moi.

Mes honorables collègues se rappellent sans doute que j'ai toujours vu d'un mauvais œil le cumul de deux charges, comme celles, par exemple, de conseiller législatif et de sénateur. J'ai même pris la liberté de blâmer ouvertement dans cette Chambre, et ceux qui avaient fait de telles nominations—bien qu'ils ne fussent pas sujets à notre jugement—et ceux qui les avaient acceptées. Jusqu'ici je n'avais pas eu d'exemple direct de violation du principe que je vais exposer, par ceux là même qui sont responsables des nominations de conseillers législatifs à la Législature. Aujourd'hui ce cas se présente, et mon devoir m'oblige d'élever la voix et de protester de toutes mes forces contre le système qui semble vouloir s'introduire parmi nous.

Je suis bien prêt à reconnaître que l'honorable conseiller pour Lanau-dièrre a les qualités voulues pour faire un conseiller législatif, cependant

je dois protester contre cette nomination, parce qu'elle a été faite en violation du principe mis en pratique par l'abolition du double mandat.

Il est vrai que par une erreur du législateur, les Chambres hautes n'ont pas été comprises dans la loi qui a mis fin au double mandat, mais c'est là évidemment un oubli. Suivant moi, l'abolition du double mandat devrait plutôt s'appliquer aux Chambres hautes qu'aux Chambres basses. En l'appliquant comme on l'a fait, à ces dernières, on a restreint les droits et privilèges du peuple qui, par la constitution, avait droit d'élire qui bon lui semblait pour l'une ou l'autre des Chambres. Tandis qu'en ne l'appliquant pas aux Chambres hautes, on a donné un droit à la couronne, lequel est refusé au peuple. C'est ainsi que la couronne peut nommer le même individu aux deux Chambres, et le peuple lui, est limité dans son choix, il ne peut nommer la même personne pour le représenter dans les deux Chambres électives.

J'ai toujours été en principe contre l'abolition du double mandat, parce que cette mesure avait pour résultat inévitable, de priver le peuple d'un privilège, d'un droit incontesté jusque là. Mais j'avoue franchement que je n'aurais pas eu de répugnance d'abolir le double mandat quant à ce qui concerne les Chambres hautes. Cela aurait été restreindre les droits de la couronne, droits qui sont toujours trop étendus.

Maintenant j'envisage la question de la nomination de l'honorable conseiller pour Lanaudière à un autre point de vue. Dans le cas qui nous occupe, cette nomination a été plus qu'une violation d'un principe dont l'importance ne saurait être niée, mais elle a de plus été outrageante pour les citoyens de la division de Lanaudière. Ce collège renferme un grand nombre de personnes instruites, éclairées, capables sous tous les rapports d'être conseillers législatifs. Cette division est très-importante sous le rapport de la richesse, de l'industrie et du commerce. Un conseiller législatif pris au milieu des citoyens demeurant au sein de cette division, connaîtrait mieux les besoins de la localité, et serait plus à même de rendre service aux habitants de ce territoire qu'un parfait étranger ne peut le faire, en lui supposant même toute la bonne volonté du monde. C'est d'ailleurs l'esprit de la loi, puisque la province, le Canada, est divisée par parties, assignant à chacune un sénateur et un conseiller législatif.

Je puis ajouter en passant, qu'il y a beaucoup à dire sur ce sujet. Mais je m'arrêterai là pour le moment.

Ce n'est pas la première fois que la division de Lanaudière est

maltraitée par la couronne. Quand il s'est agi de remplacer l'honorable M. Olivier, sénateur, qui avait été nommé en 1867, et qui résidait dans la division, par qui l'a-t-on remplacé ? Non par une personne de la localité, où il y en avait tant de capables et de dignes de remplir cette charge, non, honorables messieurs, on est allé choisir un individu du comté de Laval, parfaitement inconnu dans la division et qui ne la connaît pas lui-même, je veux parler de M. Bellerose. Ce monsieur fut nommé de préférence à tant d'autres personnes de la localité tout aussi capables que lui et qui de plus avaient le mérite d'être au fait des besoins de la division. N'est-ce pas une injure faite à ces citoyens. Aujourd'hui on a vu se répéter la même injustice, pour la nomination du conseiller législatif. Et nous sommes témoins d'un spectacle étrange. Cette division ne se trouve pas représentée ni dans le Sénat ni dans le Conseil législatif par un des siens. Ce sont des étrangers à cette division qui parlent en son nom dans nos chambres hautes.

Je ne saurais, pour ces raisons, que je ne veux pas développer davantage, approuver la conduite du gouvernement. C'est une nomination qui viole un principe important et qui en même temps consacre une injustice criante pour les citoyens de la division de Lanaudière.

L'honorable M. **Masson**—*conseiller pour Lanaudière*.—Honorables messieurs, les remarques que vous venez d'entendre m'ont, pour ma part, un peu étonné. Mon étonnement ne vient pas des observations qui peuvent directement s'adresser à mon individualité. Celles-là, vous me permettrez de n'en pas tenir compte, et j'espère que mon honorable ami ne sera pas le dernier à m'accorder cette permission.

Avant d'aller plus loin, bien que je n'aie pas l'intention de faire un discours, mais simplement de répondre en quelques mots à certaines vues exprimées par mon honorable ami, avant, dis-je, d'aller plus loin, je dois remercier publiquement le gouvernement, puisqu'une aussi bonne occasion m'est offerte, de m'avoir appelé à l'honneur d'occuper un siège dans cette honorable Chambre. J'ai toujours eu le plus grand respect, respect qu'il mérite à tant de titres, et par les hommes éminents qui en ont fait partie et par les services qu'il a rendus au pays, j'ai toujours professé le plus grand respect pour le Conseil législatif. J'ai toujours considéré que cette Chambre est revêtue d'un caractère et d'attributions toutes aussi importantes que le Sénat lui-même. Ce n'est donc pas se rabaisser, perdre de sa dignité que d'accepter, tout en étant sénateur, un siège dans cette enceinte. C'est, si je ne me trompe pas, le sens que l'honorable conseiller pour Repentigny a voulu donner à certaines de

ses paroles. Je maintiens que le Conseil est, par l'importance de sa législation, qui affecte nos plus chers et nos plus intimes intérêts, sur le même pied que l'autre Chambre, dans le système fédéral.

Pour le Sénat, sa sphère d'influence est plus grande puisqu'elle s'étend à toutes les provinces, mais ce que le Conseil législatif perd en étendue, il le compense bien par sa législation.

L'on peut être sénateur et s'estimer encore très honoré de faire partie du Conseil.

L'honorable conseiller pour Repentigny a dit que ma nomination avait été faite en violation d'un grand principe. J'avoue que je ne m'étais pas aperçu de cette affreuse violation de principe jusqu'à ce que l'honorable conseiller ait jugé à propos de m'éclairer. J'ai toujours cru, et je crois encore qu'un citoyen pouvait être appelé à travailler dans les intérêts de son pays dans les deux chambres hautes à la fois. Devra-t-on le priver ou plutôt priver le pays des services de ce citoyen (abstraction faite du cas actuel) parce qu'il a eu l'occasion de se renseigner mieux, de s'instruire davantage et d'acquérir une plus grande somme d'expérience en ayant été ou sénateur ou conseiller législatif. Ce serait une grave erreur de vouloir faire triompher une telle pensée dans notre monde politique.

Mais à propos de ma nomination comme l'un de vos collègues, honorables messieurs, l'honorable conseiller pour Repentigny nous a parlé du double mandat. Il nous a dit que si le double mandat n'est aboli que pour les Chambres électives, cela est le résultat d'un oubli, voilà la manière dont on a qualifié cet acte de la part du législateur. Je crois au contraire que la décision du législateur a été sage, bien raisonnée et prise après mure délibération et dans le parlement fédéral, et par la législature provinciale. J'ai été l'adversaire de l'abolition du double mandat. J'ai considéré que ce n'était ni sage ni prudent de modifier ainsi l'état de choses créé avec la constitution de 1867. Et c'est parce que je suis partisan du double mandat, que je me réjouis de ce que cette mesure, mauvaise en principe, à mon point de vue, n'ait pas d'effet quand il s'agit du choix que la couronne peut faire pour remplir les vacances créées dans l'une ou l'autre chambre haute. Parce que l'on a fait erreur en limitant le choix populaire, quant à ce qui regarde la nomination des députés soit à la Chambre des communes, soit à l'Assemblée législative, il s'en suivrait, d'après mon honorable ami, qu'il faudrait que les gouvernements modifieraient la loi ou

s'abstiendraient de s'en prévaloir quand il s'agit de la nomination d'un sénateur ou d'un conseiller législatif. Je ne puis admettre cette théorie. La loi est bonne : elle pourrait être meilleure, si on ne l'avait pas changée, mais telle qu'elle est je la trouve encore préférable à ce que nous propose l'honorable conseiller pour Repentigny.

Je crois que notre devoir, que le devoir de ceux qui veulent le maintien de nos institutions provinciales, est de donner à la Législature le plus de prestige possible, en apportant le moins d'obstacles possible au recrutement des membres qui en font partie.

Il faut aussi se bien donner garde de dire ou de laisser entendre que nos institutions locales sont inférieures à celles que la constitution de 1867 a créées à Ottawa. Dans cet ordre d'idées, je regrette de le dire mais je pense que les remarques qui viennent de tomber de la bouche de mon honorable ami sont très malheureuses, et sont de nature à jeter du discrédit sur le Conseil législatif.

L'honorable M. **Archambeault** — *conseiller pour Repentigny*. — Je vous demande la permission, honorables messieurs, de prendre de nouveau la parole pour donner une explication personnelle.

L'honorable conseiller pour Lanaudière a commencé ses remarques en m'accusant de vouloir rabaisser la dignité du Conseil législatif. Inutile de vous dire que je n'ai jamais eu cette pensée là. Moi qui n'ai pas l'avantage de jouir du double mandat, je ne pouvais avoir l'idée de discréditer la seule Chambre où je me sens si honoré de siéger. Je n'ai jamais dit ou laisser entendre qu'un sénateur en devenant conseiller législatif, commettait un acte qui l'abaissait. J'ai une trop haute opinion du rôle constitutionnel de cette Chambre, de ses privilèges et de ses droits pour penser aussi erronément. Mais ce que je prétends, c'est qu'on ne devrait pas user aussi peu discrètement du droit du double mandat, qui a été aboli du consentement et avec l'appui, au moins dans cette Législature, du parti conservateur. Voilà ce que je prétends et je maintiens ma prétention. La faculté du double mandat, il aurait été bien mieux qu'elle fut conservée au peuple et qu'on en eut privé la couronne.

Je sais aussi bien que l'honorable conseiller pour Lanaudière les pouvoirs considérables donnés à cette Chambre par la constitution de 1867. Il lui était donc inutile d'essayer de me faire la leçon sur ce chapitre là.

L'honorable M. **Ross** — *conseiller pour Chaouinigan, premier*

ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics.—Honorables messieurs, il est de mon devoir et j'ajoute qu'il est excessivement agréable pour moi d'offrir mes remerciements et de féliciter les honorables conseillers qui ont bien voulu proposer l'adoption de l'adresse en réponse au discours d'ouverture.

Inutile pour moi de dire que ces messieurs se sont acquittés de leur tâche avec avantage et honneur pour eux-mêmes. Cette honorable Chambre avait déjà entendu à plusieurs reprises, l'honorable conseiller pour Stadacona. Personne n'a été surpris, j'en suis convaincu, en entendant son éloquence toute irlandaise et toute de feu. Il n'en était pas de même de mon honorable ami le nouveau conseiller pour Lavallière. Nous ne l'avions pas encore entendu, et nous ne pouvions que présumer sur son compte. Mais aujourd'hui on a pu juger par soi-même des avantages oratoires dont il est doué.

Vous savez tous, honorables messieurs, qu'un nouveau gouverneur général a été appelé à présider à nos destinées. Sa Majesté a encore montré une fois de plus sa sollicitude pour le Canada, en nous envoyant le marquis de Lansdowne. J'espère que cette Chambre saisira avec empressement la première occasion qui s'offrira à elle, pour manifester sa reconnaissance à Sa Majesté.

Comme je vous l'ai dit tout à l'heure, lorsque j'ai donné les explications ministérielles, le nouveau cabinet qui a pris les rênes du pouvoir, est décidé d'agir avec la plus grande prudence dans l'administration des finances.

Le gouvernement a résolu et fermement résolu de conduire l'administration publique en s'inspirant de la plus stricte économie. Nous entendons diminuer les dépenses du service civil, sans pour cela causer des injustices. Nous croyons qu'avec du temps, de la prudence et de la fermeté, il y a moyen d'arriver à fixer une proportion plus équitable entre le salaire des employés et la somme de leurs travaux. Par là on pourra réussir à diminuer les dépenses tout en maintenant ou plutôt en augmentant l'efficacité du service public.

Le gouvernement entend aussi rétablir l'équilibre dans nos finances en développant les ressources de la province. La plus stricte comme la plus sage des mesures d'économie pouvait seule nous permettre d'atteindre ce résultat. Nous nous efforcerons d'aider aux progrès par une politique sage et prudente.

Pour ma part, honorables messieurs, je ne me dissimule pas toute:

les difficultés que renferme la tâche que nous avons entreprise, mais avec le concours de toutes les volontés, avec l'appui que nous espérons nous mériter, nous avons confiance de réussir.

Mon honorable ami le conseiller pour Repentigny a été assez bon pour exprimer sa confiance dans le nouveau gouvernement. Je le remercie beaucoup pour sa confiance en nous, mais je regrette de ne pas pouvoir lui offrir également mes remerciements pour les autres remarques qu'il a faites.

Il a cru obéir à un sentiment de devoir en attaquant la nomination de l'honorable conseiller pour Lanaudière. Il a critiqué cette nomination parce que mon honorable ami de Lanaudière est membre du parlement fédéral. Je suis bien loin de partager sa manière de voir à propos de cette nomination. Je crois que le gouvernement a raison de se féliciter de ce que l'honorable conseiller pour Lanaudière a bien voulu consentir à partager nos travaux. Cette nomination fait honneur au gouvernement et à la province, et des hommes de cette valeur, on les prend où on les trouve.

Je regrette les remarques tombées des lèvres de l'honorable conseiller pour Repentigny. Elles sont susceptibles d'une très mauvaise interprétation au point de vue du Conseil législatif, bien que je sois sous l'impression qu'elles n'ont pas été dites dans le but de discréditer cette Chambre ou d'en diminuer le prestige ou l'importance.

Le projet d'adresse en réponse au discours d'ouverture est adopté dans les formes réglementaires.

Voici cette adresse :

A Son Honneur l'honorable Théodore Robitaille, lieutenant gouverneur de la province de Québec.

Qu'il plaise à Votre Honneur,

Nous les loyaux et fidèles sujets de Sa Majesté, le Conseil législatif de la province de Québec, assemblés en législature provinciale, remercions respectueusement Votre Honneur du gracieux discours qu'il a prononcé à l'ouverture de la présente session et des souhaits de bienvenue avec lesquels il nous accueille au siège du gouvernement, où il nous a convoqués, pour la dépêche des affaires de la province.

Nous constatons avec plaisir, avec Votre Honneur, que la population de cette province a été heureuse d'acclamer l'homme d'état distingué choisi par Sa Majesté pour occuper l'éminente position de gouverneur

général du Canada, en remplacement du marquis de Lorne, qui a laissé dans ce pays, et particulièrement dans cette province, ainsi que Sa Royale épouse, la princesse Louise, d'ineffaçables souvenirs d'affection et d'estime.

Nous sommes heureux d'apprendre de Votre Honneur, que le gouvernement, prenant en considération les sacrifices énormes que le peuple de cette province s'est imposés pour la construction de nos chemins de fer, et l'augmentation constante des diverses charges du service public, a cru qu'il était de son devoir de présenter au gouvernement fédéral certaines réclamations exposées dans un mémoire qui nous sera communiqué ;—que les négociations commencées à ce sujet entre les deux gouvernements ont fait des progrès satisfaisants, et nous nous rejouissons d'apprendre que Votre Honneur compte pouvoir nous en faire connaître le résultat de bonne heure pendant cette session.

Nous sommes satisfaits d'apprendre de Votre Honneur que, relativement aux doutes qui se sont élevés, l'an dernier, au sujet de la constitutionnalité de l'acte des licences de Québec, il a répondu au désir général du peuple de la province en déclarant que cette loi devra continuer à recevoir son exécution.

Nous apprenons avec plaisir de Votre Honneur, que le résultat des travaux de la commission chargée de la refonte des lois générales de la province et celui des opérations de la commission royale nommée pour s'enquérir de l'efficacité et de l'organisation des différentes branches du service public, seront soumis à notre approbation.

Nous sommes heureux d'apprendre de Votre Honneur, que des projets de loi relatifs à l'agriculture, à la procédure civile, aux mines, aux asiles d'aliénés subventionnés par le gouvernement, à certaine classe d'interdits, ainsi que des amendements aux lois de la chasse et de la pêche nous seront soumis, et nous assurons Votre Honneur qu'ils recevront de notre part la sérieuse attention qu'ils méritent.

Votre Honneur peut compter que, dans la discussion des graves intérêts qui nous seront confiés, et dans l'accomplissement de nos importants devoirs, nous apporterons tout le zèle, la sagesse et le dévouement dont nous sommes capables, ainsi que cet esprit de loyauté envers Sa Majesté qui a toujours distingué le peuple de ce pays, et nous espérons, avec l'aide de la divine providence, que nos travaux assureront à notre province un avenir de bonheur et de prospérité.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du mercredi, le 2 avril 1884.

SOMMAIRE :—Dépôt de pétitions.—Adresse à Sa Majesté —Adresse au lieutenant gouverneur.—Propositions d'usage.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau :

De l'association connue sous le nom de *Women's Christian Association of Quebec*, demandant une allocation.

Des habitants de Ste-Emmélie demandant à être érigé civilement en paroisse.

De la supérieure de l'hospice de la ville de Joliette, demandant de l'aide.

De la supérieure de l'hospice de la paroisse de Ste-Elizabeth, demandant de l'aide.

De MM. Duhamel et autres, demandant une loi constituant une association sous le nom de *Les missionnaires de la compagnie de Marie*.

Des directeurs de l'hôpital de Sorel, demandant que leur allocation, leur soit continuée.

De L. H. Guay et autres, demandant une loi pour constituer une association sous le nom de Société union St-Joseph des artisans de Sherbrooke.

De F. T. Ansell, demandant une loi autorisant l'association pharmaceutique à lui accorder une licence de chimiste-pharmacien.

De la cité de Sherbrooke, demandant des amendements à sa charte.

De l'institution appelée *Congregational College of British North America of Montreal*, demandant des amendements à sa charte.

Du révérend M. E. Gravel, prêtre, curé de St-Hyacinthe, demandant des amendements à la loi de cette province, 35 Vict., ch. 34.

ADRESSE A SA MAJESTÉ.

Un message de l'Assemblée législative est transmis au Conseil, informant cette Chambre que l'Assemblée a adopté l'adresse exprimant à Sa Majesté de profonds regrets à l'occasion de la mort de Son Altesse Royale le prince Léopold, George Duncan Albert, duc d'Albany,

Un second message de l'Assemblée transmet l'adresse suivante :

A Son Honneur l'honorable Théodore Robitaille, lieutenant gouverneur de la province de Québec.

QU'IL PLAISE A VOTRE HONNEUR,

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en législature provinciale, prions Votre Honneur de nous permettre d'approcher pour lui présenter notre requête respectueuse, demandant qu'il plaise à Votre Honneur de transmettre à Son Excellence le gouverneur général de la Puissance du Canada, notre adresse conjointe de condoléance à Sa Très Gracieuse Majesté la Reine, au sujet du décès de Son Altesse Royale le Prince Léopold, George Duncan Albert, duc d'Albany, avec la demande qu'il plaise à Son Excellence de la transmettre avec toute la diligence possible, soit par message télégraphique ou de telle manière que Son Excellence le jugera à propos, afin qu'elle soit déposée au pied du trône.

Sur proposition de l'honorable M. Ross, premier ministre, appuyé par l'honorable M. Rémillard, il est ordonné qu'un message soit envoyé à l'Assemblée législative, l'informant que le Conseil législatif a donné unanimement son concours à l'adresse de l'Assemblée législative à Son Honneur le lieutenant gouverneur le priant de vouloir bien transmettre à Son Excellence le gouverneur général notre adresse conjointe de condoléance à Sa Très Gracieuse Majesté la Reine, au sujet du décès de Son Altesse Royale le Prince Léopold, George Duncan Albert, duc d'Albany, avec la demande qu'il plaise à Son Excellence de la transmettre avec toute la diligence possible, soit par message télégraphique ou de telle manière que Son Excellence le jugera à propos, afin qu'elle soit déposée au pied du trône,—en remplissant le blanc par les mots “le Conseil législatif”, et il est aussi ordonné que la dite adresse soit signée par l'honorable président de cette Chambre et présentée à Son Honneur le lieutenant gouverneur par l'honorable président et ceux des membres de cette Chambre qui sont membres du Conseil exécutif.

Sur proposition de M. le premier ministre, appuyé par l'honorable M. Rémillard, les propositions suivantes sont successivement mises aux voix et adoptées :

Qu'il soit nommé un comité pour examiner les comptes contingents du Conseil législatif pour la présente session, et faire rapport sur iceux, et que ce comité soit composé des honorables messieurs Archambeault, Beaudry, Champagne, Couture, Dionne, Ferrier, Gérin, Laviolette, Masson, Méthot, Starnes, Webb et Wood.

Qu'il soit nommé un comité des ordres permanents et projets de loi d'intérêt local, avec pouvoir de s'enquérir de toutes telles matières et choses qui seront renvoyées au dit comité, de faire rapport de temps à autre de ses observations et opinions sur icelles, et d'envoyer quérir personnes, papiers et dossiers, et que ce comité soit composé des honorables messieurs Archambeault, Beaudry, Champagne, Dionne, Dorion, Ferrier, Gérin, Hearn, Laviolette, Masson, Méthot, Prudhomme, Rémillard, Starnes, Webb et Wood.

Qu'il soit nommé un comité pour surveiller les impressions du Conseil législatif, durant la présente session, et que ce comité soit composé des honorables messieurs de Boucherville, Beaudry, Champagne, Couture, Ferrier, Gingras, Laviolette, Masson, Méthot, Webb et Wood.

Qu'il soit nommé un comité spécial pour s'enquérir et faire rapport au Conseil législatif de la nature des actes ayant trait à la constitution des compagnies privées qui, d'après l'acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, tombent dans les attributions de la Législature de la province de Québec, et que le dit comité soit composé des honorables messieurs Archambeault, de Boucherville, Bryson, Gingras, Gérin, Rémillard et Savage.

Qu'il soit nommé un comité spécial pour assister M. le président dans l'administration de la bibliothèque, en tant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés, et pour agir, au nom du Conseil législatif, comme membre du comité général des deux Chambres de la bibliothèque, et que ce comité soit composé des honorables messieurs Archambeault, Champagne, de Boucherville, Gérin, Masson, Rémillard, Savage et Webb.

Qu'il soit nommé un comité permanent avec instruction de s'enquérir de tout ce qui concerne la chambre de lecture, et la publication des débats du Conseil législatif, et de faire rapport de temps en temps à

cette Chambre, et que ce comité soit composé des honorables MM. Archambeault, de Boucherville, Dionne, Masson, Méthot, Rémillard, Webb, Starnes et Champagne.

Qu'il soit nommé un comité permanent des chemins de fer avec pouvoir de s'enquérir et faire rapport de tout projet de loi ou matière ayant trait à la constitution des compagnies de chemins de fer, et d'envoyer quérir personnes, papiers et dossiers, et que ce comité soit composé des honorables messieurs de Boucherville, Champagne, Ferrier, Gérin, Hearn, Masson, Méthot, Rémillard, Webb et Wood.

La séance est levée.

CONSEIL LÉGISLATIF.

Séance du jeudi, le 3 avril 1884.

SOMMAIRE :—Dépôt de pétitions.—Message de Son Honneur le lieutenant gouverneur.—Dépôt de l'état des dépenses du greffier du Conseil législatif.

PRÉSIDENCE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau :

Des sœurs de charité de l'asile de Bethléem, de la paroisse de St-Joseph de Montréal, demandant une allocation ;

Des religieuses de Notre-Dame de charité du Bon Pasteur de Montréal, demandant une allocation ;

Des sœurs de l'asile de St-Joseph, du Bon Pasteur, demandant une allocation ;

De *The Paton Manufacturing Company of the city of Sherbrooke*, demandant le rappel de la loi 39 Vict., ch. 67 ;

De la compagnie appelée *The Coatcook Knitting Company*, demandant à être autorisée à émettre certaines débentures ;

De certains habitants des paroisses de Ste-Marie et de St-Bernard, dans le district de Beauce, demandant que la demande faite à la

Législature par David Lamontagne ne soit accordée qu'à certaines conditions ;

Du révérend V. Rousselot et autres, de Montréal, demandant des changements à la loi des licences ;

Du directeur de l'institution des aveugles de Montréal, demandant de l'aide.

MESSAGE DE SON HONNEUR.

M. le **Président**.—J'ai l'honneur de faire rapport à la Chambre que je me suis rendu auprès de Son Honneur le lieutenant gouverneur, avec l'adresse du Conseil législatif, en réponse au discours d'ouverture, et qu'il a plu à Son Honneur de faire la réponse suivante :

THÉODORE ROBITAILLE.

Honorables messieurs du Conseil législatif,

J'ai reçu avec beaucoup de satisfaction la loyale adresse que vous avez votée en réponse au discours du trône, et je n'ai aucun doute que vous ne donniez l'attention la plus sérieuse aux mesures qui seront soumises à votre examen.

Hôtel du Gouvernement,

Québec, 3 avril 1884.

Il est ordonné que la réponse de Son Honneur le lieutenant gouverneur à l'adresse présentée par cette Chambre soit imprimée dans les deux langues pour l'usage des membres.

M. le président dépose sur le bureau du Conseil un tableau détaillé des dépenses faites par M. le greffier depuis la dernière session.

Cet état de compte est renvoyé pour examen au comité des contingents.

La séance est levée.

CONSEIL LÉGISLATIF.

Séance du vendredi, le 4 avril 1884.

SOMMAIRE:—Dépôt de pétitions.—Dépôt d'un rapport de comité.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau du conseil :

De la compagnie de coton de Montréal, demandant l'adoption d'une loi pour l'autoriser à émettre des débentures.

De la compagnie de l'hôtel Château St. Louis, demandant l'adoption d'une loi pour réduire son fonds capital.

De certains habitants de la paroisse de St. Joachim de Shefferd, demandant que cette paroisse soit érigée en municipalité distincte pour les fins municipales et scolaires.

Du révérend M. Julien et autres, demandant l'adoption d'une loi pour constituer la compagnie du pont de St. Léonard.

De J. A. A. Leduc, demandant l'adoption d'une loi pour lui permettre d'aliéner certains immeubles grevés de substitution.

DÉPÔT D'UN RAPPORT DE COMITÉ.

L'honorable M. Webb dépose le premier rapport du comité nommé pour s'enquérir de tout ce qui concerne la chambre de lecture et la publication des débats du Conseil législatif.

Québec, 4 avril, 1884.

Comité de la chambre de lecture et de la publication des débats du Conseil législatif.

Présents : Les honorables MM. Starnes, Dionne, Archambeault, Webb et Rémillard.

L'honorable M. Webb est nommé président du comité.

L'honorable président du Conseil et le président de ce comité sont

chargés de s'entendre avec M. Desjardins, à propos de la publication des débats du conseil.

Proposé par l'honorable M. Starnes, et adopté :

Que le quorum du comité soit de trois membres.

Le tout respectueusement soumis.

W. H. WEBB,
Président.

Ce rapport est adopté.

M. le président dépose sur le bureau du Conseil les rapports municipaux pour l'année 1883.

La Chambre s'ajourne au 16 avril courant.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du mercredi, le 16 avril 1884.

SOMMAIRE :—Dépôt de pétitions.—Message du lieutenant gouverneur.—Congé d'absence à l'honorable M. Webb.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau du Conseil :

De la corporation de la paroisse de St-Clément de Beauharnois, demandant des amendements à la loi 38 Vict., chap. 77.

Du recteur et des syndics de l'église de St-Jude, de Montréal, demandant l'autorisation de faire un certain emprunt et de consentir une hypothèque pour en assurer le remboursement.

De la compagnie de prêts et d'hypothèques de Montréal (The Montreal Loan and Mortgage Company), demandant l'autorisation de réduire son capital-actions.

De Hubert Morin et autres, demandant l'adoption d'une loi pour constituer le village de Ste-Cunégonde en corporation de ville ;

Du maire et des conseillers de la ville de Joliette, demandant des amendements aux lois 27 Vict., chap. 23, et 39 Vict., chap. 47.

De A. T. Beaulieu et autres, demandant à être constitués sous le nom de "La compagnie maritime et industrielle de Lévis."

De P. A. Corriveau, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à subir ses examens pour son admission à la profession d'avocat à l'expiration du terme fixé par la loi.

De certains contribuables d'Hochelaga, demandant l'adoption d'une loi concernant les écoles de cette localité.

Du révérend M. Jasmin, curé de Beauharnois, demandant un octroi pour l'hôpital de Beauharnois.

De C. H. H. Champagne et autres, demandant l'adoption d'une loi pour autoriser le barreau de la province de Québec à admettre Cyrille Hector Andgrave *alias* Handgrave dit Champagne à la profession de procureur et d'avocat.

De la corporation des clercs provinciaux ou catéchistes de St. Viateur, demandant l'adoption d'une loi confirmant certaines aliénations déjà faites ou qui pourront être faites à l'avenir.

Des sœurs de la Providence de St. Vincent de Paul, demandant de l'aide.

De certains contribuables du township de Shefford, s'opposant à ce que la paroisse de St. Joachim de Shefford, soit érigée en municipalité distincte.

Du président des commissaires d'école du village de Waterloo, et du président des écoles dissidentes du même lieu, demandant la confirmation des arrangements faits concernant certaines propriétés appartenant aux commissaires d'écoles.

De la compagnie du chemin de fer de Leeds et des townships de l'Est, demandant des amendements à sa charte.

Des habitants de la paroisse de St. Damase, dans les comté et district de St. Hyacinthe, s'opposant à l'annexion d'une partie de cette paroisse à la paroisse de St. Jean-Baptiste, dans le comté de Rouville, district de St. Hyacinthe.

M. le président dépose sur le bureau un état général des mariages, baptêmes et sépultures dans le district de Montréal, pour l'année 1882.

MESSAGE DU LIEUTENANT GOUVERNEUR.

M. le Président.—J'ai l'honneur de donner communication au Conseil d'un message de Son Honneur le lieutenant gouverneur.

THÉODORE ROBTAILLE.

Le lieutenant gouverneur de la province de Québec transmet au Conseil législatif le rapport de l'imprimeur de la Reine, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquelles ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux et en vertu de quelle autorisation, et le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en mains avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution des dits statuts.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
Québec, 4 avril 1884.

Sur proposition de l'honorable M. Wood, un congé d'absence d'une semaine est accordé à l'honorable M. Webb, pour cause de maladie.

La séance est levée.

CONSEIL LÉGISLATIF.

Séance du jeudi, le 17 avril 1884.

SOMMAIRE: — Dépôt de pétitions. — Messages de l'Assemblée législative au sujet des comités pour les impressions et la bibliothèque. — Dépôt du rapport général du ministre de l'agriculture et des travaux publics pour 1883.

PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRUIÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau du Conseil :

Des sœurs de l'asile de la Providence de Montréal, demandant que leur nom soit changé en celui de "La communauté des sœurs de charité de la Providence."

Des sœurs directrices de l'institution des sourdes-muettes de Montréal, demandant de l'aide.

Du bureau de direction de l'orphelinat de Québec, demandant des amendements à l'acte passé à la dernière session, intitulé : " Acte pour amender et refondre les divers actes concernant l'étude de l'anatomie."

Du révérend M. Gagnon et autres, demandant qu'un certain territoire soit détaché de la municipalité de Ste-Anne-des-Monts et érigé en municipalité distincte, sous le nom de " St-Maxime-du-Mont Louis."

De la corporation de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi pour refondre et amender les différents actes concernant la cité de Québec.

Deux messages informent le Conseil que l'Assemblée législative a nommé Messieurs Marchand, Mercier, Taillon, Desaulniers, Desjardins, Faucher de Saint-Maurice et Watts, comme membres du comité général des deux Chambres pour les impressions ; et Messieurs Taillon, Marchand, Mercier, Desaulniers, Desjardins et Faucher de Saint-Maurice, comme membres du comité général de la bibliothèque.

DÉPÔT D'UN RAPPORT PUBLIC.

L'honorable M. ROSS—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics.*—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Conseil législatif le rapport général du commissaire de l'agriculture et des travaux publics de la province de Québec (version française), pour l'exercice expiré le 30 juin 1883.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du vendredi, le 18 avril 1884.

SOMMAIRE :—Dépôt d'une pétition.—Dépôt d'un rapport de comité.—Nomination des comités des impressions et de la bibliothèque.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT D'UNE PÉTITION.

La pétition suivante est déposée sur le bureau du Conseil :

De dame Bertha Elizabeth Buchanan, demandant le paiement de quinze cents dollars, en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs.

L'honorable M. Archambeault dépose le premier rapport du comité des ordres permanents et des projets de loi d'intérêt local.

Ce rapport expose que le comité a choisi l'honorable M. Archambeault comme son président, et a fixé son quorum à sept membres.

Ce rapport est adopté. -

L'honorable M. Ross—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre, commissaire de l'agriculture et des travaux publics.*—J'ai l'honneur de proposer, appuyé par l'honorable M. Rémillard, que le comité nommé pour surveiller les impressions de cette Chambre durant la présente session et composé des honorables messieurs de Boucherville, Beaudry, Champagne, Couture, Ferrier, Gingras, Laviolette, Masson, Méthot, Webb et Wood, soit un comité pour agir au nom de cette Chambre comme membres du comité général des deux Chambres sur les impressions tel que demandé par l'Assemblée législative dans son message.

Que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

(Cette proposition est adoptée.)

M. le **Premier ministre**,—J'ai aussi l'honneur de proposer, appuyé par l'honorable M. Rémillard, que la résolution adoptée par ce conseil nommant un comité spécial composé des honorables messieurs Archambeault, de Boucherville, Champagne, Gérin, Masson, Rémillard, Savage et Webb, pour assister M. le président dans l'administration de

la bibliothèque, en tant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés, et pour agir au nom du Conseil législatif comme membres du comité général des deux Chambres de la bibliothèque, soit communiquée à l'Assemblée législative.

Cette proposition est adoptée.

La séance est levée.

CONSEIL LÉGISLATIF.

Séance du lundi, le 21 avril 1884.

SOMMAIRE :—Dépôt de pétitions.

PRÉSIDENT DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau du Conseil :

Du révérend M. Chaperon et autres, demandant l'autorisation de construire un pont de péage sur la rivière Chaudière.

Du révérend M. Arpin et autres, demandant une charte.

De H. Hogan et autres, demandant une charte pour "l'Association des commerçants licenciés de vins et de liqueurs de la cité de Montréal".

De la cité de Montréal, demandant des changements dans le mode de nomination des commissaires d'écoles pour la cité de Montréal.

Du maire de la cité de Montréal, en faveur de la loi demandant l'abolition de la charge de commissaire des incendies

De Norbert Fafard et autres, demandant une charte pour "La société d'hygiène de la province de Québec".

De Sa Grandeur l'évêque catholique de Montréal, demandant l'adoption d'une loi pour étendre les dispositions de l'acte 45 Vict., ch. 39, à tout le territoire de l'ancienne paroisse de Notre-Dame de Montréal.

Du président et des syndics des isles du Moine et des Barques, demandant des amendements à l'acte 27-28 Vict., chap. 70.

De la compagnie du chemin de fer des cantons unis, demandant un délai de douze mois pour compléter son organisation.

De la faculté de médecine du collège McGill, demandant de l'aide.

De la compagnie électrique royale, demandant une charte.

Du conseil de la chambre de commerce de Montréal, demandant l'adoption d'une loi pour enlever à toute cité, ville ou municipalité rurale le pouvoir d'imposer une taxe sur les commis voyageurs.

Du révérend J. Bourassa et autres, demandant que les taux de péage que François Verrault et ses successeurs ont droit d'exiger par la 58e Geo. III, sur un pont construit sur la rivière Etchemin, soient changés.

De David Lamontagne, demandant des amendements à la loi 44-45 Vict., chap. 9, aux fins de mieux définir certains privilèges et pour d'autres fins.

De l'association des bouchers de Montréal, demandant une charte.

De Dame M. J. T. Larocque et son mari, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à vendre certains terrains substitués par le testament de feu Antoine Olivier Berthelot.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du mardi, le 22 avril 1884.

SOMMAIRE :—Dépôt de pétitions.—Dépôt de rapports de comités.—Transmission de projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau du Conseil :

De certains contribuables de la ville de Beauharnois s'opposant à la loi demandée par la corporation de la paroisse de Beauharnois.

De l'institution appelée "The University Lying-in Hospital," demandant l'autorisation de changer son nom.

De F. X. Demers, demandant l'adoption d'une loi pour l'admettre à la pratique de la médecine après examen.

Du bureau de direction de l'asile Finlay, demandant des amendements à l'acte passé à la dernière session intitulé : " Acte pour amender et refondre les différents actes concernant l'étude de l'anatomie."

De l'église méthodiste du Canada et autres, demandant l'adoption d'une loi pour confirmer et ratifier certains arrangements.

Du crédit foncier franco-canadien, demandant des amendements à sa charte.

DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉS.

L'honorable M. Archambeault dépose sur le bureau du Conseil le deuxième rapport du comité des ordres permanents et des projets de loi d'intérêt local.

Ce rapport expose que le comité a examiné cinquante trois pétitions, dont trente-deux demandant l'adoption de lois particulières.

Ce rapport est adopté.

L'honorable M. Laviolette dépose le premier rapport du comité des contingents.

Québec, 22 avril. 1884

Le comité des contingents, auquel a été renvoyé l'examen des comptes de la Chambre pendant cette session, a l'honneur de présenter son premier rapport.

L'honorable M. Laviolette a été nommé président de ce comité.

Le quorum du comité est réduit à cinq de ses membres.

Le greffier de cette Chambre a soumis ses comptes ; un sous comité a été nommé pour les examiner et faire rapport.

Et afin de mettre le Greffier en état de payer l'indemnité des membres de cette honorable Chambre pour la présente session, votre comité recommande qu'il soit demandé à qui de droit une somme de \$11,665.00, et de plus une autre somme de \$5,000.00 pour payer les dépenses courantes de cette Chambre.

Le tout humblement soumis,

J. G. LAVIOLLETTE,
Président.

La délibération sur ce rapport est renvoyée à demain.

L'honorable M. Champagne dépose le premier rapport du comité général des impressions.

Ce rapport expose que le comité a nommé l'honorable M. Champagne comme son président, et qu'il a réduit son quorum à sept membres.

La délibération sur ce rapport est renvoyée à demain.

L'honorable M. **Archambeault**—*conseiller pour Repentigny*— J'ai l'honneur de proposer que le délai pour recevoir des pétitions pour projets de loi d'intérêt local soit prolongé jusqu'au vendredi, 2 mai prochain ; que le délai pour présenter des projets de loi d'intérêt local soit prolongé jusqu'au vendredi, 9 mai prochain ; et que le délai pour recevoir les rapports d'un comité permanent ou spécial sur un projet de loi d'intérêt local soit prolongé jusqu'au vendredi, 16 mai prochain.

Cette proposition est adoptée.

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants sont transmis par l'Assemblée législative au Conseil législatif :

Acte abolissant les actions préférentielles du fonds social de la compagnie manufacturière Paton, émises en vertu de l'autorité de l'acte de cette province, 39 Victoria, chapitre 67, et révoquant le dit acte.

Acte permettant à la "Coaticook Knitting Company," d'émettre des obligations portant première hypothèque et de confirmer un règlement de la compagnie à cet effet.

Acte autorisant l'association pharmaceutique de Québec, à admettre Frédéric T. Ansell, à l'exercice de la profession de chimiste et de droguiste, dans la province.

Acte constituant la société union St-Joseph des artisans de Sherbrooke.

Acte pour modifier le statut 35 Victoria, chap. 34, ordonnant l'établissement d'un ordre de choses exceptionnel et particulier à la paroisse de Saint-Hyacinthe le Confesseur, pour la construction d'une église paroissiale qui deviendra la cathédrale de l'évêque de St-Hyacinthe.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du mercredi, le 23 avril 1884.

SOMMAIRE :—Dépôt de pétitions —Transmission de projets de loi, Adoption, en deuxième délibération, de divers projets de lois d'intérêt local.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau du Conseil :

Du révérend J. P. B. Dufresne et autres, de Whitton, comté de Compton, demandant de l'aide pour un chemin de colonisation.

De Neil McIver et autres, de Whitton, comté de Compton, demandant de l'aide pour un chemin de colonisation.

De la cité de Montréal, demandant que le nombre des licences d'hôtels et de buvettes ne soit pas augmenté, et demandant aussi l'adoption d'une loi semblable à celle qui a été passée par le parlement fédéral.

De la supérieure du couvent de la Providence de St-Joseph de Lano-
raie, demandant de l'aide.

De certains contribuables du comté de Wolfe, s'opposant au changement qui est demandé concernant les voitures d'hiver.

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants sont transmis par l'Assemblée législative en Conseil législatif :

Acte permettant au " Congregational College of British North America," de conférer des degrés en théologie, et modifiant la loi 27-28 Victoria, ch. 162.

Acte érigeant civilement la paroisse de Sainte-Emmélie-de-l'Energie et aussi pour constituer cette paroisse en municipalité distincte et séparée.

Acte amendant l'acte 46 Victoria, chap. 74, constituant la compagnie de l'hôtel château Saint-Louis.

Acte concernant l'union de certaines églises méthodistes mentionnées dans le présent acte.

Acte pour constituer la compagnie du pont de St. Léonard, et l'autoriser à prélever des taux de péage sur un pont qu'elle a construit sur la rivière Nicolet, près du village de la paroisse de St. Léonard, comté de Nicolet.

Acte pour amender de nouveau l'acte de la ci-devant province du Canada, 24 Vict., ch. 32, concernant les assurances mutuelles.

Acte pour amender l'acte 46 Victoria, chapitre 34, intitulé : Acte pour amender et réfondre la loi constituant l'association des dentistes de la province de Québec.

L'honorable M. **Laviolette**—*conseiller pour Lorimier*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien émettre son mandat en faveur du greffier de cette Chambre pour la somme de onze mille six cent soixante-cinq piastres (11,665), afin de mettre cet officier en état de payer l'indemnité des membres de cette Chambre, et aussi pour la somme de cinq milles piastres (\$5,000), afin de mettre cet officier en état de rencontrer les dépenses contingentes de cette Chambre et dont il rendra compte ci-après.

Cette proposition est adoptée.

La Chambre adopte ensuite successivement et sans discussion, le premier rapport du comité général des impressions, ainsi que les projets de loi suivants, en 2^e délibération :

Acte abolissant les actions préférentielles du fonds social de la compagnie manufacturière Paton émises en vertu de l'autorité de la loi de cette province, 39 Vict., ch. 67, et révoquant la dite loi.

Acte permettant à la "Coaticook Knitting Compagny" d'émettre des obligations portant première hypothèque et de confirmer un règlement de la compagnie à cet effet.

Acte autorisant l'association pharmaceutique de la province de Québec à admettre Frederick T. Ansell, à l'exercice de la profession de chimiste et de droguiste dans la province.

Acte autorisant la société union St. Joseph des artisans de Sherbrooke.

Acte modifiant le statut 35 Vict., chap. 34, ordonnant l'établissement

d'un ordre de choses exceptionnel et particulier à la paroisse de St. Hyacinthe le confesseur, pour la construction d'une église paroissiale qui deviendra la cathédrale de l'évêque de St. Hyacinthe.

Ces divers projets de loi sont renvoyés au comité des ordres permanents et des lois particulières.

La séance est levée.

CONSEIL LÉGISLATIF.

Séance du jeudi, le 24 avril 1884.

SOMMAIRE:—Dépôt de pétitions. — Transmission d'un projet de loi.—Adoption, en 2e délibération, de divers projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRUIÈRE.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau du Conseil :

De la corporation de la ville de Sorel, demandant des amendements à sa charte.

De William Farley et autres, demandant que la paroisse de St. Joachim de Shefford ne soit pas érigée en municipalité distincte.

TRANSMISSION D'UN PROJET DE LOI.

Le projet de loi pour autoriser la grande loterie de colonisation est transmis par l'Assemblée législative au Conseil législatif.

Les propositions de loi qui suivent sont adoptées en 2e délibération et renvoyées au comité des ordres permanents et des projets de loi d'intérêt particulier :

Acte permettant au " Congregational college of British North America ", de conférer des degrés en théologie et modifiant la loi 27 et 28 Vict., ch. 162.

Acte modifiant la loi 46 Vict., ch. 74, autorisant la compagnie de l'hôtel château St. Louis.

Acte concernant l'union de certaines églises méthodistes mentionnées dans la présente loi.

Acte pour autoriser la compagnie du pont de St. Léonard, et pour lui donner le pouvoir de prélever des taux de péage sur un pont qu'elle a construit sur la rivière Nicolet, près du village de la paroisse de St. Léonard, de Nicolet.

Acte pour modifier de nouveau la loi de la ci-devant province du Canada, 24 Vict., ch. 32, concernant les assurances mutuelles.

Acte pour modifier la loi 46 Vict., ch. 34, intitulé acte pour modifier et refondre la loi autorisant l'association des dentistes de la province de Québec.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du vendredi, le 25 avril 1884.

SOMMAIRE :—Dépôt de pétitions.—Dépôt d'un rapport de comité.—Dépôt, par l'honorable M. Dorion, d'un projet de loi relatif à l'enregistrement des douaires coutumiers et des servitudes.—Adoption, en deuxième délibération, de divers projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau du Conseil :

Du révérend J. Bourassa et autres, appuyant la demande faite par David Lamontagne, concernant un certain pont sur la rivière Chaudière.

De Robert Hamilton et autres, s'opposant à l'adoption de la loi concernant la grande loterie nationale.

DÉPÔT D'UN RAPPORT DE COMITÉ.

L'honorable M. Webb dépose le premier rapport du comité permanent des chemins de fer.

Ce rapport expose que le comité a nommé M. Webb comme son président, et qu'il a fixé son quorum à cinq de ses membres.

La délibération sur ce rapport est renvoyée à lundi.

DÉPÔT D'UN PROJET DE LOI.

L'honorable M. **Dorion**—*conseiller pour Saurel*. — J'ai l'honneur de déposer un projet de loi ayant pour objet de modifier de nouveau la loi 44-45 Victoria, ch. 16 pour prolonger le délai de l'enregistrement des douaires coutumiers et des servitudes y mentionnés.

La deuxième délibération est renvoyée à lundi.

Le projet de loi pour ériger civilement la paroisse de Sainte-Emmélie de l'Energie, et aussi pour constituer cette paroisse en municipalité distincte et séparée, est inscrit à l'ordre du jour de lundi pour subir l'épreuve d'une deuxième délibération.

Le projet de loi suivant est adopté en deuxième délibération et examiné en comité général :

Acte pour modifier de nouveau la loi de la ci-devant province du Canada, 24 Vict., ch. 32, concernant les assurances mutuelles.

La troisième délibération est renvoyée à lundi.

Le projet de loi pour modifier la loi 46]Vict., ch. 34, intitulé : " Acte pour modifier et refondre la loi constituant l'association des dentistes de la province de Québec," est adopté en deuxième délibération et renvoyé au comité des projets de loi particuliers.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du lundi, le 28 avril 1884.

SOMMAIRE :—Dépôt de pétitions.—Dépôt de rapports de comité.—Transmission de projets de loi.—Adoption, en deuxième délibération, de divers projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau du Conseil :

De la compagnie du chemin de fer union Jacques-Cartier, demandant des modifications à sa charte.

De certains électeurs des comtés de Drummond et Arthabaska, demandant de l'aide pour les fins de colonisation.

Des employés du service civil, demandant que l'article 277 du projet de loi concernant la corporation de Québec, ne soit pas adopté.

De Dame Marguerite Bibeau, demandant que les délais pour l'enregistrement des douaires soient prolongés.

DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉS.

Le comité des lois particulières fait des rapports sur les projets suivants :

Loi permettant au " Congregational college of Brāish North America," de conférer des degrés en théologie, et amendant l'acte 27-28 Victoria, chapitre 162.

Acte autorisant la société union St-Joseph des artisans de Sherbrooke.

Acte pour autoriser la compagnie du pont de Saint-Léonard, et lui donner le pouvoir de prélever des taux de péage* sur un pont qu'elle a construit sur la rivière Nicolet, près du village de la paroisse de Saint-Léonard, comté de Nicolet.

Acte amendant le statut 35 Victoria, chapitre 34, ordonnant l'établissement d'un ordre de choses exceptionnel et particulier à la paroisse

de Saint-Hyacinthe le Confesseur, pour la construction d'une église paroissiale qui deviendra la cathédrale de l'évêque de Saint-Hyacinthe.

Acte autorisant l'association pharmaceutique de la province de Québec, à admettre Frederick T. Ansell, à l'exercice de la profession de chimiste et de droguiste dans la province.

Acte permettant à la "Coaticook Knitting Company", d'émettre des obligations portant première hypothèque et de confirmer un règlement de la compagnie à cet effet.

Acte abolissant les actions préférentielles du fonds social de la compagnie manufacturière Paton, émises en vertu de l'autorité de l'acte de cette province, 39 Victoria, chapitre 67, et révoquant le dit acte.

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

L'Assemblée législative transmet au Conseil les projets de loi suivants :

Acte pour modifier les lois concernant l'instruction publique en tant qu'elles se rapportent à la ville de Richmond.

Acte pour rendre valides certains actes notariés.

Acte constituant la compagnie maritime et industrielle de Lévis.

Acte pourvoyant aux moyens d'aider davantage les écoles sous le contrôle du bureau protestant des commissaires d'école de la cité de Québec.

Acte pour constituer les missionnaires de la compagnie de Marie.

Acte pour amender de nouveau la charte du crédit foncier franco-canadien.

Acte amendant l'acte 18 Vict., chap. 61, des statuts de la ci-devant province du Canada.

Acte pour annexer certaine partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Damase, dans le comté de St-Hyacinthe, à la municipalité de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste, dans le comté de Rouville, pour les fins municipales, scolaires, judiciaires, électorales et d'enregistrement.

Acte autorisant Joseph Morissette, de la paroisse de Ste-Marie, dans le comté de Beauce, à construire un pont de péage sur la rivière Chaudière.

Acte amendant le chapitre 25 des statuts refondus pour le Bas-Canada.

Les projets de loi suivants sont adoptés en deuxième délibération :

Acte pour modifier de nouveau la loi de la ci-devant province du Canada, 24 Vict., ch. 32, concernant les assurances mutuelles.

Acte érigeant civilement la paroisse de Sainte-Emmélie de l'Energie, et aussi pour constituer cette paroisse en municipalité distincte et séparée.

Le premier rapport du comité des chemins de fer. déposé à la dernière séance, est adopté.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du mardi, le 29 avril 1884.

SOMMAIRE :—Dépôt de pétitions.—Dépôt de rapports de comité.—Adoption, en 2e délibération, de divers projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau du Conseil :

De l'institution appelée "The Church Home", demandant de l'aide.

Des commissaires du bureau des écoles protestantes de Montréal, demandant des changements dans la loi concernant la taxe pour les fins scolaires.

DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉ.

L'honorable M. Archambeault dépose le troisième rapport du comité des ordres permanents.

Ce rapport expose que le comité a examiné 32 pétitions, dont 18 demandant l'adoption de lois particulières.

Ce rapport est adopté.

Le projet suivant fait l'objet d'un rapport du comité des lois particulières, auquel il avait été renvoyé :

Acte modifiant l'acte 46 Victoria, ch. 74, autorisant la compagnie de l'hôtel château St. Louis.

Les projets de loi suivants sont successivement adoptés dans les formes réglementaires :

Acte permettant au " Congregational college of British North America ", de conférer des degrés en théologie et modifiant la loi 27-28 Vict., ch. 162.

Acte pour constituer la société union St. Joseph des artisans de Sherbrooke.

Acte modifiant le statut 35 Vic., ch. 34, ordonnant l'établissement d'un ordre de choses exceptionnel et particulier à la paroisse de Saint Hyacinthe le Confesseur, pour la construction d'une église paroissiale qui deviendra la cathédrale de l'évêque de St. Hyacinthe.

Acte autorisant l'association pharmaceutique de la province de Québec à admettre Frédérick T. Ansell, à l'exercice de la profession de chimiste et de droguiste dans la province.

Acte permettant à la "Coaticook Knitting Company," d'émettre des obligations portant première hypothèque et de confirmer un règlement à cet effet.

Acte abolissant les actions préférentielles du fonds social de la compagnie manufacturière Paton, émises en vertu de la loi de cette province, 39 Victoria, chapitre 67, et révoquant la dite loi.

Les projets de loi suivants sont successivement adoptés en deuxième délibération :

Acte pour modifier de nouveau la loi 44-45 Vict., ch. 16, pour prolonger le délai de l'enregistrement des douaires coutumiers et des servitudes y mentionnées.

Acte pour constituer la compagnie maritime et industrielle de Lévis.

Acte pourvoyant aux moyens d'aider davantage les écoles sous le contrôle du bureau protestant des commissaires d'école de la cité de Québec.

Acte pour constituer les missionnaires de la compagnie de Marie.

Acte pour annexer certaine partie de la municipalité de la paroisse

de St-Damase, dans le comté de St-Hyacinthe, à la municipalité de la paroisse de St-Jean-Baptiste, dans le comté de Rouville, pour les fins municipales, scolaires, judiciaires, électorales et d'enregistrement.

Acte autorisant Joseph Morissette, de la paroisse de Ste-Marie de la Beauce, à construire un pont de péage sur la rivière Chaudière.

La séance est levée.

CONSEIL LÉGISLATIF.

Séance du mercredi, le 30 avril 1884.

SOMMAIRE :—Dépôt d'une pétition.—Dépôt du 2^e rapport du comité des contingents.—Deuxième délibération sur le projet de loi pour constituer *la grande loterie de colonisation* : les honorables MM. Archambeault, Masson, Champagne, Beaudry, Rémillard.—Adoption en 2^e et 3^e délibérations de divers projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DES PÉTITIONS.

La pétition du maire et des conseillers de la paroisse de Québec, s'opposant à certaines clauses du projet de loi de la corporation de Québec, est déposée sur le bureau du Conseil.

DÉPÔT D'UN RAPPORT DE COMITÉ.

L'honorable M. **Laviolette**—*conseiller pour Lorimier*. — J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre le second rapport du comité nommé pour examiner les comptes contingents du Conseil législatif pour la présente session.

Voici le texte de ce rapport :

Québec, 29 avril 1884

Le comité spécial auquel ont été renvoyés les comptes des dépenses et déboursés du Conseil législatif a l'honneur de présenter ce qui suit comme son second rapport :

Votre comité a examiné l'état des dépenses et déboursés du greffier

depuis le neuf janvier mil huit cent quatre-vingt-trois, date du dernier apurement de ses comptes, jusqu'au premier avril mil huit cent quatre-vingt-quatre, inclusivement.

Le greffier a présenté deux états ou exposés de ses dépenses et déboursés le premier marqué A s'étendant depuis le neuf janvier mil huit cent quatre-vingt-trois, jusqu'au dix-neuf avril mil huit cent quatre-vingt-trois inclusivement, époque où un incendie désastreux a détruit les bâties du Parlement et la presque totalité des archives, records, livres, papiers, comptes et reçus du greffier, de sorte qu'il n'a pu présenter qu'un état approximatif de ses dépenses et déboursés ; il a pu néanmoins montrer à la satisfaction de votre comité, tant par son livre de banque corroboré par les dépenses ordinaires du Conseil législatif, dont il était facile de contrôler l'exactitude, et par des reçus obtenus en double de personnes dont il a pu se rappeler les noms, que ses dépenses et déboursés entre les deux époques ci-dessus mentionnées, se sont montés à la somme de (\$26,793.23) vingt-six mille sept cent quatre-vingt-treize piastres et vingt-trois centins.

En outre, comme il se trouve un certain nombre de comptes dont le greffier ne peut se rappeler ni le montant ni les personnes auxquelles ils ont été payés, votre comité, après recherches, et vu les circonstances, croit devoir recommander l'admission de ces comptes jusqu'au montant de la somme de deux cent quatre-vingt six piastres et quatre-vingt quatorze centins (286.94).

Le second état ou exposé marqué B, des dépenses et déboursés depuis le dix-neuf avril mil huit cent quatre-vingt trois au premier avril mil huit cent quatre-vingt-quatre inclusivement, ne présente aucune difficulté, le greffier ayant à la satisfaction de votre comité, rendu un compte détaillé de ses dépenses appuyé sur pièces justificatives, numérotées depuis le numéro un (1) à deux cent cinquante-deux (252) inclusivement, s'élevant à la somme de seize mille deux cent quarante-sept piastres et quatre-vingt-douze centins (\$16,247.92), laquelle ajoutée à celles ci-dessus admises forme la somme de quarante-trois mille trois cent vingt-huit piastres et neuf centins (43,328.09), pour les quinze mois moins sept jours depuis le huit janvier mil huit cent quatre-vingt trois au premier avril mil huit cent quatre-vingt quatre inclusivement.

Le greffier a reçu sur adresse votée le quinze janvier mil huit cent quatre-vingt trois, la somme de neuf mille six cent soixante et cinq piastres (\$9,665.00), en sorte que cette honorable chambre lui serait

redevable de la somme de trente-trois mille six cent soixante et trois piastres et neuf centins (\$33,663.09), pour laquelle somme votre comité recommande qu'il soit indemnisé.

Le tout respectueusement soumis,

J. G. LAVIOLETTE,

Président.

Ce rapport est adopté.

Les projets de loi suivants sont successivement adoptés dans les formes réglementaires :

Acte pour modifier la loi 46 Vict., ch. 74, autorisant la compagnie de l'hôtel château St-Louis.

Acte pour constituer la compagnie du pont de St-Léonard et l'autoriser à prélever des taux de péage sur un pont qu'elle construit sur la rivière Nicolet, près du village de la paroisse de St-Léonard, comté de Nicolet.

Les deux projets de loi suivants sont adoptés en deuxième délibération et renvoyés au comité des lois particulières :

Acte modifiant la loi de cette province, 46 Vict., ch. 21, intitulée : "Acte pour modifier les lois concernant l'instruction publique en tant qu'elles se rapportent à la ville de Richmond."

Acte pour modifier de nouveau la charte du crédit foncier franco-canadien.

LA GRANDE LOTERIE DE COLONISATION.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi pour constituer la grande loterie de colonisation.

L'honorable M. **Archambeault**—*conseiller pour Repentigny*.—Honorables messieurs, avant de proposer l'adoption, en deuxième délibération, de ce projet de loi, je désire attirer votre attention sur le fait que cette proposition de loi a déjà trois fois subi l'épreuve d'une discussion approfondie dans l'autre Chambre. Elle a été adoptée à chacune de ces épreuves, elle l'a été une fois à l'unanimité. Nous avons donc là l'expression populaire. Devant ce vœu si péremptoirement exprimé, je crois qu'il n'est pas de notre devoir de repousser cette loi. Nous avons déjà refusé d'adopter ce projet de loi, mais ce n'est pas une raison pour nous obstiner dans ce refus.

La chose est déjà arrivée en Angleterre. Là on a vu la Chambre des Lords revenir sur une première décision et adopter une loi qu'elle avait repoussée. La même chose est arrivée, notamment lors de la réforme électorale. La Chambre haute avait refusé d'approuver cette mesure importante, très importante puisqu'il s'agissait de réformer la constitution anglaise, et cependant elle finit par céder à la voix de lord John Russell, qui prétendait qu'il n'était pas de bonne politique ni de convenance parlementaire pour la Chambre des Lords, de s'insurger ainsi contre la volonté populaire exprimée par les communes.

Voilà un précédent qui doit nous guider lorsque nous nous trouvons en face d'une décision aussi formellement prise par la Chambre basse.

D'ailleurs je suis bien certain qu'on ne peut avoir d'objection au principe lui-même de cette loi, car il est inscrit en toute lettre dans nos statuts. Quant au but, je crains encore moins les objections, car ce que l'on poursuit, c'est la réalisation d'un projet d'un grand intérêt national.

On répétera, je suppose, les arguments dont on s'est servi dans des discussions précédentes et l'on reviendra dire que cette loi consacre un principe immoral. Et bien je pense que l'on fait ici une erreur grave. Si elle contenait un principe immoral, comme on le prétend, on verrait les évêques, les premiers gardiens de la moralité publique, se lever et faire entendre leur voix autorisée contre ce projet de loi. Bien loin de là, j'ai lieu de croire que les évêques l'approuvent et que même Mgr. l'Archevêque ne désapprouve pas les démarches du principal promoteur de cette loi, je veux parler du révérend Père Labelle.

Quant à ce qui concerne la question de moralité, je crois que nous pouvons, sans crainte, nous en rapporter au jugement des plus hautes autorités du pays. Maintenant ce que l'on veut par le moyen de cette loi, c'est d'empêcher notre jeunesse canadienne-française, qui est si merveilleusement vigoureuse, et qui seule est capable de résister aux rigueurs de notre climat, d'aller enrichir la république voisine, par son labeur.

Je ne viens pas mettre en doute les bonnes dispositions du gouvernement à l'égard de l'œuvre de la colonisation. Je sais qu'il est rempli des meilleures intentions à ce sujet, mais je sais aussi que ses moyens sont bien limités et qu'il ne peut faire tout ce qu'il voudrait accomplir.

Dans un tel état de choses, il importe donc de laisser libre cours à l'initiative privée, de ne pas au moins lui mettre des entraves, lors-

qu'elle est si ardente à faire l'œuvre du gouvernement. Dans les circonstances ordinaires c'est ce que nous devrions faire, a bien plus forte raison lorsque, comme dans le cas qui nous occupe, il n'y a rien qui puisse justifier un refus.

L'opinion publique est parfaitement préparée à accepter cette législation. Je ne vois pas pourquoi nous nous mettrions en travers du désir de cette opinion publique si clairement exprimée en faveur de cette mesure. Pourrait-on craindre des funestes conséquences ? Mais, comme j'ai eu l'honneur de le faire observer tout à l'heure, nous avons déjà le même principe inscrit dans nos statuts. Ce principe, il a été mis en pratique sans que pour cela le pays ait été bouleversé ni perdu. Tous les ans l'on a recours à des loteries, tout comme celle que l'on demande l'autorisation légale d'établir, pour construire ou pour aider à la construction des églises, des écoles, ou pour d'autres institutions soit de charité ou autres. A-t-on jamais songé d'appeler ces loteries des institutions contraires à la morale ? Non, jamais.

Je ne me dissimule pas, honorables messieurs, que des efforts ont été faits et sont encore faits, à l'heure qu'il est, pour tuer ce projet de loi. Je sais cela, aussi je vais en dire un mot, afin de démasquer le jeu de ces adversaires.

Je n'ignore pas que les marchands de bois, par exemple, font une forte opposition à cette loi. Pourquoi ? Ah ! honorables messieurs, on le sait pourquoi. Ces messieurs croient tout simplement que les forêts du domaine public sont leur propriété. Si l'œuvre de la colonisation allait faire de grands progrès grâce aux ressources que cette loterie lui donnerait, cela ne ferait pas leur affaire. De là leur opposition à cette loi. Je ne blâme pas les marchands de bois de s'enrichir au dépens de nos forêts, mais ce que je ne puis approuver c'est qu'ils emploient leur influence à retarder soit directement, soit indirectement les progrès de la colonisation.

Dois-je faire ici l'éloge de celui qui est le principal auteur de ce projet de loi. Je ne le pense pas ; il est trop bien connu de vous tous pour qu'il soit nécessaire d'en parler longuement. Permettez-moi seulement de vous rappeler que le Père Labelle qui est à la tête de cette loterie, est un apôtre de la colonisation. A lui seul il a fait plus avec la dixième partie de l'argent qu'y consacre le gouvernement que ce dernier n'a jamais pu accomplir. C'est que pour ce prêtre admirable, c'est une œuvre sacrée qui sollicite tout son dévouement et tout son zèle. M.

Labelle jouit sans conteste de la confiance du public. Sous ce rapport, pas de crainte à avoir. J'ai raison de croire qu'il a reçu l'autorisation de Monseigneur l'Archevêque. Je suis convaincu que s'il n'avait pas eu cette autorisation, il y a longtemps qu'il aurait été arrêté dans ses démarches.

Cet homme dévoué a déjà fait des prodiges. Avec des ressources très limitées, il a réussi à fonder une vingtaine de paroisses. C'est là un résultat réellement merveilleux. Que vient-il aujourd'hui nous demander? De l'aide en argent? Non, honorables messieurs, mais simplement qu'on lui permette, au moyen d'une loterie de faire, de se créer les ressources nécessaires à la poursuite de son œuvre nationale. Devons-nous, pouvons-nous nous montrer intraitables et refuser l'autorisation requise? Pour ma part je crois que nous ferions une grande et grave erreur, car la cause de la colonisation doit primer toute autre considération secondaire.

Vous me direz peut-être que l'on pourrait faire des souscriptions pour remplacer cette loterie, mais je vous ferai observer qu'avec des souscriptions vous ne réussirez que très médiocrement. Là où on recueillera dix sous en souscription on obtiendra \$10.00 en excitant la cupidité ou le désir du gain.

De plus, par le moyen de souscription on ne peut atteindre que nos nationaux, tandis que si vous avez la loterie vous pourrez attirer peut-être l'argent des étrangers aux pays.

On dit aussi que c'est autoriser un jeu de hasard. Mais je vous le demande, est-ce que nous n'avons pas des lois qui permettent toutes espèces de jeux, courses de chevaux, etc. Alors pourquoi rejeter ce projet de loi pour une telle raison. Nos amis les Anglais s'élèvent avec force contre le principe de cette loi. Ils prétendent qu'un pays chrétien ne peut tolérer un semblable principe. Ils oublient qu'en Angleterre lorsqu'on a eu besoin d'argent, pour faire la guerre, on n'a pas eu honte de faire des loteries. Depuis bon nombre d'années, ce système a disparu parce que l'on s'est convaincu que le gouvernement s'en servait aussi comme moyen de corruption à l'égard des représentants du peuple.

La loi ne permet-elle pas le jeu de la bourse, jeu qui ruine un homme du jour au lendemain, et cependant on ne dit rien. Pour ma part si j'avais à choisir entre ce terrible jeu de ruine et la loterie nationale, je n'hésiterais pas à prendre parti pour cette dernière.

L'honorable M. **Masson**—*conseiller pour Lanaudière*.—Honorables

messieurs, une seule pensée que l'honorable conseiller vient d'émettre suffit pour donner le coup de mort à son projet de loi. Il vient de nous dire qu'une souscription ne pourrait pas rapporter plus que la proportion de 10 sous à \$10, parce que dans le cas d'une loterie on ferait appel à la cupidité, tandis qu'avec le mode de souscription on ne pourrait faire vibrer que la corde de la générosité en faveur d'une grande et belle œuvre en soi. Ce serait donc exciter la cupidité, comme l'a justement dit l'honorable conseiller, or c'est faire appel au plus mauvais sentiment de l'homme. Pour ma part, je ne voudrais pas porter la responsabilité d'un tel appel ; aussi je repousse cette législation comme dangereuse et moralement injustifiable. Depuis quand la mission du législateur est-elle de surexciter dans le cœur des peuples ce sentiment, la cause de toutes les fautes, de tous les crimes. Écoutons la voix peu suspecte de J. B. Say, se demandant si, lorsque l'on établit des loteries et des maisons de jeu, qu'il met sur le même pied, on ne favorise pas un vice fatal au repos des familles. " Quel affreux métier, dit-il, ne fait pas un gouvernement lorsque, semblable aux escrocs qu'il punit de la flétrissure, il présente à l'avidité ou aux besoins l'effet d'une chance trompeuse."

L'honorable conseiller pour Repentigny nous a dit que le révérend Père Labelle avait l'autorisation de Mgr. l'Archevêque pour solliciter cette législation. J'hésite réellement à croire que mon honorable collègue ne se fait pas illusion. Il ne peut exister de telle autorisation émanant soit de l'Archevêque ou de l'Evêque de qui relève le vénérable promoteur de ce projet de loi, les lois de l'Eglise ayant toujours réprouvé les jeux de hasard, il peut tout au plus se prévaloir de la tolérance de ses chefs ecclésiastiques.

On viendra dire que ce n'est pas si mauvais les loteries, puisque des papes en ont autorisé dans leurs états. Mais ici il y a une distinction à établir. Il ne faut pas oublier que le Pape est prince temporel en même temps que chef spirituel, et que, comme roi, il était obligé de tolérer des choses qu'au fond il désapprouvait et déplorait. Les loteries étaient malheureusement devenues le moyen généralement adopté par les divers gouvernements indépendants de l'Italie, pour subvenir aux besoins de l'Etat : moyen facile et conforme aux idées existantes du peuple italien. Les papes, en l'adoptant, n'ont fait que se soumettre aux mœurs et usages des peuples qu'ils étaient appelés à régir.

L'honorable conseiller pour Repentigny a voulu, sans doute, influencer notre décision en nous rappelant que l'Assemblée législative avait adopté

par deux fois cette loi, et qu'il était de notre devoir de ne pas nous insurger davantage contre la volonté populaire. A cet argument, je réponds : Si les députés qui ont voté cette loi gardaient leur mandat après avoir soumis leur vote au peuple, je le dis franchement, je ne sais ce que je ferais dans un tel cas. Mais tant que cette épreuve n'aura pas eu lieu, j'ai raison de dire que l'autre Chambre ne représente pas, au moins sur cette question là, les vœux du peuple de cette province et que, par conséquent, nous avons le droit de récuser leur vote, et d'user de notre pleine liberté d'action.

De ce que je ne puis donner mon adhésion à ce projet de loi, n'allez pas croire, honorables messieurs, que je sois l'adversaire de l'œuvre si éminemment nationale et patriotique à laquelle travaille avec un zèle infatigable le révérend Père Labelle. Non, honorables messieurs, personne plus que moi n'admire cet énergique apôtre de la colonisation. Je voudrais lui voir en main des ressources illimitées, car j'ai la plus grande confiance dans son dévouement et son abnégation, et je sais qu'il ne les emploierait qu'à faire du bien.

L'établissement d'églises dans les nouveaux établissements de colonisation est le meilleur moyen de former des centres prospères. Je comprends que pour notre population si franchement religieuse, l'église soit d'une indispensable nécessité pour attirer et tenir en groupe les colons qui s'éloignent de leurs parents et de leurs paroisses natales.

Il faut aussi pourvoir de maisons d'écoles ces nouveaux établissements, mais j'ai trop de foi dans la générosité du peuple pour avoir perdu toute confiance dans le succès d'un autre mode que celui-ci, de prélever les fonds nécessaires pour conduire cette entreprise à bonne fin. Je trouve que c'est calomnier notre population que de dire qu'on ne peut lui faire souscrire quelque chose pour une œuvre aussi belle, aussi grande, sans faire appel à sa cupidité, comme l'a dit l'honorable conseiller pour Repentigny. Je crois que l'on peut réussir sans avoir recours au moyen si démoralisateur de la loterie. Je m'y oppose au nom de cette population heureuse et laborieuse qui ne connaît pas d'autre moyen de gagner le pain de chaque jour, que le travail honnête et constant. Les pays dont on vous a parlé sont maintenant sur une pente funeste, et l'on ne sait jusqu'où ils seront entraînés. Le jeu, l'agiotage menacent de remplacer le travail, surtout parmi la population des villes. On ne veut plus gagner de l'argent, on veut en faire. Des fortunes colossales se créent dans un jour et disparaissent aussi rapidement, entraînant dans leurs ruines de terribles désespoirs.

Je ne veux pas me rendre coupable d'exagération en disant que nous sommes menacés immédiatement d'un tel état de choses ; mais je maintiens que l'établissement de loteries nationales comme celle que l'on soumet à notre approbation, est un acheminement vers une triste situation dont nous ne voulons pas pour le Canada.

J'ai le plus grand respect pour le révérend M. Labelle, dont le nom figure parmi les promoteurs de ce projet de loi, mais ce respect ne peut me faire oublier que j'agis, en ce moment, comme législateur, et que mon vote aura pour l'avenir comme pour le présent des conséquences de la plus haute gravité. Malgré sa profonde considération pour le vénérable prêtre dont je viens de mentionner le nom, j'espère que le Conseil repoussera la proposition qui nous est faite, d'adopter ce projet de loi en deuxième délibération. Le Conseil législatif existe surtout pour servir de contre-poids aux entraînements de l'autre Chambre, et notre devoir est de nous montrer les fidèles gardiens des vrais intérêts du peuple. Et nous nous montrerons ses meilleurs amis en rejetant cette loi qui consacre un mauvais principe.

L'honorable M. **Champagne** — *conseiller pour Mille-Isles.* — Honorables messieurs, ayant été le promoteur de ce projet de loi lorsque je faisais partie de l'autre Chambre, je crois qu'il est de mon devoir de dire quelques mots au cours de cette discussion. J'ai été en faveur de ce projet, et rien depuis n'est venu pour me convaincre que j'étais dans l'erreur et que je devais changer d'avis.

On vient encore nous dire que cette législation est immorale ou tout au moins qu'elle renferme un principe dangereux. J'ai pris la peine d'étudier cette question, et je me suis convaincu que cette prétention n'est pas fondée. J'ai vu que des théologiens distingués ont approuvé les loteries. Si ces combinaisons recelaient un principe mauvais ou dangereux, comment ces théologiens auraient-ils pu leur donner ainsi leur approbation.

Si vous voulez considérer la question à un autre point de vue, vous vous convaincrez encore que des pays ont trouvé dans ces moyens des ressources extraordinaires. L'Angleterre, par exemple, a supporté de grandes guerres, en faisant appel aux seules ressources que lui offraient les loteries. On ne paraissait pas croire qu'on faisait par là même appel aux plus mauvais sentiments des populations. On considérait cela comme une taxe volontaire, voilà tout.

Mais on allègue les abus. Soit, si vous craignez les abus, nous pou-

vons nous entendre parfaitement sur ce chapitre-là. Nous pouvons prendre les mesures que nous croirons les plus propres à prévenir ce mal. Il ne faut pas, pour cette considération, de la possibilité des abus, repousser absolument une législation qui promet de faire tant de bien dans notre province, en fournissant à ceux qui s'occupent de coloniser notre territoire les ressources indispensables au succès de leurs travaux patriotiques.

En consultant nos statuts, on peut faire pour ainsi dire, l'historique des loteries.

On sait qu'en 1856, une loi fut mise en vigueur en vertu de laquelle on supprimait l'autorisation de faire des loteries.

Mais, quatre ans plus tard, on rappela cette loi, et le système des loteries fut de nouveau autorisé par la Législature. Enfin en 1869, après la confédération, une loi fut adoptée par le parlement de cette province, autorisant des loteries pour des fins spécifiques, comme pour aider à la construction des églises, chapelles, ou autres édifices religieux. Pour être plus certain de la portée de cette loi qui est encore en vigueur dans notre province, je donne le texte même de l'article premier. A la page 153 du statut de 1869, je lis ce qui suit :

“ Nonobstant toute disposition à ce contraire, dans les statuts cités dans la préambule de cet act, chaque fois qu'il s'agira d'un “ bazar,” ou d'une loterie, dont le but sera d'aider à la construction ou au soutien, ou au paiement des dettes d'une église, chapelle, ou autre édifice religieux, d'un hôpital, d'une salle d'asile, ou d'un établissement charitable quelconque, ou d'un établissement d'éducation ou d'une société de colonisation, dans les limites de cette province, tel “ bazar ” ou loterie pourra avoir lieu sans restriction quant au montant ; pourvu toujours que les lots ou choses mises ou offertes en loterie ne consistent pas en sommes d'argent, billets de banques, bons ou débetures, ou autres effets négociables de cette nature.”

Voilà donc le principe bien défini introduit dans le corps de nos lois statutaires. Cette législation était soumise par Sir George Etienne Cartier, et personne, que je sache, ne s'est levé dans le parlement pour lui dire qu'il proposait une loi immorale, et que ces loteries feraient la honte des générations futures. Je crois avoir raison de dire que cette loi n'est pas immorale comme on l'a prétendu.

Nous n'avons pas il est vrai de guerres à soutenir, mais ce que nous voulons combattre, c'est le fléau de l'émigration, et de plus nous

voulons faire revenir au pays nos compatriotes qui sont à l'étranger. Voilà une grande et belle œuvre qui s'impose avec une énergie toute exceptionnelle à notre patriotique considération.

On peut abuser de tout ce qu'il y a de bon, d'excellent même, mais si des abus s'introduisaient, je pense qu'il serait facile de les faire disparaître. Pour toutes ces considérations, je crois qu'il est de mon devoir de voter l'adoption de ce projet de loi.

L'honorable M. **Beaudry**—*conseiller pour Alma*.—Honorables messieurs, je n'ai qu'une remarque à faire au sujet de cette question des loteries. Je me suis fait un devoir de combattre ce projet de loi chaque fois qu'il est venu devant nous ; je n'ai rien appris qui puisse me faire changer d'idée à son égard.

Je pense que si nous adoptons cette loi, cela aura un effet désastreux pour une certaine classe de notre société. C'est ainsi que vous verrez des jeunes gens sans emploi qui, dans l'espoir de gagner de l'argent, se feront vendeurs des billets de cette loterie. Ils iront dans les restaurants ou autres maisons publiques qu'ils ont malheureusement l'habitude déjà de trop fréquenter pour leur bien, pour vendre de ces billets. Par cette occupation ils seront dans une oisiveté très pernicieuse et contracteront des vices qui en feront les plus mauvais sujets. Je connais une foule de jeunes gens à Montréal qui seraient prêts à se faire agents de billets. A mon avis c'est un système démoralisateur que l'on veut introduire sous le beau prétexte de favoriser la colonisation. C'est un leurre auquel, je l'espère, cette Chambre ne se laissera pas prendre. N'allons pas encourager les jeux de hasard qui font tant de pauvres victimes là où ils sont permis. Nous rendrons un grand service à la province en repoussant cette législation malsaine et excessivement dangereuse à tous égards. Pour ma part, je n'hésiterai pas un seul instant à voter le rejet de la proposition de mon honorable ami le conseiller pour Repentigny.

L'honorable M. **Rémillard**—*conseiller pour LaDurantaye*.—Honorables messieurs, je suis l'un des promoteurs de ce projet de loi, et en cette qualité je crois qu'il est de mon devoir de dire pourquoi je favorise cette législation.

Mes honorables collègues savent que j'ai toujours été en faveur de cette mesure. Je l'ai approuvée dès la première fois que le projet a été mis sur le tapis et je ne m'en suis pas repenti. Ce qui motive surtout mon adhésion, c'est la profonde sollicitude que m'inspire l'état du colon. Voilà ce qui m'a engagé à toujours donner mon appui au projet en

question. Il faut avoir vu la misère qui règne dans les paroisses nouvelles, dans ces centres de colonisation, pour bien comprendre ce que c'est que de défricher une terre. J'ai pensé qu'en favorisant ce projet de loi je pourrais être utile aux pauvres colons qui se donnent tant de peine et endurent tant de privations pour développer notre pays.

Nous voulons tous que la colonisation progresse, alors prenons donc les moyens de lui fournir les ressources indispensables à son progrès. Qui veut la fin veut les moyens. Je suis l'un des directeurs, eh ! bien, franchement, j'aimerais mieux donner mon temps et mes services pour rien plutôt que de voir cette loi être repoussée.

On a dit que le Conseil ferait un acte très reprehensible s'il accordait l'autorisation législative sollicitée par les organisateurs de cette loterie. On dit que nous devons repousser ce projet de loi parce qu'il consacre un principe immoral. Heureusement que dans cette question nous avons un guide ou à tout le moins un moyen de nous éclairer. Je n'ai pas la prétention, en fait de théologie, d'en montrer à mon curé, ni à mon évêque. Voici ce que je dis à propos de la question de moralité qui a été posée devant la Chambre. Nous voyons au nombre des organisateurs un vénérable prêtre universellement respecté par sa vie exemplaire et son dévouement apostolique. Peut-on prétendre qu'il est si ignorant des principes de la morale pour ne pas voir le mal qui pourrait se trouver dans ce projet de loi, mal qui semble si manifeste pour d'autres esprits.

Ce serait vraiment l'accuser d'une ignorance incroyable ou d'un aveu-glement sans parallèle. D'un autre côté, je suppose que le révérend Père Labelle se trompe aussi étrangement, et commette une action mauvaise, il me paraît assez raisonnable de s'en rapporter au jugement des évêques. Ce sont ses juges naturels, puisqu'en sa qualité de prêtre, il relève directement de leur décision. J'écarte donc sans scrupule cette question de moralité, la seule objection sérieuse que l'on a fait valoir contre le projet de loi

On craint aussi les abus. Pour ne laisser aucune prise à cette crainte, je suis prêt à déclarer que le Conseil pourra sans rencontrer la moindre difficulté de la part des promoteurs, prendre toutes les mesures préventives qu'il croiera nécessaires contre les abus.

Lorsque ce projet de loi a été discuté dans l'autre Chambre, il a été appuyé par l'honorable procureur général. Si je mentionne cette circonstance, c'est pour en tirer cette conclusion-ci, qu'au point de vue légal il n'y a pas à s'alarmer, puisque celui qui est chargé de conserver

intacte la majesté des lois, a donné son approbation à celle que nous discutons. Bien que je sois l'adversaire politique de l'honorable procureur général, je ne puis m'empêcher de reconnaître en lui un avocat éminent et un homme intègre.

Il y a encore une autre considération que je dois mentionner. Quand bien même nous repousserions cette loi, cela n'aura pas pour effet d'empêcher qu'il y ait des loteries aux Etats-Unis ou ailleurs, et que notre peuple prenne des billets dans ces loteries. Vous avez là un capital souvent assez considérable qui prend la route de l'étranger sans compensation aucune pour notre pays. En autorisant ici cette loterie on gardera tout cet argent, sans compter que les gens pourront être certains qu'il n'y aura point de fraude de commise à leur préjudice dans le tirage des billets.

Honorables messieurs, j'attire spécialement votre attention sur le fait qu'au moyen de cette loterie nous garderons au pays une somme d'argent élevée qui autrement s'en irait à l'étranger comme cela a lieu depuis bon nombre d'années. C'est cette pensée qui a engagé le roi François I à introduire le système des loteries en France. On voit que dans ce pays, les loteries furent considérées pendant longtemps comme une ressource légitime d'accroître le revenu du fisc. On subvenait aux dépenses de la guerre avec ces ressources qui étaient versées dans le trésor sans effort de la part du peuple, car tout était, il va sans dire, volontaire. Je ne vois pas qui nous empêcherait de faire la même chose ici. Nous sommes certains que les gagnants auront les prix qui leur reviendront et que la balance de l'argent sera fructueusement employée à promouvoir les intérêts de la colonisation.

La proposition de l'honorable M. Archambeault à l'effet que le projet de loi autorisant la grande loterie de colonisation, soit adopté en 2^e délibération, est mise aux voix :

Ont voté pour :—Les honorables messieurs de LaBruère, Archambeault, Champagne, Dionne, Dorion, Gérin, Gignas, Hearn, Prudhomme, Rémillard et Savage.—11

Ont voté contre :—Les honorables messieurs Beaudry, de Boucherville, Bryson, Ferrier, Laviolette, Masson, Méthot, Ross, Starnes, Webb et Wood.—11

Vu l'égalité de voix, la proposition est rejetée.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du jeudi, le 1^{er} mai 1884.

SOMMAIRE :—Rapports sur des projets de loi.—Transmission de projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRUÈRE.

L'honorable M. Archambeault dépose le quatrième rapport du comité chargé de l'examen des pétitions.

Ce rapport expose que le comité a examiné quatre pétitions, dont une demandant l'adoption d'une loi particulière.

Des rapports sont déposés sur le bureau du Conseil sur les projets suivants :

Acte concernant l'union de certaines églises méthodistes mentionnées dans le présent acte.

Acte pour modifier la loi 46 Vict., ch. 34, intitulée : "Acte pour modifier et refondre la loi constituant l'association des dentistes de la province de Québec."

Acte érigeant civilement la paroisse de Ste-Emmélie de l'Energie et aussi pour constituer cette paroisse en municipalité distincte et séparée.

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

L'Assemblée législative transmet les projets de loi suivants au Conseil législatif :

Acte pour constituer la ville de St-Jean-Baptiste.

Acte pour modifier certains actes concernant la constitution de la ville de Berthier, et lui conférant de plus amples pouvoirs.

Acte pour modifier de nouveau la loi 27 Vict., ch. 23, et la loi 39 Vict., ch. 47, aux fins de modifier et mieux définir les pouvoirs généraux de la ville de Joliette, et pour d'autres fins.

Acte autorisant le recteur et les marguilliers de l'église de St-Jude, de la paroisse de St-Jude, dans le diocèse de Montréal, à emprunter de l'argent et à hypothéquer la propriété de l'église.

Acte autorisant le recteur et les marguilliers de l'église de Saint-Jean

l'Evangéliste, Montréal, à emprunter de l'argent et à hypothéquer l'emplacement de la dite église et les bâtisses qui y sont érigées.

Les deux projets de loi suivants sont successivement adoptés sans discussion et dans les formes réglementaires :

Acte pour modifier de nouveau la loi 44-45 Vict., ch. 16, pour prolonger le délai de l'enregistrement des douaires coutumiers et des servitudes y mentionnées.

Acte pour rendre valides certains actes notariés.

Le projet ayant pour objet de modifier la loi 18 Vict., ch. 61, des statuts de la ci-devant province du Canada, est adopté en 2^e délibération et renvoyé au comité des lois particulières.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du vendredi, le 2 mai 1884.

SOMMAIRE.—Rapports sur divers projets de loi.—Rapport du comité général de la bibliothèque.—Adoption de divers projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

L'honorable M. Archambeault dépose des rapports sur les divers projets de loi qui suivent :

Acte pour annexer certaine partie de la municipalité de la paroisse de St-Damase, dans le comté de St-Hyacinthe, à la municipalité de la paroisse de St-Jean-Baptiste, dans le comté de Rouville, pour les fins municipales, scolaires, judiciaires, électorales et d'enregistrement.

Acte pourvoyant aux moyens d'aider davantage les écoles sous le contrôle du bureau protestant des commissaires d'école, de la cité de Québec.

Acte pour constituer les missionnaires de la compagnie de Marie.

Acte constituant la compagnie maritime et industrielle de Lévis.

M. le **Président**.—J'ai l'honneur de donner communication à la Chambre d'un rapport du comité général de la bibliothèque.

A l'honorable Conseil législatif :

Le comité général de la bibliothèque a l'honneur de faire rapport :

Qu'il décide de nouveau qu'à même les fonds votés annuellement par la Législature, pour l'achat de livres, une somme de \$500.00 sera affectée à l'achat des ouvrages sur l'Amérique et spécialement des ouvrages canadiens ;

Qu'il est désirable que la bibliothèque, après avoir été pourvue d'ouvrages de droit parlementaire, revête dans sa formation un caractère général, mais que l'on ait soin toutefois, de n'acquérir, dans les différentes branches des connaissances humaines, que les œuvres considérées comme classiques et dont les auteurs font autorité ;

Que la liste des livres que l'on se propose d'acheter soit soumise aux présidents des deux Chambres et que la littérature légère soit exclue de la bibliothèque.

Le comité désire enfin demander au gouvernement s'il ne serait pas opportun, afin de refaire la bibliothèque, d'affecter à l'achat de livres, la somme de 32,000 dollars, montant de l'assurance sur la bibliothèque détruite par l'incendie du 19 avril 1883.

BOUCHER DE LABRUÈRE,

Président du Conseil législatif.

J. WURTELE,

Président de l'Assemblée législative
Président du comité.

Les projets suivants sont successivement adoptés dans les formes réglementaires :

Acte concernant l'union de certaines églises méthodistes mentionnées dans le présent acte.

Acte pour ériger civilement la paroisse de Sainte-Emmélie-de-l'Energie, et aussi pour constituer cette paroisse en municipalité distincte et séparée.

Les divers projets de loi qui suivent sont adoptés en 2e délibération et renvoyés au comité des lois particulières.

Acte pour constituer la ville de Saint-Jean-Baptiste.

Acte amendant certains actes concernant la constitution de la ville de Berthier et lui conférant de plus amples pouvoirs.

Acte pour amender de nouveau l'acte 27 Vict., chap. 23, et l'acte 39 Vict., chap. 47, aux fins de modifier et mieux définir les pouvoirs généraux de la corporation de la ville de Joliette et pour d'autres fins.

Acte autorisant le recteur et les marguilliers de l'église de Saint-Jude, de la paroisse de Saint-Jude, dans le diocèse de Montréal, à emprunter de l'argent et à hypothéquer la propriété de l'église.

Acte pour autoriser le recteur et les marguilliers de l'église St-Jean l'Evangéliste, Montréal, à emprunter de l'argent et à hypothéquer l'emplacement de la dite église et les bâtisses qui y sont érigées.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du lundi, le 5 mai 1884.

SOMMAIRE :—Transmission de projets de loi.—Adoption définitive de divers projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

L'Assemblée législative transmet les projets de loi suivants au Conseil législatif :

Acte pour modifier l'acte 27-28 Victoria, chapitre 70, intitulé : Acte pour autoriser les propriétaires des Îles du Moine et des Barques à faire des règlements pour la meilleure administration des dites Îles.

Acte autorisant Achille Leduc, grevé de substitution en vertu du testament de feu dame Marguerite Bourgeois, sa mère, à aliéner des immeubles substitués.

Acte constituant la maison de l'Immaculée Conception de Montréal.

Acte pour refondre et amender les actes concernant les sœurs de l'asile de la Providence de Montréal.

Acte constituant la paroisse de St-Joachim de Shefford en municipalité, pour les fins municipales et scolaires.

Les projets de loi suivants sont successivement adoptés dans les formes réglementaires :

Acte pour annexer certaine partie de la municipalité de la paroisse de St-Damase, dans le comté de St-Hyacinthe, à la municipalité de la paroisse de St-Jean-Baptiste, dans le comté de Rouville, pour les fins municipales, scolaires, judiciaires, électorales et d'enregistrement.

Acte pourvoyant, aux moyens d'aider davantage les écoles sous le contrôle du bureau protestant des commissaires d'écoles de la cité de Québec.

Acte pour constituer les Missionnaires de la compagnie de Marie.

Acte constituant la compagnie maritime et industrielle de Lévis.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du mardi, le 6 mai 1884.

SOMMAIRE :—Dépôt de rapports de comité.—Transmission de projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRUIÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉ.

L'honorable M. Archambeault dépose le 5^e rapport du comité des ordres permanents.

Ce rapport expose que le comité a examiné trois pétitions, dont aucune demandant de la législation particulière.

L'honorable M. Archambeault dépose des rapports du comité des lois particulières sur les projets suivants :

Acte autorisant Joseph Morissette, de la paroisse de Ste-Marie, dans le comté de Beauce, à construire un pont de péage sur la rivière Chaudière.

Acte autorisant le recteur et les marguilliers de l'église de St-Jean

l'Evangéliste, Montréal, à emprunter de l'argent et à hypothéquer l'emplacement de la dite église et les bâtisses qui y sont érigées.

Acte amendant l'acte 18 Vict., chap. 61 des statuts de la ci-devant province du Canada.

Acte autorisant le recteur et les marguilliers de l'église de St-Jude, de la paroisse de St-Jude, dans le diocèse de Montréal, à emprunter de l'argent et à hypothéquer la propriété de l'église.

Acte pour amender de nouveau l'acte 27 Vict., chap. 23, et l'acte 39 Vict., chap. 47, aux fins de modifier et mieux définir les pouvoirs généraux de " La corporation de la ville de Joliette et pour d'autres fins."

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

L'Assemblée législative transmet les projets de loi suivants au Conseil législatif :

Acte ratifiant et confirmant un acte de partage et de répartition de propriété passé entre les commissaires d'écoles de la municipalité du village de Waterloo, dans le comté de Shefford, et les syndics de la minorité dissidente du même village de Waterloo.

Acte constituant la compagnie royale d'électricité.

Acte ratifiant les obligations émises par la compagnie de filature de Sainte-Anne, Hochelaga, et autorisant les directeurs de cette compagnie à hypothéquer sa propriété immobilière.

Acte constituant l'association des commerçants licenciés de vins et de liqueurs de la cité de Montréal, *The licensed victuallers Association of Montreal*.

Acte amendant l'acte 38 Victoria, chapitre 77, intitulé : Acte pour amender l'acte 27 Victoria, chapitre 24, intitulé : Acte pour ériger le village de Beauharnois en ville.

Acte pour ériger en municipalité la paroisse de St-Maxime du Mont-Louis avec d'autres postes environnants et le township Denoue, dans le comté de Gaspé, et pour d'autres fins.

Acte autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Cyrille Hector Andgrave, *alias* Handgrave dit Champagne, à la profession de procureur et d'avocat.

Les projets de loi suivants sont adoptés en 2e délibération et renvoyés au comité des lois particulières :

Acte amendant l'acte 27-28 Victoria, chapitre 70, intitulé : " Acte pour autoriser les propriétaires des isles du Moine et des Barques à faire des règlements pour la meilleure administration des dites îles.

Acte constituant la maison de l'Immaculée Conception de Montréal.

Acte constituant la paroisse de St-Joachim de Shefford en municipalité, pour les fins municipales et scolaires.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du mercredi, le 7 mai 1884.

SOMMAIRE :—Dépôt de pétitions et de rapports de comité.—Adoption, en 2e délibération, de divers projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRUIÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau de la Chambre :

De la Chambre de commerce de Montréal, s'opposant au projet de loi, concernant les compagnies à fonds social et la protection des personnes qui y font des placements.

De l'institution appelée " The Ladies protestant Home of Quebec," demandant des amendements à la loi 46 Vict., ch. 30, concernant l'étude de l'anatomie.

DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉ.

L'honorable M. Archambeault dépose divers rapports du comité des lois particulières sur les projets suivants :

Acte pour constituer la ville St-Jean-Baptiste.

Acte amendant l'acte de cette province, 46 Victoria, chap. 21, inti-

tulé : Acte pour amender les lois concernant l'instruction publique en tant qu'elles se rapportent à la ville de Richmond..

Acte pour amender l'acte 46 Victoria, chapitre 34, intitulé : " Acte pour amender et refondre la loi constituant l'association des dentistes de la province de Québec.

Acte amendant certains actes concernant la constitution de la ville de Berthier, et lui conférant de plus amples pouvoirs.

Acte pour modifier de nouveau la charte du crédit foncier franco-canadien.

Ce dernier projet est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

Les projets de loi suivants sont successivement adoptés dans les formes réglementaires :

Acte autorisant Joseph Morissette, de la paroisse de Ste-Marie, dans le comté de Beauce, à construire un pont de péage sur la rivière Chaudière.

Acte autorisant le recteur et les marguilliers de l'église de St-Jean l'Evangéliste, Montréal, à emprunter de l'argent et à hypothéquer l'emplacement de la dite église et les bâtisses qui y sont érigées.

Acte amendant l'acte 18 Vict., chap. 61, des statuts de la ci-devant province du Canada.

Acte autorisant le recteur et les marguilliers de l'église de St-Jude, de la paroisse de St-Jude, dans le diocèse de Montréal, à emprunter de l'argent et à hypothéquer la propriété de l'église.

Acte pour amender de nouveau l'acte 27 Vict., chap. 23, et l'acte 39 Vict., chap. 47, aux fins de modifier et mieux définir les pouvoirs généraux de la corporation de la ville de Joliette et pour d'autres fins.

Les projets de loi qui suivent sont adoptés en deuxième délibération et renvoyés au comité des lois particulières :

Acte ratifiant et confirmant un acte de partage et de répartition de propriété passé entre les commissaires d'écoles de la municipalité du village de Waterloo, dans le comté de Shefford, et les syndics de la minorité dissidente du même village de Waterloo.

Acte pour constituer la compagnie royale d'électricité.

Acte ratifiant les obligations émises par la compagnie de filature de

Ste-Anne, Hochelaga, et autorisant les directeurs de cette compagnie à hypothéquer sa propriété immobilière.

Acte constituant l'association des commerçants licenciés de vins et de liqueurs de la cité de Montréal, (The victuallers association of Montreal.

Acte modifiant l'acte 38 Victoria, chapitre 77, intitulé : Acte pour modifier l'acte 27 Victoria, chapitre 24, intitulé : Acte pour ériger le village de Beauharnois en ville.

Acte pour ériger en municipalité la paroisse de St-Maxime du Mont Louis, avec d'autres postes environnants et le township Denoue, dans le comté de Gaspé, et pour d'autres fins.

Acte autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Cyrille Hector Andgrave *alias* Handgrave dit Champagne, à la profession de procureur et d'avocat

Acte autorisant Achille Leduc, grevé de substitution en vertu du testament de feu Dame Marguerite Bourgeois, sa mère, à aliéner des immeubles substitués.

Acte pour refondre et modifier les actes concernant les sœurs de l'asile de la Providence de Montréal.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du jeudi, le 8 mai 1884.

SOMMAIRE :—Dépôt de pétitions.—Dépôt de rapports de comités.—Transmission de projets de loi.—Adoption définitive de divers projets de loi.

PRÉSIDENCE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau du Conseil :

De William Baby et autres, demandant l'adoption d'une loi pour permettre la vente de certains biens de la succession de feu J.-Bte Renaud.

De l'asile de Nazareth, demandant de l'aide.

De certains contribuables du township de Shefford, demandant le rejet de la loi pour ériger la paroisse de St-Joachim de Shefford, en municipalité séparée.

De John Nicholson, demandant d'être inclus dans la municipalité de Notre-Dame de Grâce ouest.

DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉS.

L'honorable M. Archambeault dépose des rapports sur les projets de loi suivants :

Acte pour constituer la maison de l'Immaculée Conception de Montréal.

Acte pour modifier la loi 27-28 Vict., ch. 70, intitulée : Acte pour autoriser les propriétaires des Iles du Moine et des Barques, à faire des règlements pour la meilleure administration des dites Iles.

L'honorable M. Laviolette dépose le troisième rapport du comité des contingents du Conseil.

Voici le texte de ce rapport :

8 mai 1884.

Le comité nommé pour examiner les comptes contingents du Conseil législatif pour la présente session, a l'honneur de présenter son troisième rapport.

Votre comité, après avoir entendu les explications données par le greffier de cette Chambre et aussi par le greffier de ce comité à l'époque ci-après mentionnée, et après avoir pris connaissance des documents qui ont été produits, vu qu'il est constaté que le compte des dépenses du greffier du 29 janvier 1869 au 6 mars de la même année, n'a pas été entré dans les journaux de ce conseil, et vu qu'il serait désirable que cette entrée fut faite, votre comité recommande l'adoption du rapport suivant :

Votre comité a examiné l'état des dépenses et déboursés du greffier depuis le 29 janvier 1869 au 6 mars de la même année, montrant que les dépenses se sont élevées à la somme de \$4,949.10, appuyées sur pièces justificatives numérotées depuis 310 à 396 inclusivement, et que ce conseil étant en outre redevable au greffier de cette Chambre d'une somme de \$916.19, ainsi qu'il appert au rapport précédent de ce comité en date du 28 janvier 1869, formant les dites deux sommes réunies, un total de \$5,865.29, de laquelle somme déduisant celle de \$5,000,

préalablement reçue par le greffier, il restait alors due au greffier de cette Chambre une somme de \$865.29, comme la chose est d'ailleurs constatée par le 5^e rapport du comité des contingents pour l'année 1869, et signé le dit rapport par le président du comité, l'honorable John Fraser.

Votre comité recommande l'adoption de ce rapport et son insertion dans les journaux de cette Chambre pour valoir ce que de droit.

Le tout humblement soumis,

J. G. LAVIOLETTE,
Président.

Ce rapport est adopté.

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

L'Assemblée législative transmet les projets de loi suivants au Conseil législatif :

Acte autorisant Dame Marie J. Thérèse LaRocque et son époux, J. Aldéric Ouimet, écr., à vendre ou autrement aliéner certaines propriétés substituées.

Acte pour lever certains doutes au sujet de l'acte 44-45 Vict., chap. 32, concernant l'annexion à la municipalité des townships unis de Stoneham et Tewkesbury, d'une certaine partie de la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham.

Acte constituant la société d'hygiène de la province de Québec.

Les projets suivants sont successivement adoptés dans les formes réglementaires :

Acte pour constituer la ville de St-Jean-Baptiste.

Acte amendant l'acte de cette province, 46 Victoria, chap. 21, intitulé : Acte pour amender les lois concernant l'instruction publique en tant qu'elles se rapportent à la ville de Richmond.

Acte pour amender l'acte 46 Victoria, chapitre 34, intitulé : " Acte pour amender et refondre la loi constituant l'association des dentistes de la province de Québec.

Acte amendant certains actes concernant la constitution de la ville de Berthier et lui conférant de plus amples pouvoirs.

Le projet de loi pour modifier le chapitre 35 des statuts refondus pour le Bas-Canada, est adopté en deuxième délibération et renvoyé à un comité général de la Chambre.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du vendredi, le 9 mai 1884.

SOMMAIRE :—Dépôt d'une pétition.—Dépôt de rapports de comité.—Transmission de projets de loi.—Adoption de deux projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT D'UNE PÉTITION.

La pétition de l'honorable T. J. J. Loranger et autres est déposée sur le bureau du Conseil.

DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉ.

L'honorable M. Archambeault dépose des rapports sur les projets de loi suivants :

Acte pour refondre et amender les actes concernant les sœurs de l'asile de la Providence de Montréal.

Acte constituant l'association des commerçants licenciés de vins et de liqueurs de la cité de Montréal, (The licensed victuallers association of Montreal.

Acte ratifiant et confirmant un acte de partage et de répartition de propriété passé entre les commissaires d'écoles de la municipalité du village de Waterloo, dans le comté de Shefford, et les syndics de la minorité dissidente du même village de Waterloo.

Acte constituant la paroisse de St-Joachim de Shefford en municipalité scolaire, pour les fins municipales et scolaires.

Acte autorisant Achille Leduc, grevé de substitution en vertu du testament de feu Dame Marguerite Bourgeois, sa mère, à aliéner des immeubles substitués.

Acte amendant l'acte 38 Victoria, chapitre 77, intitulé : Acte pour amender l'acte 27 Victoria, chapitre 24, intitulé : " Acte pour ériger le village de Beauharnois en ville.

Acte constituant la compagnie royale d'électricité.

Acte autorisant le barreau de la province de Québec à admettre

Cyrille Hector Andgrave *alias* Handgrave dit Champagne, à la profession de procureur et d'avocat.

L'honorable M. Archambeault dépose un rapport du comité des ordres permanents sur la pétition de John Nicholson, de la ci-devant paroisse de Montréal, dans le collège électoral d'Hochelaga, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de faire partie de la municipalité du village de Notre-Dame de Grâce Ouest. Le comité recommande la suspension de l'article 55 du règlement quant à ce qui concerne cette pétition.

Ce rapport est adopté.

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

L'Assemblée législative transmet les projets de loi suivants au Conseil législatif :

Acte amendant l'acte de la présente session intitulé : “ Acte pour constituer la “ compagnie du pont Saint-Léonard, et l'autoriser à prélever des taux de péage sur un pont qu'elle a construit sur la rivière Nicolet, près du village de la paroisse de Saint-Léonard, comté de Nicolet.

Acte autorisant le barreau de la province de Québec à admettre après examen Philéas A. Corriveau au nombre de ses membres.

Acte pour amender l'acte 44-45 Victoria, chapitre 27, intitulé : “ Acte concernant le barreau de la province de Québec.”

Acte pour interpréter une certaine donation faite aux Clercs de St-Viateur par l'honorable Barthélemi Joliette et son épouse.

Acte concernant les commissaires d'écoles d'Hocheiaga.

Les projets de loi qui suivent sont successivement adoptés dans les formes réglementaires :

Acte pour constituer la maison de l'Immaculée Conception de Montréal.

Acte modifiant la loi 27-28 Vict., chap. 70, intitulée : Acte pour autoriser les propriétaires des îles du Moine et des Barques à faire des règlements pour la meilleure administration des dites îles.

La prochaine séance est fixée à mercredi, le 14 courant.

La séance est levée.

CONSEIL LÉGISLATIF.

Séance du mercredi, le 14 mai 1884.

SOMMAIRE : — Dépôt de pétitions. — Transmission de projets de loi. — Adoption définitive de divers projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau du Conseil :

Deux de la cité de Montréal, l'une demandant que les commissaires d'écoles pour la cité, soient élus par les contribuables ; l'autre demandant que les taxes pour les écoles catholiques de la cité, ne soient pas augmentées.

Des directrices de l'hospice Lajemmerais, de la paroisse de Varennes, demandant une augmentation dans l'allocation qui leur est faite.

DÉPÔT D'UN PROJET DE LOI.

L'honorable M. Ross dépose un projet de loi relatif à la bibliothèque de la Législature.

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

L'Assemblée législative transmet les projets de loi suivants au Conseil :

Acte constituant la compagnie des transports et des mines des rivières du Lièvre et Outaouais.

Acte amendant l'acte 39 Victoria, chapitre 50, constituant la cité de Sherbrooke, tel que déjà amendé par l'acte 40 Victoria, chapitre 27, et l'acte 42-43 Victoria, chapitre 60.

Acte constituant la ville de Ste-Cunégonde.

Acte amendant l'acte 44-45 Victoria de cette province, chapitre 89, à l'effet de substituer le nom de David Lamontagne, de la paroisse de Ste-Marie, à celui de François Gosselin, et pour d'autres fins.

Acte pour amender l'acte 33 Victoria, chapitre 26, intitulé : Acte pour pourvoir à l'interdiction et à la réclusion des ivrognes d'habitude.

Acte amendant l'acte de cette province, 45 Victoria, chapitre 51, intitulé : Acte concernant les compagnies d'assurance mutuelle contre le feu.

Acte ratifiant et confirmant certaines résolutions des actionnaires de la compagnie des cotons de Montréal.

M. le président dépose sur le bureau le rapport de la société de l'union des menuisiers de Québec.

Les projets de loi qui suivent sont successivement adoptés dans les formes réglementaires :

Acte pour constituer l'association des commerçants licenciés de vins et de liqueurs de la cité de Montréal. (*The licenced victuallers association of Montreal.*)

Acte ratifiant et confirmant un acte de partage et de répartition de propriété passé entre les commissaires d'écoles de la municipalité du village de Waterloo, dans le comté de Shefford, et les syndics de la minorité dissidente du même village de Waterloo.

Acte autorisant Achille Leduc, grévé de substitution en vertu du testament de feu Dame Marguerite Bourgeois, sa mère, à aliéner des immeubles substitués.

Acte pour constituer la compagnie royale d'électricité.

Acte pour autoriser le barreau de la province de Québec à admettre Cyrille Hector Andgrave *alias* Handgrave dit Champagne, à la profession de procureur et d'avocat.

Les projets de loi qui suivent sont adoptés en 2e délibération et renvoyés au comité d'intérêt local, à l'exception du 4e, qui est renvoyé à un comité général :

Acte pour lever certains doutes au sujet de l'acte 44-45 Vict., chap. 32, concernant l'annexion à la municipalité des townships unis de Stoneham et Tewkesbury, d'une certaine partie de la paroisse de St-Edmond de Stoneham.

Acte amendant l'acte de la présente session, intitulé : Acte pour constituer la compagnie du pont St-Léonard et l'autoriser à prélever

des taux de péages sur un pont qu'elle a construit sur la rivière Nicolet, près du village de la paroisse de St-Léonard, comté de Nicolet.

Acte autorisant le barreau de la province de Québec à admettre après examen Philéas A. Corriveau au nombre de ses membres.

Acte pour amender l'acte 44-45 Victoria, chapitre 27, intitulé : Acte concernant le barreau de la province de Québec.

Acte pour interpréter une certaine donation faite aux Clercs de St-Viateur, par l'honorable Barthélémi Joliette et son épouse.

Acte concernant les commissaires d'écoles d'Hochelaga.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du jeudi, le 15 mai 1884.

SOMMAIRE :—Adoption définitive et en 2^e délibération de divers projets de loi.—

Loi pourvoyant à l'interdiction et à la réclusion des ivrognes d'habitude :
L'honorable M. Ross.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRUIÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

Sur proposition de l'honorable M. Starnes, un congé de dix jours, à dater du 14 courant, est accordé à l'honorable M. Laviolette, pour cause de maladie.

Le projet de loi pour refondre et modifier les lois concernant les sœurs de l'asile de la Providence de Montréal, est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

Les projets de loi suivants sont adoptés en 2^e délibération et renvoyés au comité d'intérêt local :

Acte pour constituer la compagnie des transports et des mines des rivières du Lièvre et Outaouais.

Acte modifiant l'acte 39 Vict., ch. 50, constituant la cité de Sherbrooke, tel que déjà modifié par l'acte 40 Vict., ch. 27, et l'acte 42-43, Vict., ch. 60.

Acte pour constituer la ville de Ste Cunégonde.

Acte modifiant l'acte 44-45 Vict., de cette province, ch. 89, à l'effet de substituer le nom de David Lamontagne, de la paroisse de Ste-Marie, à celui de François Gosselin, et pour d'autres fins.

Acte ratifiant et confirmant certaines résolutions des actionnaires de la compagnie des cotons de Montréal.

Acte autorisant Dame Marie J. Thérèse LaRoque et son époux, J Aldéric Ouimet, écuyer, à vendre ou autrement aliéner certaines propriétés substituées.

Le projet de loi pour constituer la société d'hygiène de la province de Québec, est adopté en deuxième délibération et renvoyé à un comité spécial composé des honorables MM. Ross, Webb, Sarnes, de Boucherville et Archambeault.

Les deux projets suivants sont adoptés en deuxième délibération et examiné en comité général :

Acte modifiant le chapitre 25 des statuts refondus pour le Bas-Canada.

Acte pour modifier l'acte 44-45 Vict. ch. 27, intitulé : Acte concernant le barreau de la province de Québec.

LOI POURVOYANT A L'INTERDICTION ET A LA RÉCLUSION DES
IVROGNES D'HABITUDE.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi pourvoyant à l'interdiction et à la réclusion des ivrognes d'habitude.

L'honorable **M. Ross**—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics*. — Honorables messieurs, l'expérience a démontré la nécessité de modifier la loi de manière à en faire disparaître les lacunes et à la rendre plus efficace dans certains cas.

C'est dans ce but que le gouvernement vous soumet ce projet de loi.

Dans l'article premier, il est traité des conditions dans lesquelles doivent se tenir les établissements destinés à l'internement des ivrognes d'habitude.

Je crois que toutes les précautions hygiéniques sont clairement indiquées et qu'avec celles que l'on y trouve énumérées, on n'aura pas lieu de craindre que ces établissements, qui seront sous la surveillance

des inspecteurs des prisons et asiles, ne donneront pas tout le confort désirable.

Nous avons cru nécessaire d'introduire une disposition en vertu de laquelle les directeurs des établissements privés, actuellement existants, devront se pourvoir en autorisation dans les formes prescrites. S'ils sont en défaut, le retrait de l'autorisation sera prononcé et les directeurs de ces établissements devront les fermer dans les huit jours à compter de l'avis qui leur sera donné. Ils auront trois mois à partir de la mise en force de cette loi pour obtenir l'autorisation nécessaire.

L'article deux traite de l'interdiction prononcée par les tribunaux. Le 7^e paragraphe pourvoit au cas où un détenu s'échappera d'un des asiles.

Dans ce cas, le directeur ou le médecin visiteur devra prendre des mesures pour le faire arrêter. Si l'arrestation s'opère dans les quarante-huit heures de la fuite, elle pourra être faite sans mandat, mais si c'est dans le cours du mois, il faudra un mandat, suivant la formule ci-annexée, et signé soit par le directeur, soit par le médecin visiteur, suivant le cas.

Il est aussi déclaré que pour toute la province, il n'y aura pas plus que quatre établissements en tout. Ce nombre doit être considéré comme suffisant.

Je propose que le projet soit adopté en 2^e délibération.

Cette proposition est adoptée.

Le projet est renvoyé à un comité général.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du vendredi, le 16 mai 1884.

SOMMAIRE :—Dépôt de rapports de comité.—Adoption de divers projets de loi.
—Dépôt, par l'honorable M. Ross, d'un projet de loi à l'effet de modifier les lois concernant le ministère de l'agriculture et des travaux publics.

PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

L'honorable M. Archambeault dépose sur le bureau des rapports du comité d'intérêt local sur les projets de loi suivants :

Acte autorisant le barreau de la province de Québec à admettre après examen Philéas A. Corriveau, au nombre de ses membres.

Acte pour interpréter une certaine donation faite aux Clercs de St-Viateur par l'honorable Barthélémi Joliette et son épouse.

Acte pour lever certains doutes au sujet de l'acte 44-45 Vict., chap. 32, concernant l'annexion à la municipalité des townships unis de Stoneham et Tewkesbury, d'une certaine partie de la paroisse de St-Edmond de Stoneham.

Acte amendant l'acte de la présente session, intitulé : Acte pour constituer la " Compagnie du pont St-Léonard," et l'autoriser à prélever des taux de péage sur un pont qu'elle a construit sur la rivière Nicolet, près du village de la paroisse de St-Léonard, comté de Nicolet.

Ce dernier projet est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

Les deux projets de loi qui suivent sont adoptés dans les formes réglementaires :

Acte modifiant le ch. 25, des statuts refondus pour le Bas-Canada.

Acte pour modifier la loi 44-45 Vict., ch. 27, intitulée : Acte concernant la barreau de la province de Québec.

Le projet de loi relatif à la bibliothèque de la Législature est adopté en 2e délibération et l'examen en comité, est fixée à demain.

DÉPÔT D'UN PROJET DE LOI.

L'honorable M. Ross dépose sur le bureau un projet de loi pour modifier les lois concernant le ministère de l'agriculture et des travaux publics.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du lundi, le 19 mai 1884.

SOMMAIRE :—Dépôt de rapports de comité.—Transmission de projets de loi.—
Ajournement à l'occasion de la mort de l'honorable Louis Panet.

PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉ.

L'honorable M. Archambeault dépose des rapports du comité d'intérêt local sur les projets de loi suivants :

Acte concernant les commissaires d'écoles d'Hochelaga.

Acte ratifiant et confirmant certaines résolutions des actionnaires de la compagnie des cotons de Montréal.

Acte pour ériger en municipalité, la paroisse de St-Maxime du Mont-Louis avec d'autres postes environnants et le township Denoue, dans le comté de Gaspé, et pour d'autres fins.

Acte modifiant l'act 39 Victoria, chapitre 50, constituant la cité de Sherbrooke, tel que déjà amendé par l'acte 40 Victoria, chapitre 27, et l'acte 42-43 Vict., ch. 60.

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants sont transmis par l'Assemblée législative au Conseil législatif :

Acte pour modifier la loi de cette province 43-44 Vict., ch. 10, concernant les enquêtes des coroners.

Acte constituant l'association de prévoyance et de secours mutuels des bouchers de Montréal.

Acte pour modifier la loi 23 Vict., ch. 75, et les diverses autres lois qui modifient cette loi et contenant des dispositions relatives à la corporation de la ville de Sorel.

Acte pour réduire le capital-actions de la compagnie de prêt et d'hypothèque de Montréal.

L'HONORABLE M. LOUIS PANET.

L'honorable M. **Ross**—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics*.—Honorables messieurs, pour la deuxième fois depuis l'ouverture de la présente session, j'ai le pénible devoir de faire entendre des paroles de deuil et de regret à l'occasion du décès de quelques-uns de ceux qui depuis l'inauguration de la confédération, siégeaient à côté de nous dans cette Chambre.

La tombe s'est à peine fermée sur la dépouille de nos collègues, les honorables messieurs Proulx et Dostaler, que nous apprenons le décès de notre doyen à tous, par l'âge et par la durée de la carrière politique, l'honorable M. Louis Panet.

Vous avez encore présent à la mémoire, honorables messieurs, le courage dont notre regretté collègue fit preuve lorsqu'il vint pour la dernière fois, prendre part à nos délibérations et les touchantes marques de respect dont il fut entouré en cette circonstance. Il y a de cela au-delà de deux ans. On pensait alors, que sa vie allait bientôt s'éteindre, mais sa forte constitution triomphant de l'âge et des infirmités, permit à ses arrières petits enfants de couronner encore une fois ses cheveux blancs à l'occasion de sa quatre-vingt-dixième année.

La carrière politique de M. Panet date de 1852 : C'est dire qu'il prit part aux événements qui ont marqué le dernier quart de siècle et qui politiquement et commercialement parlant ont complètement transformé notre pays.

Comme témoignage du respect que nous professons pour la mémoire de l'honorable représentant de la division de LaSalle, et comme marque de regret que sa mort cause à tous ses collègues du Conseil législatif, je propose que cette honorable Chambre s'ajourne maintenant.

L'honorable M. **Archambeault**—*conseiller pour Repentigny*.—Je me fais un devoir d'appuyer cette proposition.

Le Conseil législatif a perdu, par la mort de M. Panet, un grand citoyen et un de ses membres les plus utiles. Il était le descendant d'une ancienne famille qui a joué un rôle éminent dans la société et dans la politique de notre pays. Celui dont nous regrettons la perte n'a pas dégénéré sur ces ancêtres. C'était avant tout un homme d'esprit, aimable, et qui avait su se concilier l'estime de ses concitoyens et surtout celle de ses collègues. Puisse son successeur ne pas nous faire regretter davantage la perte que nous venons de faire.

L'honorable M. **Starnes**—*conseiller pour Salaberry*.—Il a été de notre devoir depuis le commencement de cette session de nous ajourner déjà à l'occasion de la mort de deux de nos collègues, MM. Proulx et Dostaler. Aujourd'hui nous avons encore le regret d'enregistrer une nouvelle perte bien pénible.

J'ai eu le plaisir de siéger depuis 1867, comme collègue de feu l'honorable M. Panet. Les rapports que j'ai eus avec l'honoré défunt ont été toujours des plus sympathiques et des plus bienveillants.

M. Louis Panet appartient à une vieille famille française de la province. Son père a occupé les fonctions si élevées de président de cette Chambre.

M. Panet a su toujours conserver notre profonde estime et notre respect le plus inaltérable.

Je dirai comme mon honorable collègue, M. Archambeault, j'espère que le successeur du regretté défunt, méritera toutes nos sympathies et tout notre respect.

La proposition d'ajournement est adoptée.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du mardi, le 20 mai 1884.

SOMMAIRE :—Dépôt de rapports de comite.—Adoption définitive et en 2e délibération de divers projets de loi.—Transmission de projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉ.

L'honorable M. Archambeault dépose des rapports du comité d'intérêt local sur les projets de loi suivants : 4

Acte autorisant Dame Marie J. Thérèse LaRoque et son époux, J. Aldéric Ouimet, écr., à vendre ou autrement aliéner certaines propriétés substituées.

Acte constituant la compagnie des transports et des mines des rivières du Lièvre et Outaouais.

Ces deux projets ainsi que ceux qui suivent sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Acte autorisant le barreau de la province de Québec à admettre après examen Philéas A. Corriveau au nombre de ses membres.

Acte pour interpréter une certaine donation faite aux Clercs de St Viateur par l'honorable Barthelémi Joliette et son épouse.

Acte pour lever certains doutes au sujet de la loi 44-45 Vict., ch. 32, concernant l'annexion à la municipalité des townships unis de Stoneham et Tewkesbury, d'une certaine partie de la paroisse de St-Edmond de Stoneham.

Acte ratifiant et confirmant certaines résolutions des actionnaires de la compagnie des cotons de Montréal.

Acte pour ériger en municipalité la paroisse de St-Maxime du Mont Louis avec d'autres postes environnants et le township Denoue, dans le comté de Gaspé, et pour d'autres fins.

Acte pour modifier la loi 39 Vict., ch. 50, constituant la cité de Sherbrooke, tel que déjà modifié par la loi 40 Vict., ch. 27, et la loi 42-43 Vict., ch. 60.

Les projets de loi suivants sont adoptés en 2e délibération et renvoyés au comité d'intérêt local, à l'exception du premier :

Acte pour modifier la loi de cette province 43-44 Vict., ch. 10, concernant les enquêtes des coroners.

Acte pour constituer l'association de prévoyance et de secours mutuels des bouchers de Montréal,

Acte pour modifier la loi 23 Vict., ch. 75, et les diverses autres lois modifiant cette loi et contenant des dispositions relatives à la corporation de la ville de Sorel.

Acte réduisant le capital-actions de la compagnie de prêt et d'hypothèque de Montréal.

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

L'Assemblée législative transmet les projets de loi suivants au Conseil :

Acte pour détacher une certaine partie du canton de Tingwick, comté d'Arthabaska, et l'annexer à la municipalité du canton de Chester-ouest pour les fins municipales et scolaires.

Acte pour modifier la loi constituant la compagnie du chemin de fer de Leeds et des cantons de l'est.

Acte pour abroger la douzième section du chapitre 22 des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant le bon ordre dans et près les endroits consacrés au culte public.

La séance est levée.

o

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du mercredi, le 21 mai 1884.

SOMMAIRE :—Dépôt de rapports de comité.—Transmission de projets de loi.—
Adoption définitive et en deuxième délibération de divers projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉ.

L'honorable M. Archambeault dépose divers rapports du comité d'intérêt local sur les projets de loi qui suivent :

Acte constituant la société d'hygiène de la province de Québec.

Acte constituant la ville de Ste-Cunégonde.

Ces deux projets, ainsi que ceux qui suivent sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Acte pour constituer la paroisse de St-Joachim de Shefford en municipalité pour les fins municipales et scolaires.

Acte concernant les commissaires d'écoles d'Hochelaga.

Acte pour modifier la loi 32 Vict, ch. 26, intitulée : Acte pour pourvoir à l'interdiction et à la réclusion des ivrognes d'habitudes.

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

L'Assemblée législative transmet les projets de loi suivants au Conseil législatif :

Acte autorisant la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu Jean-Baptiste Renaud.

Acte modifiant de nouveau le statut de cette province 43-44 Vict., ch. 50, intitulé : Acte pour constituer la compagnie du chemin de fer Union Jacques-Cartier.

Acte pour annexer le No. 1,698 des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la ci-devant paroisse de Montréal, à la municipalité du village de Notre-Dame de Grâce-ouest.

Les projets de loi qui suivent sont adoptés en 2e délibération.

Acte modifiant la loi de cette province 45 Vict., chap. 51, intitulée :
Acte concernant les compagnies d'assurance mutuelle contre le feu.

Acte pour détacher une certaine partie du canton de Tingwick, comté
d'Arthabaska et l'annexer à la municipalité du canton de Chester-ouest,
pour les fins municipales et scolaires.

Acte pour modifier la loi constituant la compagnie du chemin de fer
de Leeds et des cantons de l'Est.

Acte pour abroger la 12e section du chap. 22 des statuts refondus du
Bas-Canada, concernant le bon ordre dans et près les endroits consacrés
au culte public.

La Chambre s'ajourne à vendredi.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du vendredi, le 23 mai 1884.

SOMMAIRE :—Dépôt de rapports de comité.—Adoption définitive et en deuxième
délibération de divers projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉ.

L'honorable M. Archambeault dépose divers rapports sur les projets
vivants, lesquels sont définitivement adoptés dans les formes régle-
mentaires, à l'exception du dernier :

Acte pour constituer l'association de prévoyance et de secours
mutuels des bouchers de Montréal.

Acte pour modifier la loi 38 Vict., ch. 77, intitulée : Acte pour modi-
fier la loi 27 Vict., ch. 24, intitulée : Acte pour ériger le village de
Beauharnois en ville.

Acte ratifiant les obligations émises par la compagnie de filature de Ste-Anne, Hochelaga, et autorisant les directeurs de cette compagnie à hypothéquer sa propriété immobilière.

Acte réduisant le capital-actions de la compagnie de prêt et d'hypothèque de Montréal.

Acte modifiant la loi 44-45 Vict., de cette province, ch. 89, à l'effet de substituer le nom de David Lamontagne, de la paroisse de Ste-Marie, à celui de François Gosselin et pour d'autres fins.

Le projet pour modifier la loi de cette province 43-44 Vict. ch. 10, concernant les enquêtes des coroners est définitivement adopté dans les formes réglementaires ; ainsi que le projet pour abroger la 12e section du ch. 22 des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant le bon ordre dans et près les endroits consacrés au culte public.

Les projets de loi qui suivent sont adoptés en 2e délibération :

Acte pour modifier les lois concernant le département de l'agriculture et des travaux publics.

Acte modifiant de nouveau le statut de cette province 43-44 Vict., chap. 50, intitulé : Acte pour constituer la compagnie du chemin de fer union Jacques-Cartier.

Acte pour annexer le No. 1698 des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la ci-devant paroisse de Montréal, à la municipalité du village de Notre-Dame de Grâces-ouest.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du lundi, le 26 mai 1884.

SOMMAIRE :—Dépôt de rapports de comité.—Adoption définitive de deux projets de loi.

PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

L'honorable M. Webb dépose des rapports sur les deux projets de loi qui suivent :

Acte pour détacher une certaine partie du canton de Tingwick,

comté d'Arthabaska, et l'annexer à la municipalité du canton de Chester-ouest pour les fins municipales et scolaires.

Acte pour annexer le No. 1,698 des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la ci-devant paroisse de Montréal à la municipalité du village de Notre-Dame de Grâces-ouest.

Ce dernier projet, ainsi que le suivant, sont définitivement adoptés dans les réglementaires :

Acte pour modifier la loi 44-45 Vict. de cette province, ch. 89, à l'effet de substituer le nom de David Lamontagne, de la paroisse de Ste-Marie, à celui de François Gosselin et pour d'autres fins.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du mardi, le 27 mai 1884.

SOMMAIRE :—Dépôt de rapports de comité.—Discussion d'une adresse touchant la question des licences : les honorables MM. Champagne, de Boucherville, Rémillard, Starnes et Ross.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRUÈRE

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉ.

L'honorable M. Webb dépose des rapports sur les projets de loi qui suivent :

Acte pour modifier de nouveau le statut de cette province 43-44 Vict., ch. 50, intitulé : Acte pour constituer la compagnie de chemin de fer Union Jacques-Cartier.

Acte pour modifier la loi constituant la compagnie du chemin de fer de Leeds et des cantons de l'Est.

Le premier de ces projets est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

LA LOI DES LICENCES ET LES RÉCLAMATIONS DE LA PROVINCE.

L'honorable M. **Champagne** — *conseiller pour Mille-Isles*. — J'ai l'honneur de proposer qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de la Chambre :

Copie du jugement rendu le ou vers le 7 mai courant, à la cour supérieure, à Montréal, dans une cause de Lamb vs. The Export Lumber Company.

Copie des mémoires présentés par le gouvernement provincial au gouvernement fédéral, au sujet des réclamations de la province de Québec, et aussi copie de la correspondance échangée à ce sujet entre les deux gouvernements.

Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de cette province, au sujet de l'acte des licences pour la vente des liqueurs, 1883.

Honorables messieurs, mon intention n'est pas de demander à cette Chambre d'intervenir dans les questions qui sont actuellement pendantes devant les tribunaux, mais de m'enquérir de cette affaire qui est d'une immense importance pour la province de Québec. L'on sait que la Législature de Québec, considérant qu'un grand nombre d'hommes faisaient de grands profits avec le commerce, adopta une loi en 1882 qui n'a pas eu son exécution. Cette loi destinée à donner au-delà de \$100,000 de revenu, n'en a donné encore que quelques milliers, les corporations commerciales ayant résolu de ne pas payer et ayant contesté la constitutionnalité de cette loi. Le gouvernement a voulu maintenir que cette loi était constitutionnelle, de là plusieurs poursuites différentes devant les tribunaux. Pourquoi ne pas avoir pris une seule poursuite ; le fait d'avoir intenté plusieurs procès, je dois l'avouer, m'a un peu étonné, et je me suis enquis à cette époque des raisons qui faisaient faire plusieurs procès.

J'ai appris que le gouvernement avait demandé aux corporations commerciales de s'entendre afin de n'avoir les frais que d'une seule cause. Mais en attendant le règlement de cette cause, les corporations devaient payer ce qu'elles devaient au trésor provincial en vertu de cette loi. Les corporations ne voulaient pas payer au gouvernement, elles voulaient tout simplement déposer leur argent dans des banques de leur choix, c'était mettre en doute l'honneur et le crédit de la province, et cette proposition a été repoussée. Je n'ai pas l'intention

de discuter le mérite de ces causes, qui est maintenant débattu devant les tribunaux. Je vois par un jugement qui vient d'être rendu par un des honorables juges de Montréal, que la loi a été déclarée constitutionnelle par ce savant juge.

Tout le monde sait, et les honorables membres de cette Chambre savent qu'il s'est fait beaucoup de bruit au sujet des réclamations de la province auprès du gouvernement fédéral. L'on a dit que la province de Québec était allée mendier auprès du gouvernement fédéral. Lorsque ces paroles ont été prononcées, une voix plus autorisée que la mienne, Sir Hector Langevin, et d'autres membres du gouvernement fédéral, ont protesté contre ces accusations. Lorsqu'en 1841, la province de Québec, qui avait un surplus, se chargeait du déficit de l'autre province, a-t-on dit qu'elle était mendiante ? Lorsque dernièrement la Nouvelle-Ecosse a fait valoir des réclamations, a-t-on dit qu'elle était mendiante ? Honorables messieurs, nos réclamations sont justes ou elles ne le sont pas. Si elles le sont, pourquoi ne pas nous les accorder. On demande un subside sous forme de subvention pour le chemin de fer Q. M. O. & O. On demande aussi de porter le subside de 80 cents à une piastre par tête. Quand au chemin de fer du nord, tout le monde sait dans quelles circonstances il a été construit. Il n'était pas question alors du chemin de fer du Pacifique. L'idée première était de faire un chemin à lisses de bois entre Montréal et St-Jérôme, et ensuite on a décidé de construire un chemin de fer entre Montréal et Ottawa. Tous les hommes politiques comprenaient que cette voie ferrée devait être un chaînon du Pacifique. La construction de ce chemin nous a fait faire des dépenses énormes, ce qui a créé des déficits, et c'est pour combler ces déficits que le gouvernement de Québec demande un subside nouveau au parlement d'Ottawa, qui a profité tout aussi bien que la province de la construction de ce chemin.

On n'a pas craint de dire que la province avait profité de l'occasion où le parlement siégeait à Ottawa et discutait une mesure importante pour faire adopter cette mauvaise mesure. Mais ce n'était pas la première année que ces réclamations étaient demandées. En 1881, le trésorier, dans son discours financier, disait qu'il s'était adressé au gouvernement fédéral. En 1883 la Chambre a adopté à l'unanimité ou du moins à une grande majorité des résolutions demandant une augmentation du subside. Il n'y a aucun doute que la construction de ce chemin nous a fait contracter une forte dette, et, la preuve que les réclamations de la province étaient bonnes, c'est que le gouvernement

fédéral a accordé \$12,000 par mille entre Montréal et Ottawa, et \$6,000 par mille entre Montréal et Québec, et je crois que la province de Québec pourra être satisfaite des argents qu'elle a reçus. Si nous avons réussi c'est que nous sommes bien représentés dans la Chambre fédérale.

L'on a dit que le parti conservateur est responsable de la dette qu'il a créée par sa politique de chemins de fer. Honorables messieurs, le parti conservateur est prêt à en accepter la responsabilité ; les grandes voies ferrées qui sillonnent notre territoire en y répandant la prospérité et en augmentant la valeur de nos terres, sont une justification éclatante de cette belle et grande politique. On a pu différer d'opinion sur des questions de détails, mais aujourd'hui soyons unis pour travailler à la prospérité de la province. Nos adversaires politiques disent que pour équilibrer nos finances, il faut recourir à la taxe directe ; avant d'arriver à cette mesure extrême, le peuple a droit de demander que nous fassions disparaître les dépenses inutiles et que nous prenions les moyens d'obtenir du gouvernement fédéral l'augmentation de subside à laquelle nous avons droit.

La position financière de la province n'est pas désespérée ; il y a encore assez de vitalité, assez de patriotisme dans le parti conservateur pour sortir de l'impasse où nous sommes. Mais il faut pour cela, faire cesser ces divisions regrettables qui existent parmi nous, il faut que l'on finisse de nous vilipander et de nous représenter comme des hommes indignes de la confiance populaire.

A quoi bon toutes ces récriminations ; si nous voulions suivre cet exemple, combien d'actes ne trouverions-nous pas qui ont été accomplis de bonne foi par les gouvernements précédents depuis quinze ans et qui n'ont pas eu d'aussi bons résultats que ceux que l'on espérait.

Il nous faut marcher avec entente et désintéressement comme au temps glorieux des Lafontaine, des Morin et des Cartier.

Nous avons pu différer d'opinion sur la vente du chemin de fer du Nord, mais maintenant la chose est faite, ce que nous devons faire, c'est de marcher la main dans la main, et de travailler de toutes nos forces à faire le bonheur de la province de Québec et à obtenir le subside d'une piastre par tête basé sur le recensement de 1881.

Elles s'imposent d'elles-mêmes les raisons qui ont été données par les pères de la confédération pour fixer le subside au taux que nous demandons et elles font voir que nous avons parfaitement raison. Sir A. T. Galt, alors ministre des finances, disait " que les 80 centins par

“ tête étaient destinés à indemniser les gouvernements locaux des frais “ de l'administration de la justice et de l'entretien des hôpitaux et des “ institutions de charité,” cette indemnité devant servir à remplacer les droits de douanes transférés au gouvernement fédéral. Mais, aujourd'hui, les choses sont bien changées ; les frais d'administration de la justice et les frais d'entretien des hôpitaux, etc., ont augmenté considérablement avec le chiffre de la population, et bien que les revenus des douanes aient augmenté dans une grande proportion, notre subside est toujours le même. Cet état de choses est intolérable ; tous les sacrifices que nous faisons pour aider la colonisation, le repatriement et le défrichement de nos terres incultes, deviennent une charge pour nous, en augmentant le chiffre de nos dépenses, et ne sont profitables qu'au gouvernement de la Puissance qui voit par là ses revenus augmentés tous les jours. Voilà pourquoi il nous faut porter le chiffre de cette indemnité à un dollar par tête, suivant la population des derniers recensements.

En 1868, la première année de la confédération les revenus des douanes se sont élevés à \$11,580,968.25. En 1881, les douanes donnaient \$23,749,114.22.

Ainsi la première année qu'on nous a payé le subside il équivalait à seulement 21½ pour cent du revenu des douanes, qui a augmenté plus considérablement encore que la population. Je suis d'opinion que le gouvernement doit avoir l'appui du peuple de la province de Québec. En portant le subside à un dollar par tête, nous avons une augmentation annuelle de revenu de \$469,774.20 qui, jointe au \$247,166.00 que nous avons obtenu pour nos chemins de fer, donne un total de \$716,940.20, ce qui est plus que suffisant pour couvrir nos déficits. Quant aux autres \$120,000.00, nous avons lieu d'espérer d'après le jugement qui vient d'être rendu que nous les obtenons.

Il y a des gens qui crient que la province s'en va à la banqueroute, qu'elle ne pourra pas équilibrer ses dépenses et ses revenus. Honorables messieurs, ceux qui tiennent ce langage ne sont pas des patriotes ; ce n'est pas un langage patriotique, et cette tactique ne peut être bonne pour des gens qui ont à cœur les intérêts de cette province.

Depuis quelque temps, honorables messieurs, un cri d'alarme a été jeté, l'on a dit que l'autonomie de notre province était menacée par les empiétements du pouvoir fédéral. Les uns croient que ces craintes sont puériles, d'autres les ont peut-être exagérées. Pour ma part, je regrette

de le dire, certains actes du parlement fédéral sont de nature, sinon à nous alarmer, du moins à nous mettre en garde.

C'est peut-être un essai que l'on a voulu faire ; on a peut-être voulu voir si le sentiment national était endormi dans notre population : il arrive quelquefois que l'on sonne une fausse alarme pour voir si les pompiers seront prompts à se rendre à l'appel. Un capitaine, en campagne, simulera l'approche de l'ennemi, pour éprouver la valeur de ses soldats. Si c'est cela qu'on a voulu faire, l'on a dû s'apercevoir que dans la province de Québec, il y a unité d'idée et d'action, lorsqu'il s'agit de conserver nos droits et nos privilèges, et s'il est vrai de dire qu'à quelque chose malheur est bon, si le danger devenait menaçant, nous verrions au moins, tous les hommes de cœur, tous ceux qui aiment leur pays, à quelque parti politique et à quelque nationalité qu'ils appartiennent, mettre de côté ces misérables chicanes qui nous ruine, et qui font notre honte, pour travailler ensemble et d'un commun accord pour conserver ce que nous avons de plus cher.

L'honorable M. **DeBoucherville**—*conseiller pour Montarville*.—Je ne me lève pas pour parler contre mon honorable ami, mais je veux seulement faire remarquer que celui qui a dit que la province de Québec était mendiante l'a dit sans y réfléchir.

L'honorable M. **Rémillard**—*conseiller pour La Durantaye*.—Je partage complètement les opinions de mon honorable ami le conseiller pour Mille-Isles, excepté pour ce qui a rapport à la politique des chemins de fer. Je crois que le parti libéral a toujours été favorable à la politique des chemins de fer, et qu'il a aussi beaucoup contribué à l'avancement de cette politique, surtout lorsqu'il s'est agi de la construction du chemin de fer du Nord, pour lequel nous avons fait de grands sacrifices.

La province devait s'attendre que le gouvernement fédéral prendrait la dette de ce chemin, il était entendu que le Pacifique passerait par Ottawa et Montréal, et qu'il achèterait notre chemin provincial. J'ai approuvé le gouvernement lorsqu'il est allé à Ottawa réclamer le remboursement d'une partie de l'argent dépensé pour ce chemin. Je crois que cette demande était juste et que le gouvernement y a mis toute son énergie. Le parlement d'Ottawa aurait dû nous accorder tout le montant qui était demandé, et la province de Québec ne devait pas être considérée comme mendiante, lorsqu'elle faisait cette demande

auprès du gouvernement fédéral. Je crois que le subside de 80 centins par tête n'est pas assez élevé, 80 centins c'était assez pour les dépenses du temps, mais ce n'est pas assez à présent, et il serait injuste de taxer pendant que le gouvernement fédéral a de l'argent à n'en savoir que faire.

Avant de m'asseoir, je ferai remarquer à cette honorable Chambre que deux adresses avaient été présentées dans l'autre Chambre : une proposée par l'opposition et l'autre par la droite, touchant les sujets qui sont énumérés dans la présente proposition. Il aurait été peut-être préférable d'en faire autant.

L'honorable M. **Starnes**—*conseiller pour Salaberry*.—Je dois dire d'abord que j'ai entendu avec plaisir l'honorable membre pour Mille-Isles nous parler de la question de la taxe des corporations commerciales. A ce sujet, je me permettrai de dire que le dernier trésorier demanda aux corporations commerciales de déposer leur argent dans les banques au crédit du gouvernement, leur disant en même temps qu'il attendrait la décision d'un *test case*. Elles refusèrent. Je ne vois pas pourquoi elles ont refusé un arrangement qui nous paraissait si satisfaisant.

Honorables messieurs, nous devons des remerciements aux députés qui représentent cette province à Ottawa pour le zèle qu'ils ont déployé en notre faveur.

L'honorable membre pour Mille-Isles a dit qu'il n'était pas patriote de crier partout que la province s'en allait à la banqueroute. Je suis de son opinion à ce sujet. Je ne doute pas, honorables messieurs, que nos réclamations seront écoutées devant le conseil privé.

L'honorable M. **Ross** — *conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics*.—Je dois dire d'abord que le gouvernement se rendra avec plaisir à la demande de l'honorable conseiller pour Mille-Isles.

Je féliciterais la province du jugement qui a été rendu à propos des corporations commerciales, s'il devait être définitif, mais je me bornerai dans les circonstances, à espérer que le jugement en dernière instance sera le même que celui-ci.

Pour ce qui est de la correspondance au sujet des réclamations de la province, je crois qu'elle est passablement connue à l'heure qu'il est ainsi que les résultats qu'elle a donnés. Lorsque nous avons fait cette de-

mande nous avons la conviction d'être dans le vrai, et de demander ce qui nous appartenait.

L'on a traité la province de Québec de mendiante et comme l'honorable conseiller pour Montarville l'a dit, je crois que celui qui a prononcé cette parole le faisait sans y réfléchir, mais elle a été répétée sur bien des tons dans cette province, elle a été répétée avec des sentiments de rancune, avec des sentiments qui n'auraient jamais dû exister dans l'esprit de qui que ce soit.

Honorables messieurs, si nous n'avons pas réussi dans tout ce que nous demandions, nous avons du moins réussi largement et nous avons lieu d'espérer pour l'avenir. J'ai la plus grande confiance dans le succès de notre cause, et j'espère que j'aurai raison d'être satisfait du résultat final de nos demandes.

On a parlé du chemin de lisses de bois de St-Jérôme comme étant la base d'où est partie l'idée de construire le chemin de fer du Nord. Eh bien, je dirai que ce n'est pas le chemin de St-Jérôme qui en a donné l'idée mais le chemin des Piles, d'où nous sommes arrivés au chemin de St-Jérôme et au grand chemin provincial. Que ceci soit dit sans vouloir blesser en quoi que ce soit l'amour-propre local qui anime ou qui a pu animer mon honorable ami le conseiller pour Mille-Isles. Il est trop indulgent pour ne pas me pardonner de relever cette petite inexactitude historique au bénéfice du district où je demeure, qui a bien eu sa large part de tribulations à propos de cette entreprise de voie ferrée.

La proposition de l'honorable M. Champagne est adoptée.

Le projet de loi pour détacher une certaine partie du canton de Tingwick, comté d'Arthabaska, et l'annexer à la municipalité du canton de Chester-Ouest, pour les fins municipales et scolaires, est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

Le projet de loi pour autoriser la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu Jean-Baptiste Renaud, est adopté en 2^e délibération et renvoyé au comité d'intérêt local.

La séance est levée.

CONSEIL LÉGISLATIF.

Séance du mercredi, le 28 mai 1884.

SOMMAIRE :—Transmission de projets de loi.—Message de l'Assemblée législative.—Adoption définitive et en deuxième délibération de projets de loi.

PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

L'Assemblée législative transmet les projets de loi qui suivent au Conseil législatif :

Acte relatif aux chemins à barrières de Québec.

Acte modifiant la loi de cette province, 46 Vict. ch. 8, concernant l'administration des terres publiques avoisinant les cours d'eau non navigables et les lacs de la province de Québec, et l'exercice des droits de pêche dans ces cours d'eau et ces lacs.

MESSAGE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Le message suivant est reçu de l'Assemblée législative :

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Québec, le 26 mai 1884.

Résolu, Que cette Chambre ne concoure pas dans l'amendement fait par le Conseil législatif au projet de loi, pour annexer certaine partie de la municipalité de la paroisse de St Damase, dans le comté de St-Hyacinthe, à la municipalité de la paroisse de St-Jean-Baptiste, dans le comté de Rouville, pour les fins municipales, scolaires, judiciaires, électorales et d'enregistrement pour les raisons suivantes :

Parce qu'il aurait pour effet de priver de leur franchise électorale, les citoyens de la partie de la municipalité de la paroisse de St-Damase dans le comté de St-Hyacinthe, qu'il s'agit d'inclure dans la municipalité de la paroisse de St-Jean-Baptiste, dans le comté de Rouville.

Parce que l'amendement change la nature du projet, le convertissant en projet d'intérêt particulier, de loi publique qu'il était, et en enlève le but principal.

Ordonné, Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif, communiquant à leurs Honneurs les raisons pour lesquelles cette Chambre ne concourt pas dans le dit amendement, et que le greffier porte le dit message.

(Attesté,)

L. DELORME,
G. A. L.

Ce message sera demain l'objet d'une délibération.

Le projet de loi pour modifier la loi constituant la compagnie du chemin de fer de Leeds et des cantons de l'Est est définitivement adopté dans les formes réglementaires, ainsi que le projet pour modifier les lois concernant le département de l'agriculture et des travaux publics.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du jeudi, le 29 mai 1884.

SOMMAIRE :—Dépôt de rapports de comité et adoption définitive de projets de loi.—Rappel au règlement au sujet de la nature du projet de loi relatif aux chemins à barrières de Québec.—Décision de M. le président.—Adoption en deuxième délibération d'un projet de loi.—Transmission d'un projet de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉ.

Des rapports du comité d'intérêt local sur les projets de loi suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre.

Acte pour autoriser la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu Jean-Baptiste Renaud.

Acte pour modifier la loi 23 Vict., ch. 75, et les diverses autres lois modifiant cet acte et contenant des dispositions relatives à la corporation de la ville de Sorel.

Ces deux projets sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires.

Sur proposition de l'honorable M. Archambeault, le projet de loi pour autoriser la grande loterie de coionisation est retiré.

L'honorable M. Hearn propose l'adoption, en deuxième délibération, du projet de loi relatif aux chemins à barrières de Québec.

L'honorable M. de Boucherville propose le renvoi à six mois.

L'honorable M. Starnes formule un rappel au règlement et demande la décision de M. le président sur la question de savoir si ce projet est d'intérêt particulier ou public.

M. le Président.—Honorables messieurs, la question à propos de laquelle cette Chambre demande une décision est de savoir si le projet de loi intitulé acte relatif aux chemins à barrières de Québec est un projet d'intérêt particulier ou général.

Quoique cette question à première vue semble assez facile à décider, cependant elle offre des difficultés plus grandes qu'on ne serait porté à le croire.

En consultant les autorités, on voit qu'en effet, il s'élève des difficultés pour savoir à quelle classe appartient un projet, c'est ce que constate May, quand il dit : " But while the distinction between public and " private bills may be thus generally defined, considerable difficulties " often arise in determining to what class particular bills properly belong."

Comme règle générale, on peut dire que lorsqu'un projet de loi se rapporte à des matières d'intérêt public et ne concerne pas une corporation ou le bénéfice de personnes en particulier, il sort de la catégorie des projets d'intérêt privé.

Il y a une autre classe de projets qui sont quasi privés et auxquels on a donné le nom de projets hybrides." M. Bourinot les définit ainsi : " They are generally bills for carrying out national works or relating to " crown property or other public works in which the government is concerned."

Or à quelle catégorie de projets de loi appartient l'acte relatif aux chemins à barrières de Québec ? Pour répondre à cette question, je dois remonter à la loi qui, primitivement, a donné l'existence à la commission des chemins à barrières, car le projet actuel ne fait qu'amender les lois antérieures.

C'est le conseil spécial qui par une ordonnance a voulu pourvoir à l'amélioration de certains chemins dans le voisinage de la cité de Québec.

En 1853, le parlement du Canada a décidé d'étendre les dispositions de l'ordonnance à certains autres chemins au nombre de dix.

Par un acte subséquent passé en 1855, de plus amples pouvoirs sont accordés aux syndics des chemins à barrières de Québec et de la rive Nord, et ces pouvoirs sont étendus à la rive sud du St-Laurent.

Par un autre acte passé en 1857, je constate que les syndics des chemins à barrières de Québec ont été divisés en deux commissions distinctes appelées " Les syndics des chemins à barrières de la rive Nord à Québec," et " Les syndics des chemins à barrières de la rive-Sud à Québec." La nomination des syndics appartient au gouvernement, et par la section 11 de cet acte, les syndics de la rive Sud sont autorisés à emprunter une somme n'excédant pas sept mille louis, aux fins de compléter le chemin et les améliorations commencées. La section 14 dit que les syndics seront considérés comme officiers responsables de deniers publics, sous l'acte pour assurer l'audition plus efficace des comptes publics, et qu'ils mettront leurs comptes devant le bureau d'audition.

En consultant les journaux de la Chambre et du Conseil législatif, je constate que ces différents projets de loi concernant les chemins à barrières à Québec ont été regardés par les deux Chambres comme projets publics. En me basant sur ce précédent en particulier, je crois que le projet actuel doit être classé dans la catégorie des projets plutôt publics que privés, car la loi originaire se rapporte à des travaux qui ne concernent pas seulement une localité mais un grand nombre de localités sur les deux rives du St-Laurent. Cette loi n'est pas faite seulement pour le bénéfice de quelques personnes en particulier, mais au profit d'un grand nombre. Il y a du reste des précédents en Angleterre. Je citerai " Bourke, Parliamentary precedents, page 84 :

" When a bill proposed to give to the Board of trade powers of taxing
" the inhabitants of several towns for certain purposes and to confer
" upon it powers affecting private Rights exercised under the authority
" of acts of Parliament it was decided that notices were not necessary
" but that all persons whose interests were affected by the bill would be
" entitled to be heard and that it would be convenient that they should
" be heard before a select committee."

Je citerai aussi Todd, législation privée, qui dit, page 9. " La pratique suivie au Canada a toujours été de considérer comme public,
" bien que d'une nature locale ou personnelle dans leurs opérations,

“ tous les projets relatifs à la représentation, à l'administration de la justice, etc., etc.”

“ Il en est de même des projets relatifs aux commissions, (trusts) du gouvernement, ou aux travaux publics placés sur le contrôle de l'exécutif.”

A l'appui de cette opinion, M. Todd cite en particulier le projet des chemins à barrières de Montréal (1861), qui a été considéré comme projet de loi public, tel que l'avait été auparavant l'acte relatif aux chemins à barrières à Québec. Du reste, je dirai que la Législature du Canada a sanctionné elle-même le principe que le projet dont il est maintenant question peut-être déposé comme projet de loi public, car la clause 15 de l'acte de 1857 concernant la commission des chemins à barrières à Québec, se lit comme suit : “ Le présent acte sera censé être un acte public.” Je crois qu'il ne peut pas y avoir de meilleur précédent.

Tout en considérant le projet actuel comme projet public, je crois qu'il devrait être renvoyé à un comité spécial devant lequel les personnes intéressées pourraient être entendues : c'est ce qui a été suggéré en Angleterre par le président de la Chambre des communes en 1857, à propos du projet cité par M. Bourke.

Voici les paroles du président, (page 88) : “ If each harbour had been dealt with by a separate bill it would have been liable to all the rules and orders affecting private bills, but under the circumstances of this measure no notices are required but the parties whose interests are affected by the bill will be entitled by the rules of the House, to be heard, and it will be more convenient for them to be heard before a select committee.”

Avec la permission de la Chambre, l'honorable M. de Boucherville retire la proposition en amendement, demandant que la seconde lecture du projet n'ait lieu que dans six mois.

Le projet de loi est ensuite renvoyé à un comité spécial composé des honorables messieurs Wood, Rémillard, Webb, Champagne, Méthot, Dorion et Hearn. Ce comité pourra entendre toute personne intéressée dans ce projet de loi.

Le projet de loi pour modifier la loi de cette province 46 Vict. ch. 8, concernant l'administration des terres publiques avoisinant les cours d'eau non navigables et les lacs de la province de Québec et l'exercice

des droits de pêche dans ces cours d'eau et ces lacs, est adopté en 2e délibération.

Le message de l'Assemblée législative au sujet de l'amendement fait par le Conseil législatif au projet de loi pour annexer certaine partie de la municipalité de la paroisse de St-Damase, dans le collège électoral de St-Hyacinthe, à la municipalité de la paroisse de St-Jean-Baptiste, dans le collège électoral de Rouville, pour les fins municipales, scolaires, judiciaires, électorales et d'enregistrement, est renvoyé à un comité spécial composé des honorables messieurs Archambeault, Webb, Méthot et Champagne, avec instruction d'examiner le message et de faire rapport à cette Chambre.

M. le président dépose le rapport annuel de l'union St-Joseph de Notre-Dame de Beauport.

TRANSMISSION D'UN PROJET DE LOI.

L'Assemblée législative transmet au Conseil le projet de loi suivant :

Acte concernant les compagnies à fonds social et la protection des personnes qui y font des placements.

La séance est levée.

CONSEIL LÉGISLATIF.

Séance du vendredi, le 30 mai 1884.

SOMMAIRE :—Adoption définitive et en deuxième délibération de divers projets de loi.—Adresse de bienvenue à Son Excellence le marquis de Lansdowne, gouverneur général du Canada : l'honorable M. Ross.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

Les deux projets de loi qui suivent sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Acte modifiant la loi de cette province 46 Vict., ch. 8, concernant l'administration des terres publiques avoisinant les cours d'eau non-

navigables et les lacs de la province de Québec, et l'exercice des droits de pêche dans ces cours d'eau et ces lacs.

Acte pour modifier la loi de cette province 45 Vict. ch. 51, concernant les compagnies d'assurance mutuelle contre le feu.

ADRESSE DE BIENVENUE.

L'honorable M. **Ross**—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre, commissaire de l'agriculture et des travaux publics*.—J'ai l'honneur, honorables messieurs, de proposer qu'une adresse de bienvenue soit présentée par cette honorable Chambre à Son Excellence le gouverneur général, qui est récemment arrivé dans notre capitale provinciale, où il compte passer quelque temps.

Son Excellence n'a fait que passer à Québec, à son arrivée au Canada, et il a su conquérir les sympathies de tous ceux qui ont eu l'avantage de lui être présentés. Orateur distingué, s'exprimant avec facilité dans les principaux idiomes de l'Europe, notre nouveau gouverneur général brille autant de ces qualités personnelles que par l'éclat de son nom.

Sa Majesté en le choisissant pour le placer à la tête du gouvernement du Canada semble avoir cherché à plaire à tous les habitants de ce pays.

Lord Henry-Charles-Keith-Petty-Fitzmaurice, cinquième marquis de Lansdowne, tient, en effet, par le sang et par l'éducation, aux différentes races du Royaume-Uni et est fils d'une noble dame de descendance française, la baronne de Nairne née de Flahault.

Lord Lansdowne, comme le marquis de Lorne et le comte de Dufferin, a été choisi par Sa Majesté parmi l'élite des hommes de talent et d'avenir de la Grande-Bretagne.

Les membres de cette honorable Chambre seraient heureux, je n'en doute pas, de s'unir aux membres de l'Assemblée législative pour offrir au digne représentant de notre gracieuse Souveraine l'expression de leur dévouement, de leur respect et de leur cordiale loyauté.

J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse de bienvenue soit présentée à Son Excellence le marquis de Lansdowne, gouverneur général du Canada, et qu'un comité spécial composé des honorables messieurs de LaBruère, président, de Boucherville, Starnes, Webb et Ross, soit chargé de préparer cette adresse.

Cette proposition est adoptée.

Séance tenante, le comité soumet le projet d'adresse qui suit, lequel est adopté :

A Son Excellence,

HENRY CHARLES KEITHE PETTY FITZMAURICE,

MARQUIS DE LANSDOWNE,

Gouverneur Général du Canada, etc., etc.

Excellence :

Les membres du Conseil législatif de la province de Québec, réunis en session, saisissent avec empressement l'occasion de la présence dans la capitale de cette province, du plus haut représentant de Sa Majesté en ce pays, pour lui offrir l'hommage de leurs sentiments de loyauté, de dévouement et de respect.

Les habitants de la province de Québec tiennent à honneur de conserver leurs traditions séculaires et ils se font gloire de payer à l'autorité et au talent le tribut de leur fidélité et de leur admiration.

Notre allégeance envers la Couronne d'Angleterre nous est rendue particulièrement agréable et facile par l'heureux choix que Sa Majesté veut bien faire d'hommes distingués comme Votre Excellence et comme ses prédécesseurs immédiats, le Marquis de Lorne et le Comte de Dufferin, pour les placer à la tête du gouvernement du Canada.

Les applaudissements qui ont couvert les premières paroles qu'ait prononcées Votre Excellence à Québec même, en arrivant dans ce pays, vous ont révélé les sentiments de notre population. Notre capitale provinciale où vécurent tant de personnages dont les noms brillent dans l'histoire ; la ville qu'habitèrent les Montmagny, les Frontenac, les Montcalm, les Prévost et les Elgin, a été heureuse de saluer en votre personne, non seulement le digne représentant de Sa Majesté la Reine, mais encore le descendant d'une famille qui, depuis le douzième siècle, s'est distinguée au service de la patrie, et dont la belle devise : *Virtute non verbis* n'empêche pas ses membres de se distinguer par l'éloquence comme il a été donné aux habitants de ce pays de le constater.

Vous ne trouverez peut-être rien ici, Excellence, qui puisse vous rappeler Bowood Park, Calne Dereen ou Kenmare, mais en Canada comme dans le Royaume-Uni, à Québec, comme à Wilts et à Londres, vous trouverez toujours la plus respectueuse et la plus cordiale sympathie.

Les Canadiens sont issus des races du Nord de l'Europe et de la race latine et vous voyez, Excellence, les enfants de ces branches de la grande famille humaine, vivre ici dans une parfaite harmonie, à l'ombre du drapeau aimé de la Grande Bretagne. Ce spectacle a fait l'admiration de plus d'un homme d'Etat, et plus vous connaîtrez notre province, plus vous serez convaincu de la sincérité des sentiments de loyauté de ses habitants, de leur fidélité envers notre auguste Souveraine et de l'attachement qu'ils portent à la forme monarchique, constitutionnelle et fédérative du gouvernement qui les régit.

Veuillez nous permettre de vous prier, Excellence, d'offrir à Lady Lansdowne l'hommage de notre profond respect et agréer, pour vous-même et pour votre famille, nos vœux sincères de bonheur.

Avis de l'adoption de cette adresse est donné à l'Assemblée législative, laquelle adopte à son tour la même adresse, en ordonnant l'insertion dans la première ligne des mots "Assemblée législative."

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du lundi, le 2 juin 1884.

SOMMAIRE :—Présentation d'une adresse au gouverneur général —Dépôt d'un rapport de comité au sujet d'un projet de loi.—Adoption, en deuxième délibération, d'un projet de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRUYÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

L'Assemblée législative s'étant rendue dans la salle du Conseil, les présidents des deux Chambres présentent au marquis de Lansdowne l'adresse votée dans la séance d'hier.

Voici la réponse du gouverneur général du Canada :

Monsieur le président et honorables messieurs du Conseil législatif ;

Monsieur le président et honorables messieurs de l'Assemblée législative de la province de Québec.

Je vous remercie au nom de la Souveraine à laquelle nous devons une même fidélité pour vos paroles si pleines de loyauté et de respect.

Cette Souveraine, messieurs, est pour vous comme elle est pour moi, le représentant d'un système politique qui tout en se montrant respectueusement conservateur de ce que la tradition a rendu sacré, a su s'adapter avec un esprit libéral aux exigences du présent.

C'est surtout dans nos vastes colonies, ces colonies sans lesquelles l'Angleterre aurait bien pu devenir un grand entrepôt, mais ne serait pas devenu un grand empire, que ce système politique a produit les plus heureux résultats.

Parmi ces colonies, il n'en est pas une où ce respect pour la tradition a été plus minutieusement gardé que dans la province de Québec, province dont les habitants ont conservé, avec la pleine approbation de la mère-patrie, la langue et les lois de leurs aïeux sans nuire à leur fidélité envers la couronne, sans troubler l'harmonie des deux races dont les intérêts vous sont confiés.

Mes prédécesseurs, que vous avez nommés en termes remplis d'appréciation, ont conservé tous les deux un sentiment de vive affection pour la cité, sentiment qui, j'en ai la conviction, ne quittera jamais leur cœur. Je le comprends sans difficulté. C'est une cité sans égale pour sa beauté et sans rivale pour la splendeur de ses souvenirs.

Quant à nous, messieurs, cette cité a pour moi et pour la marquise par-dessus tout ceci, le charme particulier et ineffaçable que lui prête à nos yeux la réflexion que c'est ici que nos pieds ont touché pour la première fois le sol canadien. Nous n'oublions pas et nous ne saurions oublier l'accueil gracieux et hospitalier que nous donnèrent vos citoyens dans un moment où vos pensées devaient s'occuper plutôt de ceux qui vous quittaient que du successeur inconnu qui arrivait parmi vous.

Messieurs, je vous remercie pour les paroles courtoises dont vous vous êtes servi à mon égard. Leur indulgence me défend de me les approprier.

La puissance fédérale et les provinces constituantes possèdent chacune de son côté une autonomie si libérale que le représentant du gouvernement impérial a le droit d'espérer qu'il se trouvera le plus rarement possible appelé à s'ingérer dans vos affaires. Cette pensée ne lui défend pourtant pas d'espérer aussi qu'il lui sera permis comme chef officiel de la communauté de poursuivre son chemin en sympathie entière non seulement avec le peuple canadien mais avec les législateurs auxquels a été confié le règlement du salut public.

Messieurs, je me félicite d'avoir pu me présenter devant le parlement

de Québec dans la saison pendant laquelle ses membres poursuivent encore avec activité leur tâche solennelle et honorable. Permettez-moi d'exprimer mes souhaits pour le couronnement de vos efforts par des résultats qui pourront ajouter à la prospérité matérielle et à l'avancement général de la province.

Messieurs, la bienvenue que vous avez si gracieusement accordée à Lady Lansdowne l'a touchée profondément. Elle est heureuse d'avoir pu m'accompagner aujourd'hui et elle me charge de vous remercier bien cordialement pour les vœux que vous avez exprimés pour son bonheur et celui de sa famille.

La cérémonie se termine par la présentation des membres des deux Chambres à Lord et à Lady Lansdowne.

DÉPÔT D'UN RAPPORT DE COMITÉ.

L'honorable M. Champagne dépose le rapport suivant :

Québec, 31 mai 1884.

Le comité spécial auquel a été renvoyé le projet de loi, intitulé : Acte " pour annexer certaine partie de la municipalité de la paroisse de St-Damase, dans le comté de St-Hyacinthe, à la municipalité de la " paroisse de St-Jean-Baptiste, dans le comté de Rouville, pour les fins " municipales, scolaires, judiciaires, électorales et d'enregistrement," a l'honneur de faire rapport qu'il y a lieu d'insister sur les amendements faits au projet par le Conseil pour les raisons suivantes :

1. Parce que l'annexion d'une partie du territoire de la dite paroisse de St-Damase, dans le comté de St-Hyacinthe, à la dite paroisse de St-Jean-Baptiste, dans le comté de Rouville, pour les fins municipales et scolaires, n'aurait pas pour effet de priver de leur franchise électorale, les citoyens de la partie de la municipalité de la paroisse de St-Damase, qu'il s'agit d'inclure dans la municipalité de la paroisse de St-Jean-Baptiste.

Que par l'acte électoral de Québec, 38 Victoria, chapitre 7, article 15, il est dit " si une municipalité se trouve située partie dans un district électoral et partie dans un autre, le secrétaire-trésorier de la municipalité " prépare de la même manière pour chacun de ces districts électoraux, " liste alphabétique des personnes qui y sont électeurs " ;

Que si le projet actuel devient loi, la municipalité de St-Jean-Baptiste se trouvant située partie dans le district électoral de Rouville, et partie

dans le district électoral de St-Hyacinthe, le secrétaire-trésorier devra préparer en vertu du dit article 15 de l'acte électoral de Québec, deux listes dont une pour les personnes qui seront électeurs dans St-Hyacinthe, et une autre pour celles qui seront électeurs dans Rouville.

2. Parce que relativement aux projets de loi qui affectent à la fois les intérêts publics et privés, le Conseil législatif, en règle générale, les a considérés comme devant être soumis aux formalités des projets particuliers et qu'il y aurait danger à se départir de cette coutume.

Le tout humblement soumis,

CHS. L. CHAMPAGNE,
Président.

Ce rapport sera pris en considération demain.

Le projet de loi concernant les compagnies à fonds social et la protection des personnes qui y font des placements, est adopté en 2e délibération.

La séance est levée.

CONSEIL LÉGISLATIF.

Séance du mardi, le 3 juin 1884.

SOMMAIRE :—Dépôt d'un rapport de comité.—Transmission de divers projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRUIÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT D'UN RAPPORT DE COMITÉ.

L'honorable M. Hearn dépose le rapport du comité spécial sur le projet de loi relatif aux chemins à barrières de Québec.

Ce projet est adopté en deuxième délibération.

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

L'Assemblée législative transmet au Conseil législatif les projets de loi suivants :

Acte pour modifier de nouveau la loi de la ci-devant province du Canada, 24 Vict., ch. 32, concernant les assurances mutuelles.

Acte pour détacher certaines parties de l'augmentation du canton de Caxton, de la paroisse de St-Barnabé, et les annexer à la paroisse de Ste-Anne d'Yamachiche, dans le collège électoral de St-Maurice, pour toutes les fins quelconques.

Acte pour modifier le code municipal de la province de Québec.

Acte pour modifier la loi 27-28 Vict., ch. 23, relativement aux compagnies à fonds social constituées en vertu d'icelui.

Un message est envoyé à l'Assemblée législative par lequel le Conseil informe cette Chambre, qu'il persiste dans les modifications qu'il a faites au projet de loi pour annexer certaine partie de la municipalité de la paroisse de St-Damase, dans le comté de St-Hyacinthe, à la municipalité de la paroisse de St-Jean-Baptiste, dans le comté de Rouville, pour les fins municipales, scolaires, judiciaires, électorales et d'enregistrement.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du mercredi, le 4 juin 1884.

SOMMAIRE :—Dépôt d'un rapport du comité général de la bibliothèque.—Dépôt d'un rapport du comité des comptes contingents.—Adoption, en deuxième délibération, de divers projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRUIÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

M. le président dépose le rapport suivant du comité général de la bibliothèque :

A l'honorable Conseil législatif :

Le comité général de la bibliothèque a l'honneur de présenter le rapport suivant :

Le comité désire demander au gouvernement s'il ne serait pas opportun d'affecter à l'achat de livres, pour refaire la bibliothèque, ce qui

reste des \$32,000, reçues des compagnies d'assurance, après l'incendie du 19 avril 1883.

Il recommande de nouveau, qu'une partie de l'allocation annuelle ne dépassant pas 500 dollars soit à l'avenir consacrée à l'achat des ouvrages sur l'Amérique, et spécialement des ouvrages canadiens.

Que la liste des livres que l'on se proposera d'acheter soit soumise aux présidents des deux Chambres.

Il croit désirable que la bibliothèque, après avoir été pourvue d'ouvrages de droit parlementaire, revête dans sa formation un caractère général ; mais que l'on ait soin toutefois de n'acquérir dans les différentes branches des connaissances humaines, que les ouvrages considérés comme classiques et dont les auteurs font autorité.

Le comité recommande, en outre, que la littérature légère soit exclue de la bibliothèque.

Il a nommé un sous-comité composé des honorables MM. de LaBruère et Marchand et de M. Faucher de St. Maurice, pour examiner certaines listes d'ouvrages que l'on offre de vendre à la bibliothèque, et l'a autorisé à acheter ceux de ces ouvrages qu'il jugera lui, le sous-comité, nécessaires ou utiles.

Il a réduit son quorum à trois membres à part les deux présidents.

Le tout respectueusement soumis,

J. WURTELE,

P. A. L. Q.

L'honorable M. **Laviolette** dépose sur le bureau du Conseil le 4^e rapport du comité des comptes contingents .

Québec, 4 juin 1884.

Le comité des contingents auquel ont été renvoyés les comptes du Conseil législatif pour la présente session, a l'honneur de vous présenter ce qui suit comme son quatrième rapport.

Votre comité recommande que les honorables MM. Laviolette et Starnes soient chargés d'aider l'honorable président de cette Chambre dans l'achat de la papeterie du Conseil législatif.

Votre comité recommande aussi que, afin de mettre le greffier de cette Chambre en état de rencontrer les dépenses contingentes du

Conseil législatif, il soit demandé à qui de droit, une somme de cinq mille piastres (\$5,000.00.)

Le tout humblement soumis,

J. G. LAVIOLETTE,
Président.

Ce rapport est adopté.

L'honorable M. Laviolette propose qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien émettre son mandat en faveur du greffier de cette Chambre pour la somme de cinq mille piastres (\$5,000), afin de mettre cet officier en état de rencontrer les dépenses contingentes de cette Chambre et dont il rendra compte ci-après.

Cette proposition est adoptée.

Les projets de loi qui suivent sont adoptés en deuxième délibération et renvoyés à divers comités :

Acte pour modifier de nouveau la loi de la ci-devant province du Canada, 24 Vict., ch. 32, concernant les assurances mutuelles.

Acte pour détacher certaines parties de l'augmentation du canton de Caxton, de la paroisse de St-Barnabé, et les annexer à la paroisse de Ste-Anne d'Yamachiche, dans le collège électoral de St-Maurice, pour toutes fins quelconques.

Acte pour modifier le code municipal de la province de Québec.

Le projet de loi concernant les compagnies à fonds social et la protection des personnes qui y font des placements, est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du jeudi, le 5 juin 1884.

SOMMAIRE : — Dépôt de rapports de comité. — Résolutions proposées par les honorables MM. Gérin et Méthot : MM. Gérin, Méthot, Champagne et Ross. — Adoption définitive de divers projets de loi. — Transmission de projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

L'honorable M. Archambeault dépose sur le bureau du Conseil le rapport du comité spécial nommé pour examiner le projet de loi à l'effet de modifier le code municipal.

Le rapport suggère certains amendements, lesquels sont adoptés.

Ce projet de loi est ensuite définitivement adopté dans les formes réglementaires.

L'honorable M. Archambeault dépose sur le bureau de la Chambre un rapport du comité d'intérêt local, sur le projet de loi à l'effet de détacher certaines parties de l'augmentation du township de Caxton, de la paroisse de St-Barnabé, et les annexer à la paroisse de Ste-Anne d'Yamachiche, dans le collège électoral de St-Maurice, pour toutes fins quelconques.

Ce projet de loi est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

L'honorable M. Laviolette dépose sur le bureau du Conseil le rapport suivant du comité des comptes contingents :

Québec, 5 juin 1884.

Le comité spécial auquel ont été renvoyés les comptes contingents du Conseil législatif a l'honneur de présenter ce qui suit comme son cinquième rapport :

Votre comité recommande que la somme de six cents piastres (\$600) soit votée pour compléter la traduction de l'ouvrage de May, " on Parliamentary Practice. "

Votre comité recommande qu'une somme de cinquante piastres soit

payée à MM. Z. Duhamel et F. X. Gagnon, pour leurs services comme directeur et assistant directeur de poste.

Le tout humblement soumis,

J. G. LAVIOLETTE,
Président.

Ce rapport est adopté.

LE TRACÉ DU CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE.

L'honorable M. **Gérin** — *conseiller pour Kennébec*.—J'ai l'honneur de proposer, appuyé par l'honorable M. Méthot, qu'il soit résolu :

Que l'important projet de construire le chemin de fer du Pacifique canadien, de l'océan Pacifique à l'océan Atlantique, a toujours été considéré, depuis son origine, tant par les déclarations répétées du gouvernement fédéral que par les déclarations du Parlement du Canada, comme une grande entreprise nationale, dont la voie serait entièrement construite sur le territoire britannique, afin d'assurer à toutes les provinces de la Puissance les avantages immenses que le trafic de l'ouest, de la Chine et du Japon devait nécessairement conférer.

Que sans cette croyance et cette conviction, les vieilles provinces de la confédération n'auraient pas consenti à s'imposer les sacrifices pécuniaires considérables qu'elles ont faits pour hâter la construction de cette grande voie interprovinciale et transcontinentale.

Que la construction d'une partie de cette voie ferrée, à travers les Etats-Unis, avec l'aide des deniers publics de ce pays, sans passer par les villes importantes de cette province, ne devrait pas être entreprise, sans qu'il soit démontré d'une manière irrécusable, qu'il est impossible d'adopter un tracé entièrement situé sur le territoire de la Puissance.

Que la différence de quelques milles en longueur, dans la construction d'un chemin aussi important et aussi utile à toutes les provinces, en le faisant passer sur leur territoire, ne peut-être un obstacle sérieux pour le commerce, ni pour les intérêts réels de la compagnie qui le construit.

Que cette Chambre, tout en exprimant la confiance qu'elle a que le gouvernement fédéral saura faire respecter les engagements publics de la Puissance du Canada à cet égard, envers la province de Québec et les provinces maritimes, est convaincue que le gouvernement fédéral adoptera les moyens les plus énergiques et les plus complets, afin de

s'assurer, par des examens sérieux et scientifiques, quelle serait la voie la plus courte pour faire passer le chemin du Pacifique sur le territoire de la province de Québec, et le faire arriver aux principaux ports de mer des provinces maritimes.

Honorables messieurs, je crois qu'il est à peu près inutile de parler longuement sur cette question du Pacifique, qui a été tant discutée dans la presse et ailleurs. Je me contenterai donc de vous prier, honorables messieurs, de voter les résolutions que je viens vous soumettre, afin de joindre notre voix à celle de l'Assemblée législative qui a voté les mêmes résolutions.

On ne peut nier qu'au point de vue de l'avancement du pays, il est important que la grande voie ferrée du Pacifique passe dans notre province pour aller chercher un débouché sur l'océan Atlantique.

Nous devons espérer que le gouvernement fédéral comprendra qu'il y a unanimité sur ce sujet parmi les citoyens de la province de Québec. C'est en se montrant uni, c'est en revendiquant énergiquement nos droits que nous obtiendrons ce qui nous appartient. La province a fait assez de sacrifices de tous genres pour compter que sa voix sera entendue et qu'on ne nous refusera pas ce que nous devons avoir.

Je ne m'étendrai pas davantage sur ce sujet, vu qu'il est suffisamment connu de vous tous, honorables messieurs, et que, dans l'état de la question, je ne me sens pas les forces de jeter de nouvelles lumières sur une question depuis si longtemps débattue.

L'honorable M. **Méthot**—*conseiller pour La Vallière*.—Honorables messieurs, on se rappelle tous que, dès le lendemain du jour où l'œuvre de la confédération a été un fait accompli, la pensée de relier toutes les provinces entre elles par un grand chemin de fer a pris naissance. Plus tard, quand le gouvernement fédéral fit l'achat des territoires du Nord-ouest, la pensée à laquelle je viens de faire allusion s'élargit davantage, et alors on élabora le gigantesque projet d'étendre cette ligne projetée jusqu'aux côtes du Pacifique. Depuis, le peuple de la province de Québec, sous la direction de ses chefs politiques, n'a pas cessé de s'imposer de grands sacrifices, soit en assurant l'adoption de la politique fédérale relative à ce sujet, soit en mettant le réseau de ses chemins de fer locaux en état de pouvoir tirer tout le bénéfice possible de la réalisation de cette entreprise. Nous sommes rendus au moment où nous verrons bientôt la fin de ces travaux, mais contrairement à notre attente, il paraît que la province de Québec est sérieusement menacée de perdre

les avantages qu'elle en attendait. Il est question de détourner la voie du Pacifique de manière à nous priver des bénéfices que son commerce nous donnerait. J'espère, qu'en face d'une telle situation, il n'y aura qu'une voix dans la province de Québec pour protester contre toute décision qui nous frustrerait de nos droits. Tout le monde comprendra la nécessité de faire entendre notre réclamation et l'on s'empressera de voter les résolutions qui sont maintenant devant la Chambre.

L'honorable M. **Champagne**—*conseiller pour Mille-Isles*.—Honorables messieurs, je ne puis que féliciter mes honorables collègues les auteurs de la proposition que nous discutons, sur l'heureuse idée qu'ils ont eu de donner à cette Chambre l'occasion d'exprimer une opinion sur cette grave question. Pour ma part, je suis complètement de leur avis, et je crois qu'il importe beaucoup que le parlement de la province de Québec dise ce qu'il pense être dans l'intérêt du peuple qu'il représente.

Les auteurs du projet d'établir une voie ferrée à travers le Canada était d'en faire un chemin sillonnant seulement le territoire canadien. Aujourd'hui on dit qu'il faut choisir la ligne la plus courte, et à la faveur de ce prétexte, on tente de priver la province de Québec des avantages qu'elle s'attendait de retirer de cette vaste entreprise. Je suis d'opinion que ce qui est fait avec les capitaux du pays doit bénéficier à tout le pays. Inutile de chercher à nous faire perdre de vue l'objet pour lequel nous nous sommes si patriotiquement imposé des sacrifices jusqu'aujourd'hui. J'espère que l'expression d'opinion contenue dans ces résolutions, que le Conseil va voter à l'unanimité, j'en suis convaincu, aura un heureux résultat en faisant disparaître ce qui a donné lieu à des craintes assez justifiées par les circonstances que nous connaissons tous.

L'honorable M. **Ross**—*conseiller pour Chauinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics*.—Honorables messieurs, je partage l'opinion qui a été exprimée, qu'il est important que le chemin de fer du Pacifique traverse le territoire de la province de Québec. Là-dessus, pas de divergence possible, mais je ne puis admettre ce qui a été dit à propos du tracé le plus court et en même temps le plus avantageux. Ainsi, je ne puis partager les vues de ceux qui prétendent que dans le cas où les autorités fédérales, ayant pris toutes les mesures nécessaires, toutes les précautions possibles, et voyant qu'il est impossible de suivre le tracé qui a toutes nos préférences, que dans ce cas, dis-je, je ne pourrai pas, comme quelques-uns, les taxer de manquer de bonne foi à notre égard, de nous tromper en

un mot. A côté de la question si bien exposée par mes honorables amis qui ont pris la parole avant moi, il y en a une autre qu'on ne doit pas perdre de vue, c'est celle des exigences impérieuses du commerce. Si en adoptant un certain tracé, on ne peut lutter aussi avantageusement qu'avec un autre tracé, contre une concurrence formidable, est-ce qu'il n'y aurait pas là matière à hésitation. Voilà franchement ma manière de voir et je la dis en toute sincérité. Maintenant, je comprends, honorables messieurs, que le but de ces résolutions est de faire connaître que l'on voit d'un œil inquiet ce qui se fait à propos du Pacifique et faire comprendre que nous ne sommes décidés à céder que devant les preuves les plus fortes de l'impossibilité de la réalisation de nos vœux. J'ai confiance que le gouvernement fédéral veillera avec un soin jaloux à nous faire obtenir ce que nous désirons. Il est tout disposé à faire faire les études les plus minutieuses à ce sujet avant d'en venir à une décision définitive, et je suis convaincu qu'il n'épargnera rien pour nous assurer le tracé du chemin de fer du Pacifique dans notre province.

Il n'y a pas à se le cacher, nous avons fondé de grandes espérances sur le trafic de l'ouest, et il est bien permis de penser qu'un tracé qui conduirait la voie sur un sol étranger à celui du Canada, comme nous en sommes menacés, serait préjudiciable aux intérêts d'une partie notable de notre province.

En résumé, j'exprime l'espoir que ces résolutions produiront un résultat favorable à la solution que nous désirons pour le plus grand bien de notre pays.

Les résolutions proposées par l'honorable M. Gérin sont unanimement adoptées.

Il est ensuite ordonné que ces résolutions soient grossoyées et remises à Son Honneur le lieutenant gouverneur par les membres de ce Conseil, qui font partie du Conseil exécutif, pour qu'elles soient transmises à Son Excellence le gouverneur général.

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

L'Assemblée législative transmet au Conseil législatif les projets de loi suivants :

Acte pour modifier les plan et livre de renvoi officiels de la ville de Fraserville, de la paroisse de St-Patrice de la Rivière du Loup et du canton de Hull, et le village de St-Sauveur, près de Québec.

Acte pour autoriser le gouvernement de Québec à prendre possession d'un certain pont de péages sur la rivière Richelieu.

Acte pour modifier le chapitre 94 des statuts refondus pour le Bas-Canada.

Acte pour modifier la loi des jurés et jurys.

Tous ces projets de loi sont adoptés en première et deuxième délibérations, et renvoyés au comité général, à l'exception du premier qui est, d'urgence, adopté définitivement dans les formes réglementaires.

Le rapport du comité général de la bibliothèque, déposé à la séance d'hier, est adopté.

Le projet de loi pour modifier de nouveau la loi de la ci-devant province du Canada. 24 Vict. ch. 32, concernant les assurances mutuelles, est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi pour modifier la loi 27-28 Vict. ch. 23, relativement aux compagnies à fonds social constituer en vertu de cette loi.

L'honorable M. **Starnes**—*conseiller pour Salaberry*.—L'un des honorables conseillers, je crois que c'est mon honorable ami, le représentant de Montarville, m'a fait fort justement observer que cette proposition de loi a un caractère d'une grande gravité, en ce qu'elle touche à la sûreté des créanciers, en diminuant le capital des compagnies à fonds social, je crois qu'il importe, dans ces circonstances, d'apporter le plus grand soin. Aussi, tout en demandant que le projet de loi soit adopté en deuxième délibération, je déclare que mon intention n'est pas par là même de lier la Chambre à l'approbation du principe en jeu, mais simplement d'avoir la faculté de proposer le renvoi du projet à un comité spécial. J'espère que la Chambre voudra bien acquiescer à ma demande.

Le projet de loi est adopté en deuxième délibération.

Il est ensuite renvoyé à un comité spécial composé des honorables MM. de Boucherville, Archambeault, Champagne, Webb et Starnes.

La séance est levée.

(Séance du soir.)

La séance est ouverte à huit heures.

La prochaine séance est fixée à onze heures demain matin.

Les projets de loi suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Acte relatif aux chemins à barrières de Québec.

Acte pour modifier le ch. 94 des statuts refondus pour le Bas-Canada.

Acte pour modifier la loi des jurés et jurys.

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI

L'Assemblée législative transmet au Conseil législatif le projet suivant :

Acte pour valider certains enregistrements et pour modifier certains articles du code civil.

La deuxième délibération sur ce projet de loi est renvoyée à demain.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du mercredi, le 6 juin 1884.

(Séance du matin.)

SOMMAIRE :—Dépôt, par l'honorable M. Ross, de la réponse à une adresse votée le 27 mai dernier.—Transmission de projets de loi.—Loi concernant le prévôt des incendies à Montréal : Les honorables MM. Beaudry, Starnes et Ross.—Adoption définitive de divers projets de loi. Dépôt d'un rapport de comité.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à onze heures.

L'honorable M. **Ross**—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics.* — J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Conseil la réponse à une adresse à Son

Honneur le lieutenant gouverneur, en date du 27 mai dernier, priant Son Honneur de faire mettre devant cette Chambre :

Copie du jugement rendu le ou vers le 7 mai courant, à la cour supérieure, à Montréal, dans une cause de Lamb vs. The Export Lumber Company.

Copie des mémoires présentés par le gouvernement provincial au gouvernement fédéral, au sujet des réclamations de la province de Québec, et aussi copie de la correspondance échangée à ce sujet entre les deux gouvernements.

Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de cette province, au sujet de l'acte des licences pour la vente des liqueurs, 1883.

TRANSMISSION D'UN PROJET DE LOI.

L'Assemblée législative transmet au Conseil le projet de loi suivant :

Acte relatif aux notifications, protêts et significations.

Les projets de loi qui suivent sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires.

Acte pour modifier l'article 664 du code de procédure civile.

Acte pour autoriser le gouvernement de Québec à prendre possession d'un certain pont de péages sur la rivière Richelieu.

Les projets de loi pour valider certains enregistrements et pour modifier certains articles du code civil et relatif aux notifications, protêts et significations, sont adoptés en deuxième délibération et sont renvoyés à un comité spécial composé des honorables MM. Champagne, Rémillard et Gérin.

La séance est levée.

(Séance de l'après-midi.)

La séance est ouverte à trois heures.

Les projets de loi suivants sont adoptés définitivement dans les formes réglementaires :

Acte pour valider certains enregistrements et pour modifier certains articles du code civil.

Acte relatif aux notifications, protêts et significations.

DÉFÔT D'UN RAPPORT DE COMITÉ.

L'honorable M. Webb dépose le rapport suivant sur le bureau du Conseil :

Québec, 6 juin 1884.

Le comité de la Chambre de lecture et de la publication des débats du Conseil législatif à l'honneur de vous présenter ce qui suit comme son second rapport.

Votre comité soumet à cette honorable Chambre que M. Desjardins, n'ayant pas rempli une des conditions de son contrat avec le Conseil, avoir : celle de soumettre aux membres de cette Chambre, le manuscrit de leurs discours dans les quarante-huit heures, ce comité désire laisser à cette honorable Chambre à décider si la somme de cinq cents piastres sera payée à M. Desjardins.

Le tout humblement soumis,

W. H. WEBB,
Président.

Ce rapport est adopté.

Après une courte délibération, il est unanimement décidé que le président règlera et ordonnera le paiement nécessaire, s'il y a lieu.

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

L'Assemblée législative transmet au Conseil législatif les projets de loi suivants :

Acte pour modifier les actes concernant les écoles de réforme.

Acte concernant les juges des sessions de la paix de Québec et de Montréal.

Acte concernant les voitures d'hiver dans certains comtés.

(Ces trois projets de loi sont successivement adoptés en deuxième délibération et renvoyés à un comité général pour la prochaine séance.)

Acte pour modifier un acte de cette session intitulé : Acte pour constituer la paroisse de St-Joachim de Shefford en municipalité pour les fins municipales et scolaires.

Acte pour abroger le statut 32 Vict., ch. 29, et modifier le statut 31 Vict., ch. 32, concernant le prévôt des incendies pour la cité de Montréal.

Acte pour modifier l'article 671 du code de procédure civile.

(Les projets qui suivent sont, d'urgence, adoptés définitivement dans les formes réglementaires.)

Acte concernant les subsides des compagnies de chemins de fer et certaines garanties d'intérêt par la province de Québec.

Acte relatif aux asiles d'aliénés subventionnés, par la province de Québec.

La séance est levée.

(Séance du soir.)

La séance est ouverte à huit heures.

L'honorable M. **Beaudry**—*conseiller pour A.M.A.*—Honorables messieurs, je propose que la deuxième délibération sur le projet de loi pour abroger le statut 32 Victoria, ch. 29 et pour modifier le statut 31 Victoria, ch. 32, concernant le prévôt des incendies pour la cité de Montréal, soit inscrite à l'ordre du jour de demain.

A l'occasion de cette proposition, je me permettrai de faire quelques remarques.

Cette question du maintien de cette charge du prévôt des incendies à Montréal intéresse vivement la population de cette ville. D'après le système actuel, Montréal paie sans avoir de bénéfice sous une forme ou sous une autre pour son argent, car les commissaires ne donnent pas signe de vie. C'est comme s'ils étaient morts. Par aventure, font-ils quelques démarches, ils arrivent à rien. Je puis dire à cette honorable Chambre que tout le monde à Montréal est contre le maintien de ces messieurs.

L'introduction de ce système est due au gouvernement de l'époque qui n'a consulté que son propre intérêt. Il a établi ce système contre le désir des contribuables et celui des compagnies d'assurance.

On agite fortement la question du rappel de la loi qui crée ces commissaires inutiles, et j'espère qu'il y aura dans cette honorable Chambre assez d'hommes de devoir, et qui ont à cœur de le remplir, pour voter la loi que je propose.

L'honorable M. **Starnes**—*conseiller pour Salaberry*.—Je sais qu'il y a des plaintes très fortes de portées contre ces commissaires. Je crois qu'il vaudrait mieux revenir au système qui existait auparavant, c'est-à-dire, que lorsqu'une compagnie d'assurance demande qu'une enquête

soit faite sur un incendie, elle en paie tous les frais. Cela n'est que juste. Je vois donc avec plaisir la proposition qui est devant la Chambre.

L'honorable M. **Gérin** — *conseiller pour Kennébec*. — Il ne faut pas oublier, honorables messieurs, le point de départ de ce système. Ainsi, à l'origine, les compagnies d'assurance s'étaient entendues avec la corporation de Montréal pour le paiement des frais de ces commissaires, chacune dans une proportion fixée lors de cette entente. On veut aujourd'hui défaire cette espèce de pacte. Il nous faudrait pour décider en connaissance de cause, l'avis formel des intéressés, c'est-à-dire des compagnies d'assurance et de la corporation de Montréal. Or nous n'avons pas cela. Au reste, on se plaint des commissaires, dit-on, mais en passant la loi proposée on n'abolit pas la charge des commissaires, je prie la Chambre de se rappeler de ce fait important dans l'état de la question.

L'honorable M. **Rémillard** — *conseiller pour LaDurantaye*. — J'espère que mon honorable ami le conseiller pour Alma ne pressera pas l'adoption de ce projet de loi. Il est évident qu'il est important, et dans ce cas il n'est que juste que nous ayons le temps convenable pour l'étudier et pour en juger.

L'honorable M. **Beaudry** — *conseiller pour Alma*. — Je ne comprends pas pourquoi les honorables conseillers pour Kennébec et LaDurantaye prennent avec tant de chaleur les intérêts de Montréal. Il me semble que je suis autant qu'eux et plus qu'eux en position de savoir quels sont les véritables intérêts de cette ville, et si je demande cette législation, c'est que la population la désire.

L'organisation du corps des pompiers de Montréal est supérieure à toute autre. La loi que je propose de rappeler remonte à la session de 1868-69, or il ne faut pas croire que Montréal soit restée au même point depuis cette époque. Tous les services publics de cette grande ville ont été améliorés, et ce qui pouvait être nécessaire dans ce temps-là ne l'est plus, par suite des améliorations qui ont eu lieu depuis.

L'honorable M. **Ross** — *conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics*. — Mon honorable ami fait erreur s'il croit que l'adoption de son projet de loi va faire disparaître les fonctionnaires dont il se plaint. Cette loi ne peut que modifier l'un des détails du système actuel sans en amener l'abolition. D'ailleurs je doute fort que le changement proposé rencontre les

désirs de la corporation de Montréal. Nous n'avons rien devant nous qui donne une forme aux plaintes que l'on dit exister à ce sujet. Je crois qu'il serait plus sage de ne pas trop se hâter avant de prendre une décision.

L'honorable M. **Starnes**.—Le maire de Montréal—mon honorable ami le conseiller pour Alma — et les compagnies d'assurance doivent savoir ce qu'il faut et sont les meilleurs juges, quand il importe d'ouvrir des enquêtes.

La proposition de l'honorable M. Beaudry est adoptée.

Les projets de loi qui suivent sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Acte pour modifier les actes concernant les écoles de réforme.

Acte concernant les juges de sessions de la paix de Québec et de Montréal.

Acte concernant les voitures d'hiver dans certains comtés.

Les deux projets de loi qui suivent sont adoptés en deuxième délibération :

Acte pour modifier un acte de cette session intitulé : Acte pour constituer la paroisse de St-Joachim de Shefford en municipalité pour les fins municipales et scolaires.

Acte pour modifier l'article 671 du code de procédure civile.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du samedi, le 7 juin 1884.

SOMMAIRE :—Dépôt d'une pétition. — Dépôt d'un rapport de comité. — Transmission et adoption définitive de divers projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRUIÈRE.

La séance est ouverte à dix heures.

DÉPÔT D'UNE PÉTITION.

La pétition de G. B. Hall et autres, est déposée sur le bureau du Conseil.

DÉPÔT D'UN RAPPORT DE COMITÉ.

L'honorable M. Webb dépose le rapport suivant du comité des contingents :

Québec, 7 juin 1884.

Le comité spécial auquel ont été renvoyés les comptes des dépenses et déboursés du Conseil législatif à l'honneur de présenter ce qui suit comme son sixième rapport.

Votre comité recommande qu'il soit demandé à qui de droit une somme de quatre mille huit cents piastres, afin de mettre le greffier en état de payer l'indemnité des membres de cette Chambre.

Le tout humblement soumis

W. H. WEBB,
Président.

Ce rapport est adopté.

Sur proposition de l'honorable M. Webb, il est voté une humble adresse à Son Honneur le lieutenant gouverneur priant Son Honneur de vouloir bien émettre son mandat en faveur du greffier de cette Chambre pour la somme de quatre mille huit cents piastres (\$4,800), afin de mettre cet officier en état de payer l'indemnité des membres de cette Chambre pour la présente session.

Un message de l'Assemblée législative informe le conseil qu'elle ne peut approuver les amendements faits au projet de loi pour autoriser le gouvernement de Québec à prendre possession d'un certain pont de péage sur la rivière Richelieu, pour la raison suivante : Parce qu'ils auraient pour effet de changer les bases du vote des électeurs francs-tenanciers de la ville de St-Jean, prescrites par la cinquième clause du dit acte, et qu'ils détruisent l'uniformité du mode de voter dans les différentes municipalités qui pourraient s'y trouver intéressées.

Il est résolu que le Conseil n'insiste pas sur le maintien des amendements qu'il a faits au dit projet de loi.

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

L'Assemblée législative transmet au Conseil législatif les projets de loi qui suivent :

Acte pour modifier l'ordonnance 4 Vict., ch. 17, intitulée : "Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration de certains chemins dans le

voisinage de la cité de Québec et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet,” et les divers actes qui la modifient.

Acte pour modifier la loi 32 Vict., ch. 17, concernant les écoles d'industrie.

Acte pour modifier les lois concernant la constitution de la cour supérieure en cette province.

Acte pour modifier et refondre les lois de la chasse de la province de Québec.

Ces divers projets de loi, ainsi que ceux qui suivent, sont, d'urgence, définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Acte pour modifier un acte de cette session, intitulé : Acte pour constituer la paroisse de St-Joachim de Shefford en municipalité pour les fins municipales et scolaires.

Acte pour modifier l'article 671 du code de procédure civile.

Le projet de loi pour abroger le statut 32 Vict., ch. 29, et modifier le statut 31 Vict., ch. 32, concernant le prévôt des incendies pour la cité de Montréal, est adopté en deuxième délibération.

La séance est levée.

CONSEIL LÉGISLATIF.

Séance du mardi, le 10 juin 1884.

SOMMAIRE :—Transmission de projets de loi.—Délibération sur le projet de loi pour nommer commissaires les membres de certains comités spéciaux de l'Assemblée législative : MM. Ross, Starnes, Gérin et Champagne.—Délibération sur le projet de loi pour modifier la loi 42-43 Vict., ch. 6, concernant le cautionnement des officiers publics de la province : M. Ross.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à dix heures.

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

L'Assemblée législative transmet les projets de loi suivants au Conseil législatif :

Acte pour nommer commissaires les membres de certains comités spéciaux de l'Assemblée législative.

Acte pour modifier l'acte 42-43 Vict., ch. 6, concernant le cautionnement des officiers publics de la province.

Acte pour modifier de nouveau l'acte général des mines de Québec de 1880.

L'honorable M. **Ross**—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics*.—Je propose que le projet de loi pour nommer commissaires les membres de certains comités spéciaux de l'Assemblée législative, soit adopté en deuxième délibération.

Honorables messieurs, l'objet de ce projet de loi est de donner aux membres des comités nommés pour s'enquérir des accusations formulées à propos de l'octroi du contrat pour le palais législatif, et de la discontinuation des procédés judiciaires dans la cause de l'élection contestée de Jacques-Cartier, de poursuivre l'enquête après la clôture des travaux de la Législature. On sait que ces comités ne sont plus du moment que la prorogation a eu lieu. C'est pour obvier à cela que ce projet de loi a été présenté.

L'honorable M. **Starnes**—*conseiller pour Salaberry*.—Je voterai pour ce projet de loi, mais je le ferai avec répugnance. Il est humiliant pour la Législature qu'il soit considéré nécessaire de faire une telle législation.

L'honorable M. **Gérin**—*conseiller pour Kennébec*.—Honorables messieurs, j'ai été mêlé au mouvement politique depuis un bon nombre d'années, et je n'ai jamais vu une situation plus humiliante. Je suis convaincu que ces enquêtes n'aboutiront qu'à un fiasco. Le parti libéral qui s'est fait connaître par son amour des enquêtes, ne réussira pas plus cette fois qu'il n'a réussi par le passé. Il est malheureux que nous soyons en face d'une situation aussi déplorable. Pour ma part je le regrette profondément.

L'honorable M. **Champagne**—*conseiller pour Mille-Isles*.—Honorables messieurs, je considère la question à un autre point de vue et je trouve qu'on est justifiable d'avoir accordé ces enquêtes. On est trop souvent porté à discréditer nos hommes publics pour ne pas les protéger en accordant les moyens de faire cesser d'injustes accusations qui peuvent peser sur leur tête. Il est juste que ces enquêtes soient faites le plus tôt possible et c'est pour cela que je voterai cette loi, tout en laissant la responsabilité à qui elle appartient.

M. le **Premier ministre**.—Mon honorable ami le conseiller pour Mille-Isles a pris le meilleur point de vue, mais il n'en est pas de même de l'honorable conseiller pour Salaberry. Il est, par exemple, dans l'erreur lorsqu'il dit que cette mesure est humiliante pour la Législature. La situation était très difficile. L'opposition pouvait bien faire durer la session beaucoup plus longtemps. Il est bien vrai qu'elle n'aurait pu empêcher l'adoption définitive de la loi des subsides, mais elle aurait pu la retarder de manière à faire faire une dépense considérable inutile en reculant la clôture de la session. Nous avons cru qu'il était mieux d'éviter cela en adoptant la mesure qui est devant la Chambre. Quant au mérite même de la question, je vous prie de remarquer, honorables messieurs, que des accusations graves en soi ont été portées de part et d'autre, et, sans me prononcer aucunement sur la vérité de ces accusations, je ne puis m'empêcher de reconnaître qu'il importe beaucoup que le public soit renseigné sur ses faits. Comme l'a dit l'honorable conseiller pour Mille-Isles, il faut protéger la réputation de nos hommes publics, et je crois que le meilleur mode pour arriver à ce résultat, c'est de donner aux accusateurs l'occasion de prouver la vérité de leur dire.

La proposition de l'honorable M. Ross est adoptée.

Le projet est ensuite définitivement adopté dans les formes réglementaires.

M. le **Premier ministre**.—Je propose que le projet de loi pour modifier la loi 42-43 Vict. ch. 6, concernant le cautionnement des officiers publics de la province soit adopté. Cette loi est pour permettre aux employés du service civil et autres, de pouvoir donner soit un cautionnement hypothécaire, soit un cautionnement par compagnie d'assurance. Aujourd'hui la loi est trop rigoureuse à cet égard. Elle n'admet pas d'autre cautionnement que celui par police d'assurance, or ces compagnies, sachant qu'elles occupent une position exceptionnellement avantageuse vis-à-vis des fonctionnaires, en abusent en montrant quelquefois beaucoup de mauvais vouloir.

C'est pour remédier à ces inconvénients que le gouvernement présente cette loi.

Le projet de loi est, d'urgence, adopté définitivement dans les formes réglementaires, ainsi que celui pour modifier de nouveau la loi générale des mines de Québec de 1880.

La séance est levée.

(Séance de l'après-midi.)

La séance est ouverte à trois heures et demie.

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants sont transmis par l'Assemblée législative au Conseil législatif :

Acte concernant l'acte pour assurer l'indépendance de la Législature de cette province.

Acte octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1884 et le 30 juin 1885 et pour d'autres fins du service public.

Acte pour modifier les lois concernant la tenue des cours supérieure et de circuit et le code de procédure civile.

Acte concernant la subvention accordée à la compagnie pour la fabrication du sucre de betterave de la province de Québec, et l'encouragement de la fabrication du sucre de betteraves en cette province.

Ces divers projets de loi sont adoptés, d'urgence, dans les formes réglementaires.

L'honorable M. **ROSS** — *conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics.* — Honorables messieurs, avant de nous séparer, ce qui ne peut tarder maintenant, il me reste un devoir bien agréable à remplir, celui de féliciter mes honorables collègues de la manière dont ils ont conduit les débats. Malgré les divergences d'opinions qui, bien loin d'être regrettables, quand elles ne sont pas poussées à l'extrême, sont au contraire la preuve de ressources intellectuelles et d'études, malgré, dis-je, des divergences d'opinions, la plus grande courtoisie de même que la plus esquisse urbanité n'ont pas cessé de caractériser nos discussions. Ceci prouve non-seulement que le bon goût règne dans le Conseil législatif, mais aussi que des hommes dévoués à leur patrie peuvent la servir tout aussi efficacement en étant ni acrimonieux ni emportés, au contraire en ne s'écartant jamais des règles de la plus parfaite courtoisie.

Je dois aussi vous remercier honorables collègues pour la confiance que vous avez bien voulu manifester à l'adresse du gouvernement. Je ne saurais trop vous remercier pour la sympathique bienveillance que vous m'avez manifestée. Aussi veuillez croire que ce souvenir sera le plus doux que je conserverai de cette session.

L'honorable M. **Starnes** —*conseiller pour Salaberry*.—Mon expérience, honorables messieurs, me met à même de dire que l'honorable premier ministre a raison de se féliciter de la session. D'un autre côté, si nous nous sommes montrés bienveillants à son égard et à l'égard de son gouvernement, c'est que l'un et l'autre le méritaient et pour ma part, j'espère que la santé de mon honorable ami va aller en s'améliorant pendant les loisirs de la vacance de la Législature, et que nous l'aurons encore à la prochaine réunion de cette Chambre, pour présider aux destinées de la province.

L'honorable M. **Rémillard** —*conseiller pour LaDurantaye*.—Honorables messieurs, permettez-moi d'ajouter quelques paroles à ce que vient de dire mon honorable ami le conseiller pour Salaberry. Nous devons nous sentir honorés de ce que l'on ait choisi l'un de nos collègues pour être premier ministre. C'est un honneur pour le Conseil, et j'en félicite celui dont les capacités et les talents nous ont attiré cette distinction.

J'espère que l'an prochain la santé de l'honorable premier ministre sera complètement rétablie, afin que l'accomplissement de ses multiples devoirs ne lui soit pas aussi pénible qu'il l'a été pendant la session qui tire à sa fin. L'honorable premier ministre nous a parlé de la courtoisie qui a régné dans nos débats. Il ne faut pas oublier que notre honorable président a largement contribué à faire régner ce bon ton entre les membres de cette Chambre, par l'aiménité de ses procédés et la généreuse et courtoise hospitalité qu'il a exercée. La courtoisie avec laquelle il a traité tous les membres de cette Chambre est digne de nos plus sincères éloges.

La séance est levée.

